



**JEUDI 22 NOVEMBRE 2018**

*"Nous entrons maintenant dans la dépression économique finale : il n'y aura plus jamais de croissance économique."*

▶ **LA FIN D'UN MONDE (en 6 parties) :**

- Nos sociétés sont-elles au bord de l'effondrement ? (1/6) p.1
- Trop peu, trop tard : 3 ans après, le procès de l'accord de Paris (2/6) p.4
- **Effondrement, nucléaire et capitalisme : entretien avec Jean-Marc Jancovici et Yves Cochet (3/6) p.11**
- **Qui est Pablo Servigne, apôtre de l'effondrement et père de la collapsologie ? (4/6) p.17**
- Entre écologie et confort de vie, le paradoxe scandinave (5/6) p.19
- "Les électorats n'ont plus la croissance comme imaginaire" (6/6) p.24

▶ **Un prix Nobel contre le climat p.29**

▶ **Le pétrole en chute libre p.30**

▶ **Changement climatique : une bombe à retardement p.31**

▶ **« Nous sommes tous des climatosceptiques » p.33**

▶ **Psychanalyse du changement climatique: comment faire le deuil de la planète que nous connaissons p.35**

▶ **En Angleterre, le mouvement Extinction Rebellion lance l'insurrection pour le climat p.39**

▶ **L'énergie contrainte rend la démocratie impossible (Michel Sourrouille) p.4**

▶ **PAROLES DE LECTEURS... (Patrick Reymond) p.45**

## SECTION ÉCONOMIE

▶ **La fin des FAANG ? (Bill Bonner) p.47**

▶ **L'Italie vs l'UE et les méchant spéculateurs (Simone Wapler) p.50**

▶ **Thanksgiving Day, le rebond fait faux bond! (Bruno Bertez) p.53**

▶ **Le vrai courage du patron de PSA qui ose dénoncer la supercherie du véhicule électrique. (Charles Sannat) p.56**

▶ **Les GAFAs ont perdu près de 1 000 milliards de dollars de valeur depuis cet été p.59**

▶ **Notre gouvernement cache-t-il intentionnellement 21 000 milliards de dollars de dépenses ? (Laurence Kotlikoff) p.61**

▶ **Gilets jaunes et vendredi noir (Simone Wapler) p.63**

▶ **En votre absence, la vie continue (Bill Bonner) p.68**

▶ **Trump inébranlable ? (Jim Rickards) p.70**

▶ **Quelle menace pour le monde émane des dettes chinoises en dollars ? p.73**

▶ **Le grand coup d'accordéon. La vraie vocation des marchés est de ruiner le maximum de gens. (Bruno Bertez) p.74**

▶ **Bain de sang à Wall Street, chapitre je-ne-sais-plus-combien (Thomas Veillet) p.75**

▶ **L'essence deux fois moins chère qu'en 1980 ? C'est faux ! Démonstration (P. Herlin) p.79**

▶ **Un petit coup de cinéma (François Leclerc) p.80**

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

**LA FIN D'UN MONDE (1/6) :**

## **Nos sociétés sont-elles au bord de l'effondrement ?**

**COLLAPSOLOGIE – *En raison du dérèglement climatique et de l'épuisement inéluctable de nos ressources naturelles, la collapsologie - un courant de pensée qui tente d'examiner l'état de la planète - prédit un effondrement de nos sociétés industrielles d'ici quelques années. Une vision angoissante de l'avenir qui va jusqu'à poser la question de la survie de l'homme sur Terre. Explications.***

**21 nov. 09:56 - Michel Véron**

A quoi ressemblera le monde dans 10, 20 ou 30 ans ? Vaste question sur laquelle chacun sera libre de projeter sa propre vision de l'avenir. Néanmoins, compte-tenu du dérèglement climatique et ses conséquences désastreuses, de l'érosion plus qu'alarmante de la biodiversité et de l'accroissement démesuré des inégalités à l'échelle mondiale, il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, d'apporter une réponse réjouissante à cette interrogation.

Depuis plusieurs années, certains écologistes prétendent même que le pire est à prévoir. Que nos sociétés vivent sans doute leurs derniers instants de confort et d'insouciance avant d'être prochainement rattrapées par une réalité que l'on refuse pour l'instant d'entrevoir. En 2002, lors du IV<sup>e</sup> sommet de la Terre à Johannesburg, Jacques Chirac avait prononcé cette phrase restée célèbre : "Notre maison brûle et nous regardons ailleurs". Ce constat, déjà partagé à l'époque, est malheureusement toujours d'actualité.

Fondamentalement, rien ou presque n'a été fait pour éteindre l'incendie et c'est pourquoi la situation est encore plus grave aujourd'hui, si l'on se fie aux recherches et aux données sur l'état de la planète, unanimement catastrophistes. C'est sur la base de ce terrible diagnostic qu'est née la collapsologie. Ce néologisme, créé à partir du verbe anglais *to collapse* (qui signifie s'effondrer), désigne un courant de pensée qui juge inévitable l'effondrement de nos sociétés tel que nous les connaissons.

### **Une Terre au bord de la rupture**

A travers une approche transdisciplinaire qui va de l'économie à la biologie en passant par la psychologie, la collapsologie cherche à examiner l'état du monde, des modifications profondes actuellement en cours et les conséquences de celles-ci. Inventé "avec une certaine autodérision" par les chercheurs Pablo Servigne et Raphaël Stevens, le terme de collapsologie ne fait pas l'unanimité au sein de cette communauté dans laquelle gravitent beaucoup de chercheurs. Ceci dit, en dépit de ce petit désaccord sémantique, tous sont d'accord pour considérer que nos sociétés, et en particulier les dirigeants politiques, ne prennent pas la mesure du péril qui nous menace.

Pour mesurer l'état de santé de la planète, une équipe de chercheurs internationaux a forgé en 2009 la notion de "limites planétaires". Il s'agit d'indicateurs à ne surtout pas dépasser pour que "le système Terre ne bascule dans un état très différent (de l'actuel), probablement bien moins favorable au développement des sociétés humaines". Leur étude publiée à l'époque dans la revue *Nature* [a été actualisée en 2015](#). Et sur les 9 indicateurs proposés (dont 6 seulement sont mesurables), 4 ont déjà franchi un seuil dramatique (augmentation de la température terrestre, chute brutale de la biodiversité, perturbation des cycles biogéochimiques de l'azote et du phosphore et modification de l'usage des sols).

## **Quand l'Anthropocène remplace l'Holocène**

Autrement dit, les activités humaines depuis la révolution industrielle sont telles qu'elles sont parvenues à bouleverser les cycles naturels de la Terre, qui évoluent traditionnellement sur une échelle de temps extrêmement longue. Depuis environ 11.000 ans, notre planète est entrée dans une époque géologique baptisée l'Holocène. Celle-ci se caractérise en particulier par un adoucissement du climat qui a favorisé le développement des civilisations humaines.

Or, c'est précisément cet équilibre qui est aujourd'hui menacé. A tel point que certains scientifiques estiment qu'en raison des bouleversements systémiques actuellement observés, nous serions entrés dans une nouvelle époque géologique, baptisée l'Anthropocène. Et personne ne peut dire si l'Homme est véritablement prêt à supporter une telle évolution de la planète.

Dans ces conditions, la question de la survie de nos sociétés modernes se pose frontalement. D'autant que nous allons prochainement faire face à un autre problème, de taille lui aussi, celui de la raréfaction progressive des énergies fossiles. Il est d'ailleurs impossible de ne pas relier ces deux difficultés. Car si nous en sommes là, c'est bien à cause de notre effrayante capacité à puiser les ressources naturelles de la planète pour les convertir en énergie. Si cela a permis un développement sans précédent de nos sociétés et une modification profonde de nos modes de vie (par rapport à tous nos ancêtres), une douloureuse facture se profile.

### **Edouard Philippe, collapsologue ?**

Cela fait plusieurs décennies que certains esprits éclairés tirent la sonnette d'alarme. Citons par exemple le rapport Meadows (1972) qui prédit un probable effondrement de nos sociétés industrielles pour la première moitié du XXI<sup>e</sup> siècle si un frein n'est pas mis à notre modèle de développement. Ou encore la publication de Principe responsabilité du philosophe allemand Hans Jonas (1979, traduit en français en 1991) qui s'inquiétait de la capacité des hommes à garantir un monde sain aux générations futures.

D'autres ouvrages ont suivi comme celui du biologiste et géographe américain Jared Diamond, *Collapse* (2005), devenu l'une des bibles des collapsologues. En comparant la manière dont plusieurs sociétés ont disparu, l'auteur en conclut que l'incapacité à s'adapter à son environnement entraîne un effondrement inéluctable des sociétés, y compris des plus robustes. La thèse de ce livre, qui a connu un succès international, est allée jusqu'à convaincre Edouard Philippe du risque d'effondrement qui plane sur le monde. "Cette question est assez obsédante, elle me taraude beaucoup plus que certains peuvent l'imaginer", a avoué le Premier ministre en juillet dernier lors d'un Facebook live en compagnie de Nicolas Hulot, qui était encore ministre de la Transition écologique.

### **En vidéo**

#### **Quand Edouard Philippe et Nicolas Hulot évoquent Collapse, le livre de Jared Diamond**

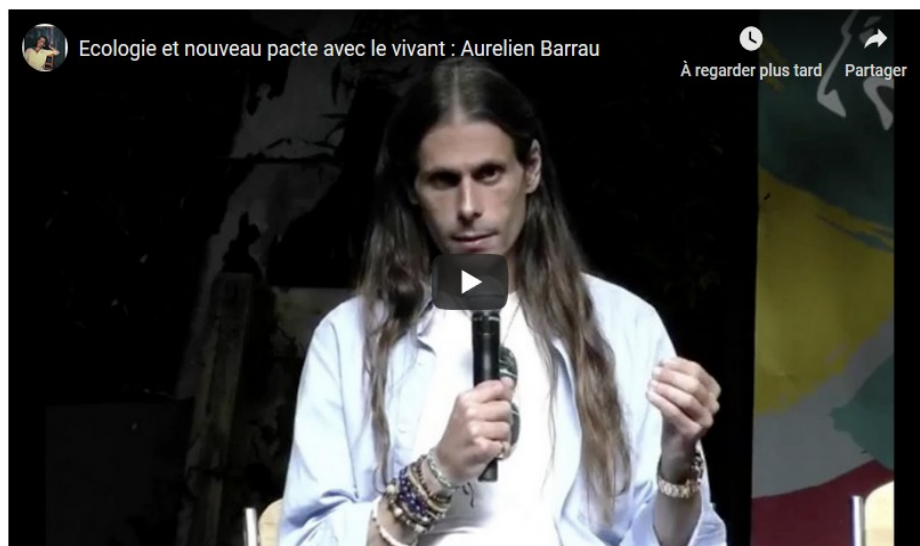


Une confession qui n'a cependant pas empêché [Nicolas Hulot de démissionner avec fracas fin août](#). Au micro de France Inter, l'ancien animateur d'Ushuaïa expose son désarroi devant la France entière. "Je ne comprends pas que nous assistions à la gestation d'une tragédie bien annoncée dans une forme d'indifférence. La planète est en train de devenir une étuve, nos ressources naturelles s'épuisent, la biodiversité fond comme neige au soleil. [...] Et on s'évertue à entretenir voire à réanimer un modèle économique marchand qui est la cause de tous ces désordres".

### **Déni ou résilience**

Avant de partir, Nicolas Hulot a dit espérer que son départ provoque "une profonde introspection de notre société sur la réalité du monde". Un message reçu cinq sur cinq par l'astrophysicien Aurélien Barrau. Ce spécialiste des trous noirs, jusqu'ici très peu connu, a depuis pris son bâton de pèlerin pour rappeler à ses semblables que notre passivité était un crime contre nous-même.

A l'origine [d'une tribune dans \*Le Monde\* signée par 200 personnalités](#) appelant à un sursaut écologique, il s'est surtout distingué en septembre dernier lors d'une conférence à Bordeaux. Son vibrant appel à "harceler le pouvoir politique" afin de considérer l'écologie comme la priorité des priorités a beaucoup tourné sur les réseaux sociaux.



Durant quelques semaines, Aurelien Barrau [a parcouru les médias](#) pour tenter de secouer une opinion publique apathique et une classe politique aveuglée par des intérêts court-termistes. Parallèlement, des initiatives ont émergé ici ou là pour éveiller les consciences, à l'instar de la campagne "[On est prêts](#)" lancée par une soixantaine de Youtubeurs.

Selon les collapsologues, deux chemins s'offrent désormais à nos sociétés : soit celui du déni et de l'inaction, auquel cas la chute sera terrible, soit celui de l'anticipation et de la résilience. Autrement dit, faire le deuil d'un modèle économique consumériste et énergivore pour inventer un autre monde. Si cela est (encore) possible...

## **LA FIN D'UN MONDE (2/6) - Trop peu, trop tard : 3 ans après, le procès de l'accord de Paris**

ENVIRONNEMENT - *Victoire diplomatique sans résultats concrets, objectifs ambitieux sans mise en oeuvre contraignante... Trois après sa signature, l'accord de Paris montre ses faiblesses.*

**21 nov. 09:56 - Matthieu Jublin**

C'est ce qui s'appelle jeter un froid. En novembre 2017, en pleine COP23 à Copenhague, une étude du "Global carbon project", publiée dans plusieurs revues scientifiques, prévoyait que les émissions de dioxyde de carbone (CO2) avaient de nouveau augmenté sur l'année, après 3 ans de stabilité.

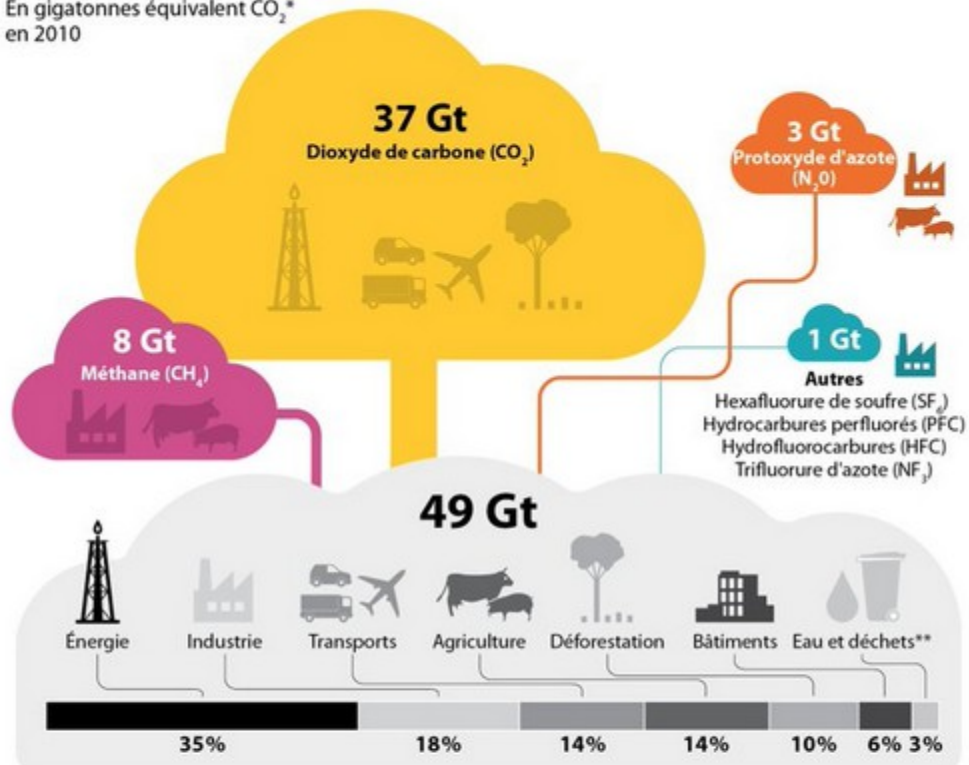
"Le monde n'a donc pas atteint son 'pic' d'émissions", avaient alors affirmé les auteurs de l'étude, confirmés plus tard dans leurs prévisions par le dernier rapport de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA). Ce rapport indique que la concentration atmosphérique en CO2 a atteint un record de 405 parties par million (ppm) en 2017. Du jamais vu depuis... 800.000 ans.

### ***Plus de croissance, plus d'énergie, plus de CO2***

Le CO2 représente les trois quarts des émissions de gaz à effet de serre (GES) et s'impose comme le principal responsable du réchauffement climatique. Cette même année 2017 a été la seconde ou la troisième année la plus chaude depuis le début de l'ère industrielle, et même la plus chaude en l'absence du phénomène El Nino, ajoutent les météorologistes américains.

## Les gaz à effet de serre dans le monde

En gigatonnes équivalent CO<sub>2</sub>\*  
en 2010



\*La valeur en millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> est calculée en fonction du potentiel de réchauffement global (PRG) de chaque gaz, par rapport à un kilo de CO<sub>2</sub> (1 kg de CH<sub>4</sub> = 28-30 kg de CO<sub>2</sub>, 1 kg de N<sub>2</sub>O = 265 kg de CO<sub>2</sub>, etc.)

\*\*Traitement

Sources : GIEC, cop21.gouv.fr, ministère de l'Écologie

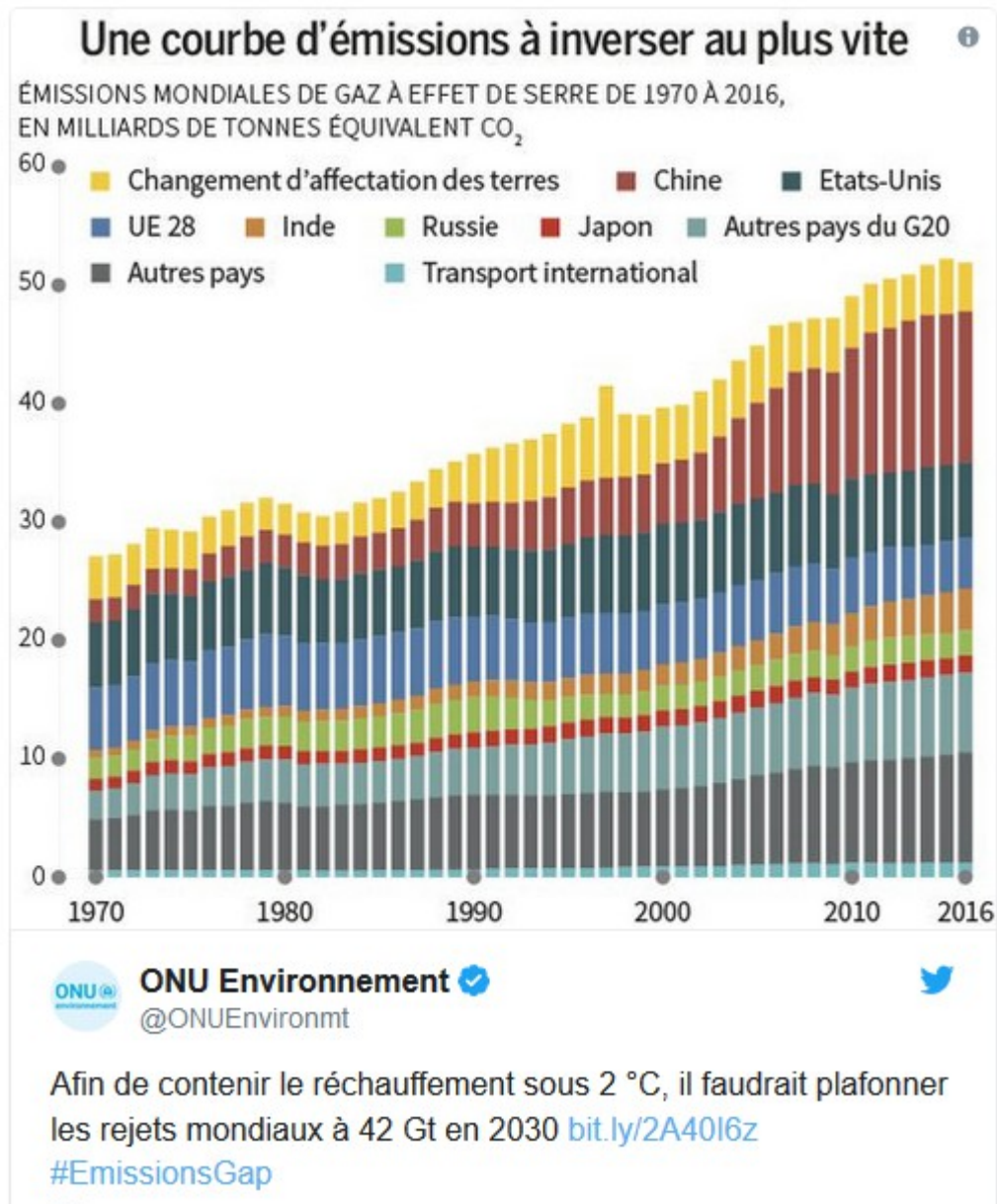
**IDIX**  
@IDIX\_Presse



Selon un sondage, 82% des Français sont inquiets du changement climatique. Zoom sur les gaz à effet de serre.

#COP21

Ce regain d'émissions de CO<sub>2</sub> a été principalement tiré par la croissance chinoise. En effet, la production énergétique du pays reste complètement dépendante du charbon, malgré ses investissements dans les énergies renouvelables. Mais en France aussi, les émissions de gaz à effet de serre ont fortement augmenté avec le retour de la croissance : +3,2% en 2017. Le pays décroche déjà par rapport à son objectif de réduction des émissions de GES de -40% d'ici 2030, alors que la production d'électricité en France ne génère que très peu de carbone, contrairement à la Chine.



Voilà où en est le monde près de 3 ans après la signature de [l'accord de Paris](#). Le tableau n'a pas changé : la croissance de l'activité continue de générer toujours plus de gaz à effet de serre, car l'énergie nécessaire au système productif dépend toujours très majoritairement du charbon et des hydrocarbures.

Le 12 décembre 2015, pourtant, 195 nations de l'ONU avaient approuvé l'accord de Paris. Ils s'engageaient alors devant les caméras du monde à contenir d'ici à 2100 le réchauffement climatique "bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels" et même à "poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C". L'accord fixe également le plancher de l'aide climatique aux pays en développement à 100 milliards de dollars par an pour accélérer leur transition énergétique.

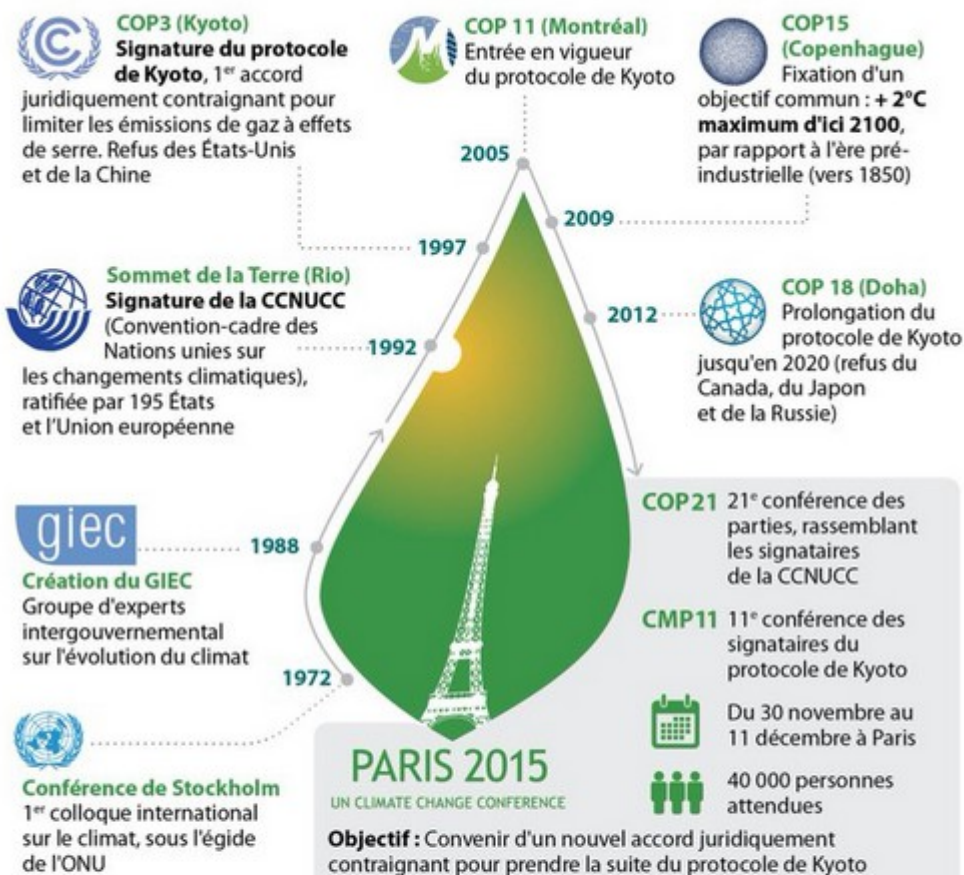
***Pourquoi l'accord de Paris n'est-il pas réellement contraignant***

Pour atteindre ses objectifs, l'accord de Paris n'a pas fixé d'objectifs individuels : chaque pays doit lui-même établir ses propres objectifs, les mettre en œuvre, et les réviser à la hausse tous les cinq ans. "C'est l'environnement global des objectifs qui est légalement contraignant, pas les objectifs en eux-mêmes", expliquait alors l'envoyé spécial des Etats-Unis à la COP21, Todd Stern. De même, l'accord ne prévoit pas de mécanisme de sanctions dans le cas où les États ne respectent pas leurs objectifs, mais préfère miser sur la pression de l'opinion publique.

"La règle du 'name and shame' fait office de punition et peut encourager les Etats à respecter leurs promesses. Sans quoi, la déception de la société civile face à un accord de Paris qui ne serait pas respecté pourra se traduire par une judiciarisation des questions climatiques, et des condamnations des Etats par des juges nationaux", analysait quant à lui Laurent Neyret, professeur de droit à Versailles spécialiste de l'environnement, dans [\*Le Monde\*](#).

Une approche opposée à celle du protocole de Kyoto, signé en 1997 et entré en vigueur en 2005. Ce dernier visait à réduire d'au moins 5%, entre 2008 et 2012, les émissions de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 1990. Pour cela, seuls les pays développés s'étaient imposés des objectifs contraignants de réduction de GES. Ce fut un échec, car les émissions de GES des pays émergents, notamment la Chine, ont explosé au tournant du siècle, ce qui a offert aux États-Unis une raison de ne pas ratifier le protocole en 2005. Quant au Canada, il en est sorti en 2011, pour ne pas payer les pénalités financières liées au non-respect des engagements.

## Climat : les grandes étapes de la concertation internationale



**IDIX**  
@IDIX\_Presse

Ce 30 novembre démarre à #Paris la #COP21 sur le climat.  
Rappel des grandes dates. #ParisClimateConference

♥ 2 3:43 AM - Nov 30, 2015

Pointer du doigt les mauvais élèves... dans une classe remplie de mauvais élèves

L'accord de Paris veut donc pointer du doigt les mauvais élèves, mais que peut-il faire s'il n'y a que des mauvais élèves, ou presque, dans la classe ? Quand l'opinion publique n'est pas acquise à l'écologie, le "name and shame" perd de sa force. C'est le cas de l'électorat de Donald Trump, qui n'a pas reproché à celui-ci d'être sorti de l'accord. Quant au Premier ministre australien, il a renoncé à transposer dans la loi les objectifs de réduction de GES liés à l'accord de Paris, car une partie de sa majorité s'y opposait à l'approche des élections nationales.

Dans l'Union européenne également, les engagements pris dans le sillage de l'accord ne sont pas respectés. L'ONG Climate action network rappelle dans un [rapport](#) qu'aucun pays de l'UE n'a respecté ses propres objectifs. À l'échelle des 27, les émissions de GES baissent, mais pas suffisamment.



La même déception prévaut concernant l'aide climatique aux pays pauvres. L'accord de Paris fixait l'aide climatique aux pays du sud à 100 milliards de dollars par an minimum, et prévoyait qu'un nouvel objectif devait être fixé "d'ici 2025". Sauf que le cumul des engagements déjà annoncés sont très loin de cette somme. Selon une estimation de l'OCDE en 2016, les aides publiques atteindront 67 milliards annuels en 2020. Face à ce manque de suivi, deux éditions du "One Planet Summit" ont eu lieu à Paris puis à New York, afin d'obtenir des engagements financiers d'acteurs privés ou publics.

Même s'ils étaient respectés, les engagements ne suffiraient pas

Pour enfoncer le clou, les objectifs affichés de réductions d'émissions de GES ne suffiraient pas à atteindre l'objectif collectif de limitation du réchauffement à 2°C. Selon plusieurs prévisions - notamment celles du climatologue Jean Jouzel ou du Programme des Nations unies pour l'environnement - le respect des engagements déjà pris entraînerait la terre vers un réchauffement d'environ 3°C, sachant que le réchauffement à ce jour est d'un peu plus d'1°C par rapport aux niveaux pré-industriels.

En 2017, un article publié dans la revue Nature Climate Change a estimé à 5 % la probabilité de limiter le réchauffement climatique à 2°C d'ici 2100, et à 1% la probabilité d'atteindre l'objectif de 1,5 °C. D'où le procès en crédibilité de l'accord de Paris, tant ses objectifs paraissent inatteignables compte tenu des efforts actuels.

Dès la signature de l'accord, ces critiques étaient connues de tous. Le pari de ce succès

diplomatie reposait sur la capacité des populations de chaque pays à exercer une pression suffisante sur leurs gouvernants, afin qu'ils se donnent les moyens de leurs ambitions. Force est de constater que cette pression n'a pas effrayé grand monde.

## **LA FIN D'UN MONDE (3/6) - Effondrement, nucléaire et capitalisme : entretien avec Jean-Marc Jancovici et Yves Cochet**

**INTERVIEW CROISÉE - *Yves Cochet et Jean-Marc Jancovici tentent depuis de nombreuses années de sensibiliser l'opinion sur la crise climatique et énergétique à venir. À partir de ce constat partagé, ils débattent pour LCI des causes et des conséquences de cet effondrement qu'ils ont prédit.***

**21 nov. 09:56 - Matthieu Jublin**

Ils pensent tous deux que le monde se dirige vers une grave crise énergétique et climatique. Ils pensent aussi que la décroissance, voulue ou non, est notre horizon. Scientifiques de formation, Yves Cochet et Jean-Marc Jancovici tentent depuis de nombreuses années d'alerter sur l'impasse dans laquelle nous mène notre modèle de développement. Pour LCI, ils discutent ensemble des causes et des conséquences de cet effondrement qu'ils ont prédit.

Mathématicien et enseignant, Yves Cochet a cofondé les Verts en 1984 puis exercé plusieurs mandats de député et de député européen entre 1989 et 2014. Ministre de l'Écologie du gouvernement Jospin en 2001-2002, il préside désormais l'institut Momentum, un cercle de réflexion sur l'effondrement, la transition et la décroissance. Il est le premier responsable politique national à avoir popularisé ces questions.

Ingénieur et polytechnicien, Jean-Marc Jancovici a cofondé le cabinet Carbone 4, qui aide les entreprises à opérer une transition post-énergies fossiles. Il est également enseignant, auteur, conférencier et chroniqueur. Membre de la Fondation Nicolas-Hulot en 2001, il a participé à l'élaboration du Pacte écologique et du Grenelle de l'environnement en 2007. Il préside désormais notamment le think-tank The Shift Project, consacré à la transition énergétique.

**LCI : Partons du constat qui est aujourd'hui acté par tous, et qui est illustré par le récent rapport du GIEC : notre mode de vie va changer de gré ou de force, notamment à cause de la raréfaction des ressources. Jean-Marc Jancovici, vous l'exprimez comme ceci : la planète ne peut pas tenir si 7 milliards d'humains ont le niveau de vie d'un smicard français.**

**Jean-Marc Jancovici :** D'abord, je dis que notre mode de vie a déjà commencé à changer, et de force ! Ensuite j'ai effectivement dit que l'indicible politique dans cette histoire, c'est qu'on ne peut matériellement pas fournir – et encore moins durablement – à 7,5 milliards de terriens le même niveau de consommation qu'un smicard français.

**LCI : Une fois qu'on a dit ça, comment peut-on espérer préserver un niveau de confort minimal à l'avenir ?**

**JMJ :** Si l'on se demande comment préserver quelque chose qu'on ne peut pas préserver, on a déjà la réponse... La question à laquelle je peux répondre, c'est : que peut-on préserver de façon durable pour 7 milliards d'individus ? Si l'on ne mange pas trop de viande, on peut probablement préserver l'alimentation, car l'essentiel des surfaces végétales servent actuellement à nourrir les animaux. Mais notre modèle devra s'adapter, car l'agriculture actuelle est une agriculture "minière" qui doit extraire de la potasse ou du gaz pour fabriquer les engrais et qui provoque une érosion des sols. Les rendements actuels en Occident sont permis par les engrais, les tracteurs et les phytosanitaires, donc par les hydrocarbures, et ce n'est pas durable.

Ensuite, on ne pourra pas préserver la mobilité motorisée actuelle. Il y a 1 milliard de voitures aujourd'hui dans le monde, et même si elles ne consommaient que 2 litres aux 100 km, contre 6 à 8 actuellement, c'est encore trop pour durer un siècle. On ne pourra pas non plus toutes les faire fonctionner à l'électricité, car l'appel de puissance électrique ne pourra pas suivre, ni la fourniture de matériaux nécessaires à la construction des batteries. On pourra probablement garder la quantité actuelle de bâtiments, mais ce sera compliqué de la tripler ou d'y maintenir tout le confort énergétique.

Enfin, on ne pourra pas produire autant de biens manufacturés qu'aujourd'hui, ce qui revient à dire que le prix réel de ces biens (donc le temps de travail nécessaire pour les acheter) va augmenter. Prenons l'exemple des vêtements. Ma grand mère était couturière à une époque où, quand on avait un trou à la manche de sa chemise, on cousait une pièce dessus car l'achat d'un vêtement demandait un prix réel beaucoup élevé qu'aujourd'hui. Dans un monde sobre, on reviendra à cela. Le t-shirt à 5 euros en soldes, ce sera terminé. Même chose pour le jouet en plastique qu'on offre au petit dernier et dont il se sert deux fois.

Quand je dis que 7 milliards d'humains ne peuvent pas vivre comme un smicard français, ce n'est pas pour être méprisant. C'est parce que les chiffres montrent que le monde qui nous attend ne sera pas un monde d'abondance. C'est terriblement déstabilisant car ça va à l'encontre de l'idée d'une progression matérielle continue et sans problèmes.

**LCI : Yves Cochet, vous partagez ce constat, et vous avez été l'un des premiers élus à tenir ce discours. Comment ont réagi les gens quand vous leur annonciez ce monde-là ?**

**Yves Cochet :** Je partage effectivement ce constat. On peut dire malheureusement que jamais les Chinois, les Indiens, les Africains ou les Sud-américains ne vivront comme les Européens de 2018, à cause de la raréfaction de l'énergie et des matières premières. Une fois qu'on dit ça, l'impasse politique est totale. Malgré quelques petites prises de conscience récentes - la démission de Nicolas Hulot, le rapport de Giec ou les sécheresses estivales - je pense que ce déni perdurera jusqu'à la fin et qu'il n'y aura pas de transition facile. La grande loi de transition

énergétique de Ségolène Royal n'est pas appliquée et comporte des tares rédhibitoires, tout comme l'accord de Paris. Après 23 ans de politique professionnelle, je constate que les seules solutions proposées sont : plus de croissance, plus de technologie, plus de marchés. C'est une pure folie.

"Le déni ne cessera pas avant de très gros ennuis car on a inventé un système de pensée qui n'est pas confrontable au réel"

**LCI : Pour vous aussi, Jean-Marc Jancovici, ce déni perdurera ?**

**JMJ :** J'ajouterais d'abord qu'avec traité de Lisbonne, l'UE se retrouve probablement avec la seule Constitution au monde qui impose une recherche de "la croissance". J'ajouterais aussi que le nouveau "prix Nobel" d'économie, William Nordhaus, s'est fait connaître en attaquant Dennis Meadows [le premier physicien et économiste à avoir travaillé sur les limites physiques de la croissance, ndlr], et en critiquant la lutte contre le réchauffement parce que, selon lui, elle n'est pas rentable ! Comme on peut le lire dans le livre "Des marchés et des dieux" du journaliste Stéphane Foucart, l'économie fonctionne comme une religion, car elle part de professions de foi non démontrées, et a besoin d'un clergé. Les principes dominants en économie - qui sont vieux de deux siècles - se basent entre autres sur une "fonction d'utilité", qui ne s'observe nulle part et qui n'est pas quantifiable... Comme le concept de "dieu" ! Le déni ne cessera pas avant de très gros ennuis car on a inventé un système de pensée qui n'est pas confrontable au réel.

**LCI : Cette théorie économique et cette Constitution européenne sont-elles finalement les composantes de ce qu'on appelle le capitalisme ?**

**JMJ :** Ce n'est pas propre au capitalisme. La pensée communiste excluait également l'environnement, et les soviétiques étaient tout aussi productivistes et "destructeurs de la planète".

**LCI : Alors comment définir notre système économique ? Peut-on parler d'économie "extractiviste" ?**

**YC :** D'économie extractiviste en croissance, avec le mythe du progrès continu et indéfini. En bref, le libéral-productivisme.

"Pour comprendre les effets de l'effondrement, il faut que nos dirigeants et nous-même soyons touchés dans notre chair"

**LCI : Ce système économique actuel est aussi caractérisé par la concurrence. Cette concurrence ne peut-elle pas devenir un obstacle à la transition écologique ?**

**JMJ :** L'ennemi de la transition écologique, c'est tout ce qui raccourcit l'horizon de temps, et tout ce qui empêche la prise en compte de l'environnement dans le raisonnement économique et social. Or, la concurrence et la financiarisation raccourcissent l'horizon de temps. Dans une société cotée en bourse, le long terme c'est trop souvent 6 mois, tandis que les actions de lutte contre le réchauffement se pensent à un horizon de 30 ans, voire d'un ou deux siècles. Quand l'action de votre entreprise est en concurrence avec l'action du voisin, vous êtes tétanisé à l'idée de perdre en productivité. D'ailleurs, les grandes réalisations françaises, comme les fortifications de Vauban, le système ferroviaire ou hospitalier, n'auraient pas pu se faire dans un contexte de concurrence. Aujourd'hui, nous avons décidé de faire de la concurrence l'alpha et l'oméga de la construction européenne, mais c'est une erreur que nous allons payer cher.

**LCI : Yves Cochet, vous avez été élu européen. Comment changer ce cadre économique qui empêche la transition écologique ?**

**YC :** C'est très difficile dans le cadre européen, parce que l'idéologie libérale-productiviste est profondément ancrée et parce qu'on manque d'une idéologie de remplacement vue comme crédible par tout le spectre de l'opinion. Je pense qu'on va vers le pire car, pour comprendre les effets de l'effondrement, il faut que nos dirigeants et nous-même soyons touchés dans notre chair par ceux-ci. Il ne suffit pas de lire un article ! Il faut le vivre concrètement à travers nous-mêmes et nos enfants. Quand ce sera le cas, il sera trop tard, car l'état politique de l'Europe se sera déjà dégradé.

"Si l'on cherche le pays le plus résilient en Europe, je pense que c'est l'Albanie, parce que 40% de ses paysans n'ont pas de tracteurs"

**LCI : Ne pensez-vous pas qu'au moment de cet effondrement, les dirigeants et les plus riches parviendront à conserver leur confort et leurs intérêts ?**

**Y.C :** Je pense qu'au moment de l'effondrement, qui interviendra pour moi plutôt avant 2030 qu'avant 2050, les riches ne pourront pas s'isoler du reste de la population et continuer comme si de rien n'était. Dans cet effondrement rapide, qui peut intervenir en quelques mois, peut être que seule l'armée tiendra plus longtemps car elle dispose de stocks d'à peu près tout : essence, nourriture, etc. Mais pas Emmanuel Macron ou Bernard Arnault, qui sont trop dépendants de l'économie mondiale. D'ailleurs, si l'on cherche le pays le plus résilient en Europe, je pense que c'est l'Albanie, parce que 40% de ses paysans n'ont pas de tracteur... Quand les nôtres ne pourront plus marcher, les Albanais sauront comment faire autrement.

**JMJ :** Si on regarde les indicateurs matériels, la décroissance a commencé en Europe en 2007. Les tonnes-kilomètre en camion, les surfaces de bâtiments construites, le nombre de séjours au ski ont atteint leur maximum historique en 2007. Ces indicateurs ont chuté jusqu'en 2014, puis légèrement remonté grâce à l'arrivée du pétrole de schiste américain qui a réalimenté le marché mondial, car davantage d'énergie, c'est davantage de machines en fonctionnement et un PIB qui remonte.

Mais la hausse actuelle du prix du baril de pétrole suggère que la hausse de la production s'essouffle. D'ailleurs, j'ai constaté que le prix du baril en monnaie locale pour de nombreux pays importateurs a déjà dépassé son niveau de 2014. On se dirige vers une crise semblable à celle de 2008, avec des niveaux de dette équivalents voire supérieurs.

**LCI : Pensez-vous comme Yves Cochet qu'un effondrement politique précèdera l'effondrement économique ?**

**JMJ :** Les deux vont un peu de pair. Pour moi, l'effondrement politique a déjà commencé sans qu'on le désigne comme tel. L'élection de Trump, le Brexit, les élections italiennes et même la crise en Catalogne sont selon moi des marqueurs précoces de cet effondrement, tout comme le sont les intentions de vote pour Marine Le Pen aux prochaines élections européennes. Les élites urbaines - dont nous faisons partie - ne voient pas ce qui se passe car nous calculons le PIB de telle sorte qu'il continue d'augmenter, mais une fraction croissante de la population se retrouve exclue.

**LCI : Selon vous, comment cet effondrement se manifesterait en France ?**

**JMJ :** Quand un pays se retrouve en situation de contrainte énergétique, c'est à la périphérie des villes, où se concentrent les premiers perdants de l'affaire, que la désagrégation s'exprime le plus fortement. C'est dans ces zones que le vote contestataire, en faveur de gens qui veulent "casser le système", se développe le plus. Quand ces perdants seront suffisamment nombreux, il finira par se passer quelque chose, je ne sais pas quoi. Mais ça se passera avant que tout le monde ne crève de faim.

"Yves et moi avons en commun de penser que le nucléaire n'empêchera pas la chute globale"

**LCI : Vous parlez de "contrainte énergétique". Quelle place accorder au nucléaire pour se préparer à une telle situation ? Vous n'êtes pas vraiment d'accord tous les deux sur ce point.**

**JMJ :** Yves et moi avons en commun de penser que le nucléaire n'empêchera pas la chute globale. Personnellement, je ne suis ni d'accord avec les pro-nucléaires qui y voient un moyen de parer à toute pénurie, ni avec les anti-nucléaires qui exagèrent ses inconvénients techniques et sanitaires. Je pense juste que le nucléaire est un amortisseur bienvenu de la contraction : sans lui, on se cogne plus fort dans le mur, mais je ne sais pas à quel point ! Le nucléaire sert aujourd'hui à concurrencer le charbon. Or, plus longtemps on recourt au charbon dans l'électricité, plus vite on détruit le système climatique, qui a permis le développement de la civilisation. C'est donc au nom d'un arbitrage entre les risques que je souhaite avoir davantage recours au nucléaire dans les pays qui connaissent déjà cette technologie. Mais le nucléaire n'évitera pas la sobriété, qui reste le premier déterminant de ce qu'il faut faire.

**YC :** Contrairement à Jean-Marc, je ne pense pas que le nucléaire amortira la chute. Si je sors du raisonnement économique, le nucléaire ne peut fonctionner selon moi que dans des sociétés stables, démocratiques et très technologiques. Ces trois conditions sont nécessaires pour la gestion des déchets nucléaires, dont la radioactivité dure plusieurs dizaines de milliers d'années. Or, qui peut parier sur le fait que la France, ou l'Europe, conserve la même stabilité, le même niveau technologique et le même système démocratique dans le contexte de crise qui marquera le 21<sup>e</sup> siècle, et possiblement le 22<sup>e</sup> siècle ?

**JMJ :** Je suis d'accord avec Yves sur ces objections, mais si l'on se place dans le cas de figure où nos sociétés sont incapables de maintenir un niveau technologique suffisant pour conserver du nucléaire, les problèmes liés au nucléaire ne seront rien par rapport aux problèmes généraux auxquels nous serons confrontés... Dans une nouvelle d'anticipation que j'ai écrite pour L'Expansion en 2005, j'imaginai le monde en 2048 comme un régime totalitaire. Je pense en effet que la contrainte énergétique implique le retour du totalitarisme, car la démocratie ne sait pas gérer la rareté. Elle ne sait que gérer que la liberté pour tous, donc l'abondance. La démocratie moderne est d'ailleurs née dans des mondes en croissance, aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles.

**YC :** Si l'on se retrouve dans l'instabilité, voire dans la barbarie ou le chaos, le détournement de matériaux fissiles devient une possibilité. Sachant qu'il y a plusieurs tonnes de plutonium dans le centre de retraitement nucléaire de La Hague, imaginez ce qu'entraînerait une défection des services publics comme celle qui a eu lieu aux États-Unis pendant l'ouragan Katrina. Ou ce qu'entraînerait l'arrêt du refroidissement des piscines de La Hague.

"Si l'on dit aux gens de passer tout de suite à l'action, sans en expliquer la justification, ils vont changer 2 ampoules pour être en paix avec leur conscience"

**LCI :** **Vous travaillez tous les deux comme conseillers auprès de publics différents - des militants ou des entreprises. Que conseilleriez-vous à ceux qui ont la main sur la politique énergétique française ?**

**YC :** Il faudrait présenter aux dirigeants un "crash program" de descente énergétique rapide. Mais quand on voit la contestation qu'a suscitée le passage aux 80 km/h, imaginez un décret qui passerait la vitesse maximale à 30 km/h en ville, 60 km/h sur route et 90 km/h sur autoroute ! Politiquement, c'est un suicide. Face à une grève des routiers et des agriculteurs, le gouvernement ne peut pas tenir. Je l'ai vu quand j'étais ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement. Et ce n'est qu'une mesure parmi cent.

**LCI :** **Que diriez-vous à un lecteur qui vient de découvrir votre pensée ?**

**YC :** Je lui dirais d'aller militer dans une association écologiste, il y en a plein de bonnes. Ou de lire les livres de Jean-Marc !

**JMJ :** Moi, je dirais plutôt : "Documentez-vous !" Je pense qu'on ne croit qu'en ce dont on

s'est convaincu soi-même. Si l'on dit aux gens de passer tout de suite à l'action, sans en expliquer la justification, ils vont changer deux ampoules pour être en paix avec leur conscience et rien d'autre. Donc je dis aux lecteurs de LCI : documentez vous sur ce défi. C'est désagréable, mais c'est passionnant.

**YC :** Et ne restez pas seul ! Discutez-en avec vos proches et votre famille. Il ne faut pas perdre l'idée de la solidarité en route.

## **LA FIN D'UN MONDE (4/6) - Qui est Pablo Servigne, apôtre de l'effondrement et père de la collapsologie ?**



**ÉLECTROCHOC - Depuis "*Comment tout peut s'effondrer*", paru en 2015, ce docteur en biologie de 40 ans est présenté comme l'apôtre de l'effondrement. Ses idées infusent au sein d'une génération sensibilisée aux questions environnementales, sans pour autant avoir l'expérience des luttes écologiques passées. Portrait du père de la collapsologie.**

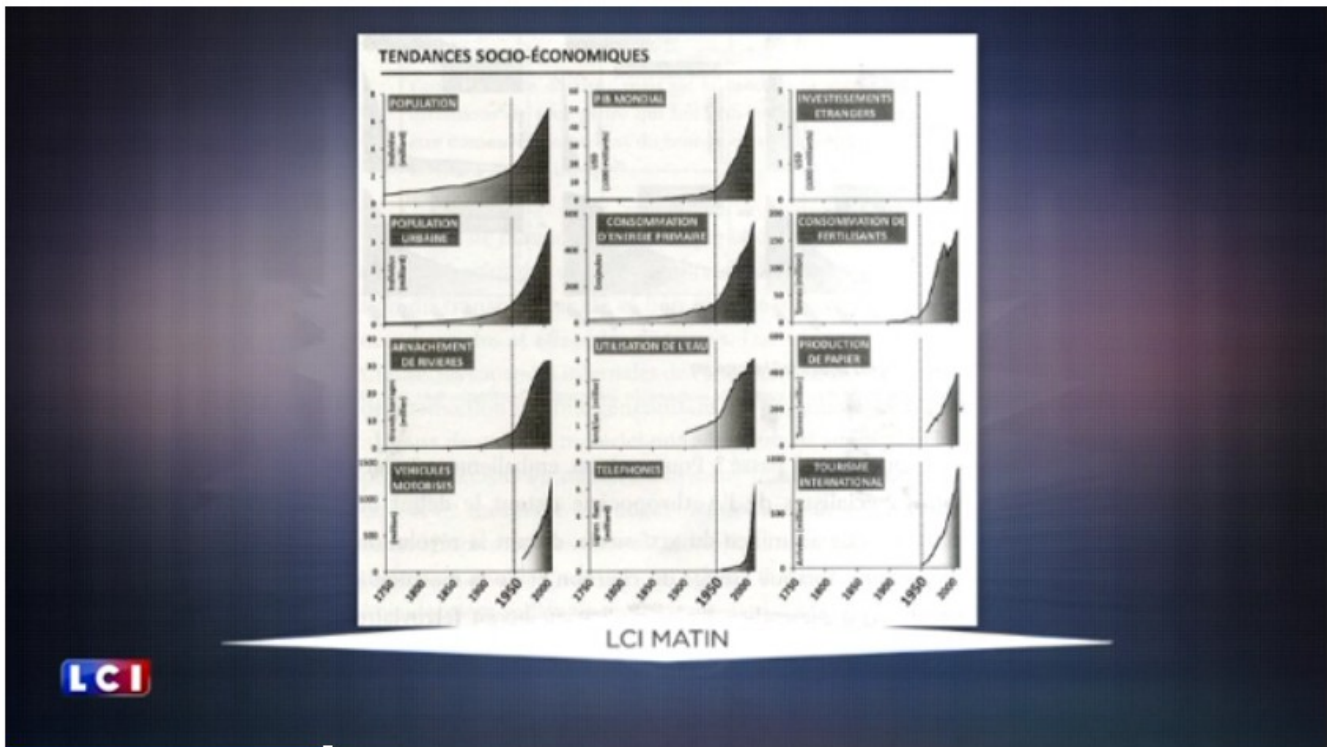
**21 nov. 09:57 -**

Sa profession : collapsologue. Ou, pour le dire plus simplement, théoricien du déclin de notre civilisation. Le travail du docteur en biologie Pablo Servigne consiste à décortiquer les ressorts d'un possible effondrement de notre société fondée sur un système industriel planétaire. Non pas dans plusieurs siècles, mais de notre vivant.

Dans le remarquable *Comment tout peut s'effondrer* (Seuil, 2015), lui et son co-auteur Raphaël Stevens dépoussièrent, dans un même mouvement, des concepts issus des luttes écologiques de ces quarante dernières années et signent l'acte de naissance d'"une véritable science appliquée et transdisciplinaire" qu'ils décident alors de nommer, "avec une certaine autodérision", la "collapsologie".

Avec ses faux airs de Che Guevara de la lutte écologique, le scientifique de 40 ans est devenu la figure de proue d'un mouvement dont les idées infusent notamment au sein d'une génération

sensibilisée à la cause écologique. Le mois dernier, juste après le dernier rapport alarmiste des experts du Giec, Pablo Servigne est apparu aux côtés d'une vingtaine de youtubeurs pour encourager chacun à trouver un moyen d'agir en menant des actions concrètes pour limiter le dérèglement climatique.



"C'est déjà catastrophique, mais il n'est pas trop tard pour éviter que ce soit encore pire", soutient ainsi Pablo Servigne. Le déclic, le chercheur lui, l'a eu il y a dix ans. Le 30 octobre 2008, plus précisément.

### La prise de conscience

Ce jour-là, le chercheur, alors âgé de 30 ans, quitte le monde universitaire après avoir soutenu une thèse sur les mécanismes d'entraide chez les fourmis arboricoles en Guyane. Au même moment, la finance mondiale s'effondre. La banque d'investissement Lehman Brothers fait faillite et entraîne dans sa chute la bourse américaine et toutes les bourses mondiales. L'effondrement, justement, celui de notre monde, une quasi réalité à laquelle le jeune scientifique décide alors de s'attaquer. Pablo Servigne s'engage dans l'éducation populaire, en Belgique.

Il anime, en tant qu'ingénieur agronome, des ateliers et développe un pôle de recherches au sein de l'association Barricade, à Liège. Le chercheur se rend ensuite dans la capitale belge, enchaîne les boulots dans l'économie solidaire et sociale. Il y côtoie les milieux anarchistes, les punks, les squats. Le scientifique découvre également avec enthousiasme le mouvement de la Transition initié par Rob Hopkins, un enseignant anglais en permaculture, dont le livre vient alors de paraître. L'activiste y défend l'idée d'une transition nécessaire et incontournable vers un monde sans pétrole, en suggérant de s'y préparer à travers des actions locales positives. Il trouve, en ce pionnier de l'écologie, un véritable mentor.

## **De l'effondrement à l'entraide**

C'est aussi à cette époque qu'il fait la rencontre de Raphaël Stevens. Tous deux nourrissent l'ambition de changer le monde. "Au début, ça n'a pas été facile, on nous prenait pour des fous. Il a fallu que Pablo Servigne soit invité au Parlement européen, pour qu'on commence à le prendre au sérieux", se souvient cet ingénieur en biomimétisme de formation spécialiste des questions de résilience. L'ancien ministre de l'Environnement et député européen, Yves Cochet, qui a signé la préface de son premier livre *Nourrir l'Europe en temps de crise : vers des systèmes alimentaires résilients* (Acte Sud, 2014) ne tarit pas d'éloges sur l'homme.

Il a fait la rencontre de Pablo Servigne à l'Institut Momentum, un cercle de réflexion fondé sur le constat que "nous vivons aujourd'hui la fin de la période de la plus grande abondance matérielle jamais connue au cours de l'histoire humaine". C'est également lui qui a invité le chercheur au Parlement européen pour présenter ses travaux. Il se souvient notamment avoir été marqué par le "magnétisme" du scientifique. "Pablo est bibliopathe, un boulimique d'études scientifiques. Au-delà de son bagage universitaire, il porte en lui une flamme. Ce que j'appelle l'intelligence de la jeunesse. Quand il parle, les gens l'écoutent", souligne l'ancien ministre de l'Environnement. Une première étape avant la politique ? Pas à en croire Yves Cochet.

## **Un mode de vie alternatif**

Difficile pourtant, quand on est abreuvé de fictions dystopiques, d'envisager avec sérénité un monde post-effondrement dans lequel l'entraide et la culture des tomates permettraient à l'humanité de survivre. Ses détracteurs lui reprochent son côté gourou. Le scientifique expose, dans la conclusion de son dernier livre, *Un autre fin du monde est possible* (Seuil, 2018), qu'il se considère comme "vivaliste" : un mélange d'entraide, de résilience locale et de retour à la nature qui permettrait l'indépendance alimentaire, notamment grâce à la permaculture - une méthode dont l'objectif est de produire une nourriture saine, sans utiliser de pesticides, d'engrais chimique ou de pétrole.

Cette sagesse pour un monde au bord du gouffre consiste, grosso modo, à tenir ce discours : conscients que nous n'échapperont pas au pire, que quantité d'horreurs et de convulsions s'abattront bientôt sur la planète, cultivons en nous la compassion, l'altruisme. Ce citadin de souche a choisi d'habiter à la campagne, dans la Drôme, pour ses deux enfants. "On ne voulait pas qu'ils grandissent en ville dans le béton", confiait-il récemment à nos confrères de *20 minutes*. Avec sa compagne, ils ont fait le choix d'acheter un habitat léger. "Maintenant que je publie, je peux demander un peu plus pour mes conférences. Ça me permet de faire moins de conférences et de gagner du temps à la maison pour m'occuper des poules, du potager, des enfants."

## **LA FIN D'UN MONDE (5/6) - Entre écologie et confort de vie, le paradoxe scandinave**

**PARADOXAL - Régulièrement vantés pour leurs politiques écologiques et leur volontarisme en matière de défense de l'environnement, les pays scandinaves n'en demeurent pas moins de (très) gros consommateurs de ressources. Focus sur le cas de la Suède, un "modèle" pas**

si exemplaire.

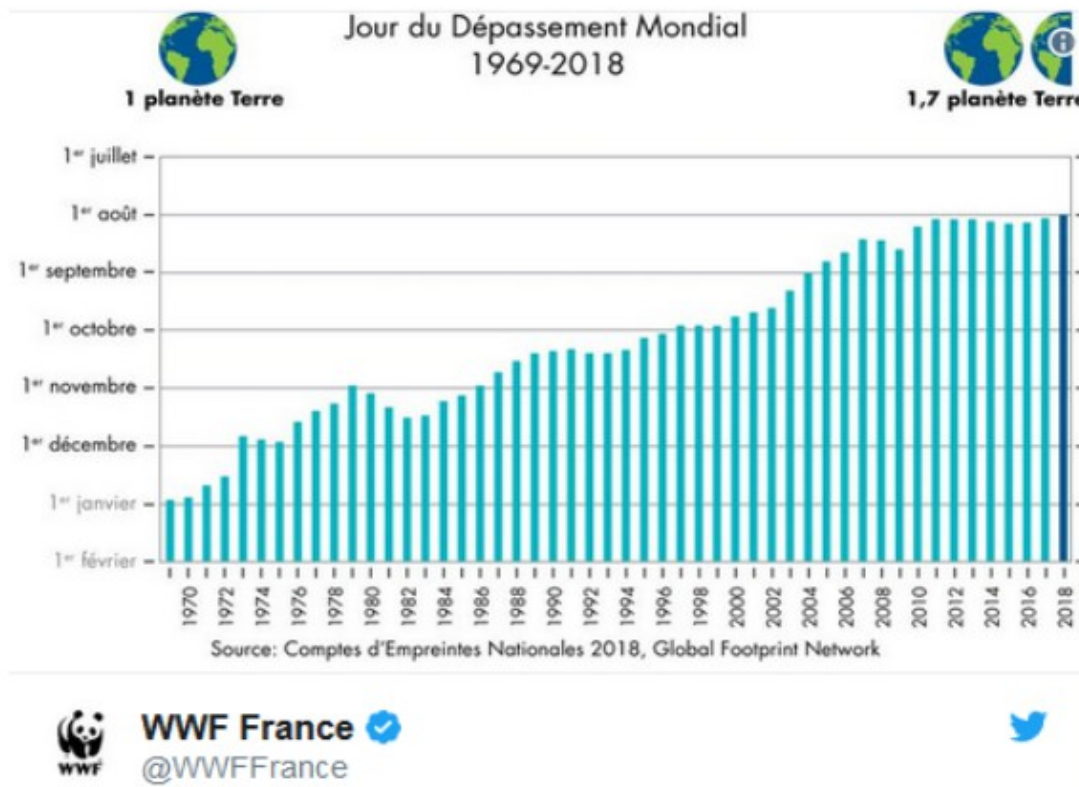
21 nov. 09:57 - Alexandre DECROIX, en Suède

Difficile de faire mieux, en apparence. Alors que la France reste à la traîne en matière de recyclage sur le Vieux continent, la Suède, à l'instar de ces voisins du Nord, ferait rêver tout écolo pratiquant. À Helsingborg, ville du sud du royaume, par exemple, on retrouve pas moins d'une dizaine de contenants différents dans chaque local poubelle.

Verre coloré, verre transparent, plastique léger, plastique épais, journaux et magazines, carton, piles, appareils électriques, compost, tout-venant... Impossible (ou presque) de se tromper au moment de trier ses détritux ! Des déchets qui seront ensuite "valorisés" une fois sortis de la benne. Les Suédois affichent, selon Eurostat, un taux de recyclage enviable de près de 50% - contre 25% pour la France -, au-delà de la moyenne de 40% dans l'UE.

Reste que la Suède et ses 10 millions d'habitants, comme les autres pays scandinaves, sont confrontés à un problème de taille : s'ils sont réputés pour leurs politiques volontaristes en faveur de l'environnement, sur le recyclage, donc, mais aussi les énergies vertes ou la préservation de la nature en général, ils n'en demeurent pas moins d'importants consommateurs de ressources. De très gros consommateurs.

En atteste leur position dans le classement de l'ONG américaine Global Footprint Network (GFN), qui dévoile annuellement son désormais célèbre "[jour du dépassement](#)", moment où l'humanité vient à bout de ce que la planète peut lui offrir. Une date fatidique [atteinte le 1er août 2018 cette année](#) au niveau mondial.





WWF France   
@WWFFrance



 Chaque année, la date du [#JourDuDépassement](#) arrive de plus en plus tôt. Il est urgent d'agir pour faire reculer cette date, il n'est pas trop tard !! [wwf.fr/jourdudepassem...](http://wwf.fr/jourdudepassem...)

 136 1:05 AM - Aug 1, 2018

 170 people are talking about this 

### Au "sommet" de la consommation de ressources

Danois, Norvégiens, Suédois et Finlandais figurent en effet parmi les mauvais élèves européens, franchissant ce seuil au bout d'un trimestre seulement : le 28 mars au Danemark, le 4 avril en Suède, le 11 avril en Finlande ou encore le 12 avril en Norvège. En comparaison, le jour du dépassement intervient le 5 mai en France, le 15 mars aux États-Unis ou le 9 février - record absolu - au Qatar.

Pour arriver à ce constat, l'ONG compare l'empreinte écologique d'une population donnée, avec la biocapacité du territoire concerné, c'est à dire l'ensemble de [ses ressources renouvelables](#). Un savant calcul exprimé en "hectares globaux" ("global hectare", gha) dont [le résultat](#) permet d'établir un déficit ou, à l'inverse, un excédent. Parfois [critiqué](#) pour son simplisme, l'indicateur permet toutefois, selon l'ONG, de rendre plus accessibles des données complexes et légèrement indigestes. Mais aussi de mettre en lumière des cas particuliers.



Empreinte écologique par personne (en hectares globaux)



*Avec leurs fortes empreintes écologiques par habitants, le Danemark (9e), la Suède (15e), la Finlande (18e) et la Norvège (19e) font partie des plus importants consommateurs de ressources de la planète.*

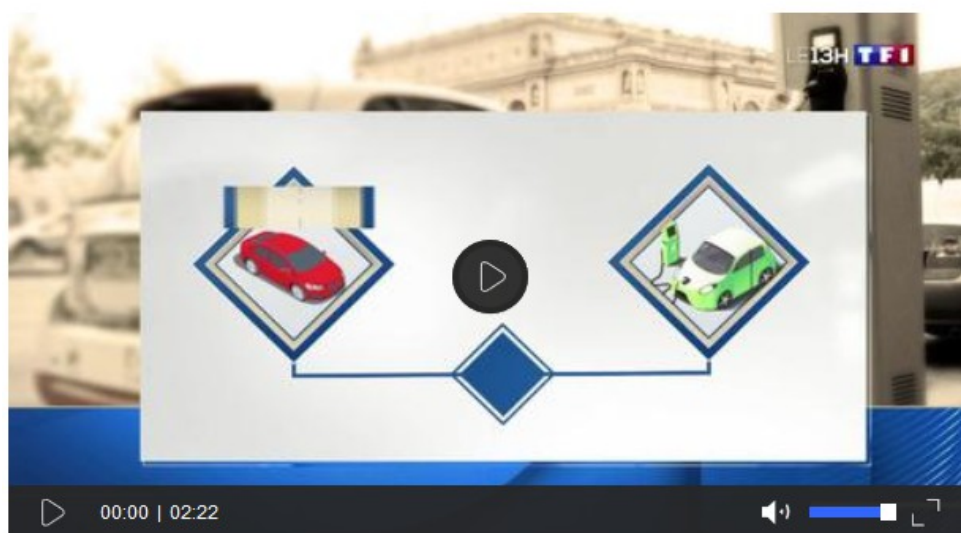
Ainsi, malgré leur propension à consommer (voir la carte ci-dessus), les Suédois présentent une situation excédentaire. Et là réside tout le paradoxe. "Les pays scandinaves sont très riches en biocapacité", nous explique Mathis Wackernagel, président-fondateur de GFN, considéré comme le co-inventeur du concept d'empreinte écologique. "La Suède, par exemple, dispose de nombreuses forêts (23,9 millions d'hectares, soit plus de 53% du territoire, ndlr) qui, mécaniquement, accroissent ses réserves." Riche de ses terres, la Suède est par ailleurs faiblement peuplée, ce qui augmente, là aussi, les ressources disponibles par habitants.

"Cela pourrait revenir à dire qu'il s'agit d'une très grande ferme. Sauf que, quand on a une très grande ferme, on consomme beaucoup", poursuit-il. "Les Suédois ont des maisons secondaires, des logements bien isolés, mais qui doivent faire face au froid, ils aiment voyager en avion, manger de la viande, vivre confortablement, ils ont de grosses Volvo..." Un inventaire qui n'a rien d'exhaustif mais témoigne de l'étendue du problème.

### ***Des besoins équivalents à quatre planètes Terre***

L'exemple automobile a le mérite d'être révélateur. De fait, dans les rues de la plupart des cités du Nord, si vélos et piétons sont visibles de toute part, c'est bien la succession de grosses berlines, breaks et autres 4x4 qui interpelle. À Helsingborg toujours, il suffit de se promener en ville pour apercevoir, au pied des immeubles en brique typiques, comme des imposantes villas, ces véhicules ô combien énergivores et polluants que les Suédois plébiscitent pour leur confortable robustesse. À en juger par les voitures en circulation ou celles sur les places de parking, les petites citadines n'ont en tout cas pas la cote.

## **Les voitures électriques sont-elles réellement écolo ?**



D'après les derniers chiffres officiels, le pays compte au total plus de 11,4 millions de véhicules, dont près de 7 millions de voitures personnelles - dont 61.484 (0,88% du total) sont équipées de moteurs hybrides (46.901) ou complètement électriques (14.583) - pour 4,6

millions de ménages, soit 1,5 voiture par foyer. Rien d'excessif d'un point de vue occidental, mais largement trop d'un point de vue global. Et pour cause : si l'ensemble de la population mondiale vivait comme des Suédois, près de quatre planètes Terre seraient nécessaires.

***Il serait impossible de reproduire ce style de vie à l'échelle de l'humanité***  
***Mathis Wackernagel, président-fondateur de Global Footprint Network***

"En Suède, en raison de leur relative abondance, la question des ressources ne fait pas forcément peur. Mais il serait impossible de reproduire ce style de vie à l'échelle de l'humanité", reprend Mathis Wackernagel. Serait-ce le signe d'une forme d'égoïsme des Scandinaves ? D'une sorte d'"autocentrisme" ?

Le président du GFN y voit plutôt un effet de "moral licensing" (ou "self-licensing"), un concept utilisé en psychologie sociale - également [appelé](#) "effet de compensation morale" - par lequel un excès de confiance en soi, en ses agissements, entraînerait un tas de mauvais comportements. "Cela revient à dire : 'Puisque je vais au bureau à vélo, je m'autorise à prendre l'avion.' On se donne bonne conscience." Des invraisemblances qui ne datent pas d'hier. Comme l'écrivait déjà au XVIIe siècle l'auteur anglais Gabriel Harvey, "le vice s'enveloppe dans le manteau de la vertu".

**En route vers le "désastre" ?**

Bons élèves de prime abord, souvent érigés en modèles "verts", les pays scandinaves se révèlent en fait pas si exemplaires. Et si tout n'est pas à jeter, loin de là, la nature y étant largement choyée, ou du moins considérée, leur façon de fonctionner pousse à s'interroger. "Est-ce que tout cela va s'arrêter par dessein ou par désastre ?", feint de se demander Mathis Wackernagel, avouant d'emblée qu'il penche plutôt pour le désastre.

S'il rejette les injonctions "moralistes", préférant les encouragements aux critiques, l'expert de la durabilité insiste néanmoins sur [l'impossibilité de respecter les objectifs de l'accord de Paris pour le climat](#) sans changement radical, en particulier concernant les énergies fossiles, dont il faudrait se passer au plus vite. En tout cas bien avant 2050, date arrêtée lors de la COP 21. "Ignorer ces questions pourrait bien s'avérer fatal. Pas dans l'immédiat mais à long terme."

***Si on veut le bonheur de nos enfants, il faut sérieusement envisager le problème de l'accroissement de la population mondiale***  
***Mathis Wackernagel, président-fondateur de Global Footprint Network***

Mais, dès lors, comment s'en sortir ? "Le plus important reste bien entendu que chacun puisse vivre au mieux. Mais produire toujours plus de valeur va devenir difficile", estime Mathis Wackernagel, qui, comme d'autres spécialistes du sujet, plaide pour la prise en compte d'autres référentiels que la seule croissance économique.

Parmi ceux-ci, [l'accroissement de la population mondiale](#) revêt à ses yeux d'une importance capitale. "Si on veut le bonheur de nos enfants, il faut sérieusement envisager le problème. Comment ? Notamment par des investissements en faveur des femmes, afin qu'elles puissent avoir les mêmes chances que les hommes, sans avoir à se soucier de la natalité. C'est une question de préservation." En s'inspirant, cette fois, de la Scandinavie, terre de parité à la pointe en termes de droits des femmes, l'espoir n'est peut-être pas encore perdu...

## **LA FIN D'UN MONDE (6/6) - "Les électorats n'ont plus la croissance comme imaginaire"**

ENTRETIEN - *Philosophe, directeur du conseil scientifique de la Fondation pour la nature et l'homme (ex-Fondation Nicolas-Hulot), Dominique Bourg revient pour LCI sur les origines de notre modèle de développement destructeur et entrevoit la manière d'en sortir à temps.*

**21 nov. 09:57 - Matthieu Jublin**

Professeur de philosophie à l'Université de Lausanne et auteur du "Dictionnaire de la pensée écologique", Dominique Bourg est également le directeur du conseil scientifique de la Fondation pour la nature et l'homme (ex-Fondation Nicolas-Hulot). Proche de l'ex-ministre de l'Écologie, Dominique Bourg lui avait conseillé de quitter le gouvernement dès janvier et s'est dit satisfait de sa démission survenue fin août.

Dès 2010, cet opposant au "mythe de la croissance" prévenait : "Arrêtons la farce du développement durable". Dans cet entretien accordé à LCI, il explique pourquoi notre modèle de développement fondé sur l'extraction des ressources naturelles a pour issue la fin de la croissance, et pourquoi il est nécessaire de s'y préparer collectivement.

**LCI : Vous avez dit avoir cru un moment au "en même temps" de Macron appliqué à l'écologie. Vous avez dit qu'il était nécessaire d'entamer "un changement de fond qui prendrait en compte les enjeux écologiques sans ruiner ou déstabiliser notre pays". Pensez-vous qu'il est encore possible préserver tous les intérêts en même temps ?**

Je pense qu'il n'y a pas de réponse simple à cette question. Pour s'engager sur une civilisation décarbonée, dans laquelle les flux de matières - qui sous-tendent l'activité économique - se réduisent drastiquement, les premiers pas exigent un financement massif. Il faut par exemple changer les infrastructures. Cette première phase débouche donc sur de l'emploi, et sur une croissance du PIB mais pour un temps limité. Dans ce premier temps, on fournit au système sa drogue et on continue à faire avancer la machine.

**À quoi ressemblerait concrètement cette transition ?**

Pour réduire de 45% en dix ans les émissions de gaz à effet de serre, comme le préconise le Giec pour rester en deçà d'un réchauffement de 1,5°C, on sait comment faire. Pour cela, Jean Jouzel et Pierre Larrourou ont proposé le Plan finance-climat, qui entraînera en premier lieu de l'emploi et du PIB. Il faut ensuite mettre en place une stratégie d'économie circulaire. C'est ce que nous avons proposé au ministère de l'Écologie en janvier avec la Fondation Hulot et d'autres organisations. Cette stratégie incluait par exemple un système de TVA circulaire, dans lequel la TVA est abaissée pour les produits qui génèrent le moins d'externalités négatives. Ce plan ne détruit pas la machine économique. Il l'oriente vers un fonctionnement nouveau. Une fois que vous avez atteint cette première marche, les suivantes se dessinent. Mais il n'y a aucun doute sur la suite : ce qui nous attend au bout du compte, c'est une réduction des flux de matières et des flux d'énergie.

## ***Recyclage et énergies renouvelables : la partie la plus simple de la solution***

### **Comment expliquez-vous à des non-spécialistes la nécessité de diminuer drastiquement la consommation d'énergie ?**

Produire toujours plus implique d'augmenter les flux de matière et les flux d'énergie, donc les émissions de CO2. Ces émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de nouveau l'année dernière, de 2% dans le monde et de 3,6% en France. Et depuis 2000, en raison de l'émergence d'une classe moyenne dans les pays émergents, les flux de matières dans le monde croissent encore plus vite que le PIB.

### **Que dites-vous à ceux qui voient dans les énergies renouvelables ou le recyclage des solutions pour produire plus tout en réchauffant moins la planète ?**

Il faut qu'ils m'expliquent comment ils comptent construire, sans pétrole ou sans charbon, suffisamment de panneaux solaires, d'éoliennes, de barrages, ou toute autre forme d'installation produisant de l'électricité. Jusqu'à maintenant nous avons empilé les sources d'énergie. Produire des installations de production électrique avec quasi exclusivement de l'électricité (et un peu de gaz naturel), ce n'est pas la même chose que les produire en s'adossant à un pétrole abondant. Nous allons au-devant d'un sérieux problème. Un monde qui consomme autant d'énergie que le nôtre court à sa perte. Le recyclage bute contre le même problème : avec un taux de croissance supérieur à 1%, les matières recyclées après des années d'utilisation ne représentent qu'une petite partie des besoins nouveaux, parce qu'entre-temps la consommation et la production ont augmenté. Par exemple, tout le fer et l'acier recyclé au XXIe siècle ne représente que 5% de la ressource consommée. Le taux de croissance de l'utilisation des métaux est de 3,8% par an ces dernières décennies. Or, avec un taux de croissance de 3% par an, la consommation double en 19 ans. Ce que les gens n'ont pas compris, c'est que la première exigence d'une économie circulaire est de réduire ce qui entre dans la machine économique, donc la production et la consommation.

***Avant, notre problème, c'était que les grands problèmes globaux n'étaient pas accessibles à nos sens. C'est fini. Dominique Bourg***

### **Comment convaincre des électeurs de voter pour une société où ils abandonnent une partie de leur confort matériel ?**

Comme je l'expliquais, la première phase n'est pas si difficile à vendre, car elle nécessite des investissements qui créent de la croissance. Pour la deuxième phase, c'est plus compliqué, mais les gens comprennent déjà qu'on n'est plus dans les 30 Glorieuses. Le progrès technique et économique engendre plus d'angoisse que de bien-être, et tout le monde s'en aperçoit.

### **Il y a quelques années, vous faisiez pourtant le constat que les gens s'en fichaient. Ce n'est plus le cas ?**

Je ne pense pas. Regardez les manifestations du 8 septembre : 100.000 à 150.000 personnes ont

manifesté pour la défense de l'environnement. C'est énorme. Avant on arrivait à peine à quelques milliers. Les sociologues nous disent par ailleurs que ce ne sont pas les écolos habituels, mais des gens lambda, qui n'ont pas l'habitude de manifester.

### **Qu'est ce qui a changé pour que le grand public s'y intéresse ?**

Avant, notre problème, c'était que les grands problèmes globaux n'étaient pas accessibles à nos sens. C'est fini. Maintenant, la météo nous dit que la canicule, ce n'est plus seulement en France, mais dans tout l'hémisphère nord. Plusieurs personnes m'ont dit que la dernière canicule les avait paniqués. C'est la même chose pour les précipitations, qui deviennent complètement folles aux États-Unis, au Japon, et même à Lausanne. On a eu peur, et ça veut dire quelque chose. Tout devient sensible aux yeux des gens.

Nous sortons d'un mode de pensée vieux de plusieurs siècles, qui commande à l'homme de s'arracher en permanence à la nature, considérée comme une masse inerte. Dominique Bourg

### **Si tout le monde est conscient du problème, quel est l'intérêt des rapports du Giec ?**

L'intérêt du dernier rapport du Giec n'est pas de montrer comment on peut limiter le réchauffement à 1,5°C, car je pense qu'on n'y arrivera pas. Mais ce rapport permettra de dire aux gouvernants : "Vous saviez", et de les poursuivre en justice. Il y a de nombreuses procédures judiciaires en cours dans le monde. Maintenant que les gens commencent à voir concrètement les effets du réchauffement, tout change. L'étape suivante, c'est l'affaiblissement de nos capacités alimentaires, et les risques sanitaires liés à la chaleur. Le thème de l'effondrement se répand comme une traînée de poudre en France. L'imaginaire des gens est en train de changer, par l'effet des projets effrayants des Gafa, des rapports du Giec, de la démission d'Hulot ou des événements climatiques actuels.

### **Si les mentalités changent, n'est-ce pas aussi grâce aux initiatives de certains, comme l'astrophysicien Aurélien Barrau et sa stratégie assumée d'"envahissement de l'espace médiatique" ?**

Sa stratégie est très efficace, il est excellent. À l'aide de son aura de scientifique, il a réussi à faire quelque chose.

### **L'enjeu pour les écologistes désormais n'est-il pas de parler directement à l'opinion au lieu de continuer à conseiller le pouvoir ?**

Personnellement, j'ai joué mon rôle de conseiller du pouvoir, j'ai fait de nombreuses propositions. Comme on peut le constater, le résultat est assez faible. Stratégiquement, nous sommes dans une période clé, donc il faut batailler d'une autre manière.



**Pensez-vous que tous les intellectuels doivent sensibiliser l'opinion pour que celle-ci fasse pression sur le pouvoir ?**

Il faut qu'il y ait une synergie. Cette action politique n'a de sens que si la communauté scientifique continue à faire son boulot, que si des activistes continuent des actions juridiques, que si des zadistes montrent que la conscience doit parfois conduire à bloquer des projets débiles.

**Comment expliquer la lenteur de la prise de conscience écologique ?**

Nous sortons d'un mode de pensée vieux de plusieurs siècles, qui commande à l'homme de s'arracher en permanence à la nature, considérée comme une masse inerte. C'est le paradigme de la modernité, que veulent perpétuer les transhumanistes. Cette pensée est mise à mal par les connaissances les plus récentes qui nous font repenser l'économie en fonction du vivant. L'intérêt envers le bien-être animal participe aussi de ce mouvement de reprise de conscience de la relation entre notre communauté et le reste du vivant. C'est ce que Jacques Ellul et Bernard Charbonneau ont appelé, peut-être trop tôt, la "force révolutionnaire du sentiment de la nature". C'est un mouvement lent, puissant, auquel l'action politique va finir par se connecter.

*Les gens comprennent désormais que la consommation ne va plus les rendre heureux. Le décrochage s'est déjà opéré. Dominique Bourg*

**Ne pensez-vous pas que les humains désireront toujours avoir plus ?**

Ce désir d'abondance n'est pas universel, et il est récent. Il date de l'avènement de la pensée moderne et a plusieurs racines. Prenons les guerres de religion : on s'est aperçu qu'en raison de ces guerres, il ne pouvait pas y avoir de finalité commune dans une société et que la seule finalité possible devenait l'accumulation de biens matériels. Tout ce qu'on appelle la "philosophie du contrat" est basé là-dessus, et c'est ce qui a permis l'essor du capitalisme. Pour moi, le capitalisme est issu d'un changement du sens de la richesse. Avant, être riche c'était

posséder autrui. Puis, ce fut posséder des objets. Dans un superbe article, André Gorz rappelait la difficulté qu'ont eue les premiers capitaines d'industrie du XVI<sup>e</sup> siècle à faire travailler plus les paysans. Ces derniers n'allaient jamais dans une maison de riche, ils ne recevaient pas de publicité. Il y avait une norme sur le suffisant, nos besoins fondamentaux. Ce que voulaient ces gens, ce n'était pas gagner plus, c'était travailler moins. Le désir d'accumulation n'est donc pas une nécessité anthropologique. Pendant des millénaires, la sagesse consistait à se contenir matériellement afin de s'épanouir dans le domaine moral et spirituel.

### **Mais si ce désir n'est pas immuable, il reste malgré tout profondément ancré, non ?**

Aujourd'hui, les gens voient très bien que la croissance du PIB ne débouche plus sur du bonheur, comme c'était le cas pendant les 30 Glorieuses. D'où l'essor des mouvements de "déconsommation". Ce n'est pas encore très développé, mais je pense qu'ils comprennent désormais que la consommation ne va plus les rendre heureux. Le décrochage s'est déjà opéré.

### **Pourtant, le taux de croissance reste encore l'alpha et l'oméga de l'action politique.**

Oui. Le référentiel des 30 Glorieuses est toujours présent, et c'est effrayant. Les responsables politiques ont 40 ans de retard.

### **Mais ils se font élire en s'engageant à rétablir la croissance.**

Plus vraiment. Ceux qui se font élire aujourd'hui sont des gens haineux, qui veulent mettre en l'air tout le système : Trump, Salvini, Le Pen, Bolsonaro... En Bavière, la CSU alliée à Merkel risque de perdre 15 points aux prochaines élections, alors qu'il y a 3% de chômage [la CSU a finalement perdu 10 points]. Le gouvernement social-démocrate de République Tchèque a perdu les élections à cause de la question migratoire, alors qu'il n'y a quasiment aucun migrant là-bas. Cette vague folle montre selon moi que les électors n'ont plus la croissance comme imaginaire.

### *Les grandes dégradations ont déjà démarré Dominique Bourg*

### **Comment parler à ces électeurs ?**

Les gens votent parce qu'ils ont peur des immigrés. Il faudrait leur dire que s'ils perpétuent cette société consumériste, ils ne feront pas face à 1 million d'immigrés, mais à la guerre et des centaines de millions d'immigrés. Allons sur leur terrain et disons-leur que s'ils étaient cohérents avec eux-mêmes, ils commenceraient par rendre la société plus écologique avant de construire des barrières.

### **On vous croirait presque optimiste.**

Je ne sais pas s'il faut parler d'optimisme ou de pessimisme, mais on a toutes les raisons de croire que l'effondrement se rapproche. Les grandes dégradations ont déjà démarré, et l'actualité internationale montre qu'on se situe déjà dans une période de destruction de l'héritage démocratique. Les décennies à venir seront très difficiles et toutes ces difficultés vont s'accumuler sur des populations qui ont été habituées à des modes de vies plus agréables. Ça ne

sera pas simple. Mais l'humanité ne peut durer que si elle se réforme, et ce changement de civilisation doit nous amener à conserver le meilleur de la civilisation passée.

## Un prix Nobel contre le climat

Jean-Marc Jancovici / Associé de Carbone 4 et président de The Shift Project Le 20/11 2018  
Fabien Clairefond pour « Les Echos »

**CHRONIQUE. Certes, William Nordhaus fut l'un des premiers à affirmer que l'économie risque de pâtir du changement climatique. Hélas, la façon dont il l'a théorisé tend à sous-estimer fortement le problème.**

Le 8 octobre dernier, [William Nordhaus et Paul Romer ont reçu le prix de la Banque de Suède en la mémoire d'Alfred Nobel](#) pour avoir intégré le changement climatique dans la macroéconomie. Il était temps, se diront peut-être certains.

Las ! Nordhaus a certes affirmé que l'économie peut pâtir du changement climatique, mais la théorisation étonnante qu'il en propose conduit hélas à rendre le problème marginal aux yeux de ses collègues.

Que verrait une personne qui regarderait simplement autour d'elle ? Que nous prélevons dans la nature des ressources qui ont le bon goût d'y exister sans que nous n'ayons rien payé pour cela, puis que nous les transformons, un peu avec nos muscles, mais surtout avec des machines (c'est là que va la « consommation d'énergie »), et que nous convenons que la ressource extraite ou transformée « a un prix » - en fait uniquement le revenu donné aux êtres humains qui sont intervenus le long de la chaîne de transformation.

Le PIB, qui est la somme de tous les prix de tous les objets ou services produits, est donc conditionnel des ressources disponibles et de la taille de la population... qui est elle-même limitée par les ressources. Notre système climatique est une ressource : il est donc gratuit par convention, mais s'il est « abîmé », la production sera menacée, et le nombre d'hommes aussi.

De combien ? Sachant que seuls 5 °C de réchauffement en 5.000 ans ont séparé la dernière période glaciaire du climat préindustriel, la personne « normale » se dira que quelques degrés en un siècle vont représenter une telle déstabilisation que cela pourrait fortement contracter la taille de la population et sa capacité productive unitaire, avec beaucoup moins de PIB à la clef.

Mais [dans le modèle de Nordhaus](#) , comme dans ceux qui ont suivi, le PIB ne dépend pas des ressources - dont le climat - mais devient une donnée d'entrée, considéré par hypothèse (en fait par souhait) comme croissant sans limite. Il est ensuite « corrigé » par une fonction de dommage paramétrée de façon arbitraire, car comment calculer le prix de quelque chose - un climat stable - qui par définition... n'a pas de prix !

Et Nordhaus de conclure qu'il y a un réchauffement optimal quand le coût d'évitement des dommages (déjà difficile à calculer) équilibre le coût de dommage (impossible à calculer). Cela ne valait pas un prix Nobel, mais une bonne grosse rigolade.

Jean-Marc Jancovici

## Le pétrole en chute libre

Etienne Goetz Le 20/11 2018 Les Echos.fr

**Les cours de l'or noir ont brutalement décroché de près de 7 % dans l'après-midi.**

Pas de répit pour le pétrole. Les efforts de l'Opep et de ses partenaires pour redresser les cours paraissent vains. Mardi, peu après le début des échanges à Wall Street, les deux principaux indices ont décroché dans un climat général de nervosité et sont tombés à leur plus depuis un an.

Dans le détail, le WTI, référence américaine, a perdu en séance jusqu'à 7,74 %, à 52,77 dollars. Le Brent, référence européenne, a cédé quant à lui jusqu'à 7,61 %, à 61,71 dollars. Mercredi matin les cours progressent d'environ 1,5 %.

Les raisons de ce décrochage ne sont pas claires, mais la chute s'est accélérée au moment où Wall Street a ouvert. Les principaux indices, entraînés par le repli des valeurs tech, ont enregistré une nette baisse. Le Dow Jones a reculé de 1,64 %, le S & P 500 de 1,34 % et le Nasdaq de 2,29 %. Les investisseurs redoutent un ralentissement global de la croissance en raison de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine.



*Bloomberg*

Les analystes de Goldman Sachs évoquent aussi des facteurs techniques. Certaines banques ont

vendu des options pour se couvrir à mesure que les cours chutaient, ayant ainsi accentué le mouvement. Les experts pointent également une faible liquidité du marché : de nombreux opérateurs ont quitté les salles de marchés à l'approche de Thanksgiving.

### **Retournement des Etats-Unis sur l'Iran**

Les cours de l'or noir sont sous pression depuis quelques semaines en raison d'une offre surabondante et d'une demande moins dynamique. Les prix du baril ont reculé de près de 30 % depuis leur dernier pic début octobre. A cette période, un baril de WTI s'échangeait contre 76 dollars ; un baril de Brent contre 86 dollars. Les analystes estimaient possible [un retour du pétrole à 100 dollars](#) avec l'entrée en vigueur des sanctions américaines contre l'Iran.

La Maison-Blanche a finalement décidé d'accorder des exemptions à huit pays dont la Chine et l'Inde déclenchant une baisse des cours. Le recul a été aggravé par une hausse inattendue de la production aux Etats-Unis, ainsi que par l'Agence internationale de l'Energie qui a revu à la baisse ses prévisions de croissance de la demande.

### **Nouvelle alliance entre Washington et Riyad**

L'Opep et ses partenaires, notamment la Russie, doivent se rencontrer le 5 décembre prochain à Vienne pour ajuster leur stratégie de soutien des prix. L'Arabie saoudite prône une réduction de la production d'environ 1 million de barils pour rééquilibrer le marché. Le Royaume s'est d'ailleurs déjà engagé à [réduire de 500.000 barils](#) ses extractions en décembre.

Cette décision risque cependant de faire long feu dans le sillage de l'affaire Khashoggi. Le président américain a déclaré vouloir rester un « partenaire fiable » de l'Arabie saoudite bien que le prince héritier MBS ait pu être au courant de l'assassinat du journaliste. L'alliance entre Riyad et Washington reste donc intacte, mais en échange l'Arabie saoudite devra satisfaire les exigences de Trump pour maintenir des prix du pétrole bas.

[Un tweet du président des Etats-Unis, Donald Trump, la semaine dernière](#) engageant l'organisation à ne pas réduire sa production avait déjà provoqué un décrochage des cours. Alors que l'Arabie saoudite cherchait à convaincre ses partenaires de pomper moins de pétrole, « *les Saoudiens paraissent piégés, commente Aurel BGC, si Riyad persistait dans sa volonté de réduire la production de pétrole, Washington pourrait ne plus soutenir MBS* ».

La position de la Russie, regardée de près par les investisseurs, est plus ambiguë. Moscou se dit prêt à coopérer avec l'Opep en cas d'accord, mais ne juge pas l'offre surabondante.

## **Changement climatique : une bombe à retardement**

**Par Le Monde 20 novembre 2018 Le Monde.fr**

***Editorial. Arrêtons de croire que le climatosceptique, c'est toujours l'autre, et réalisons enfin que, comme pour la menace nucléaire, l'humanité est à l'origine de ce qui peut la détruire.***



*Vue aérienne, le 16 novembre, de la plus grande carte postale du monde, posée en haut du glacier d'Aletsch (Suisse) pour alerter les participants de la COP24 face au réchauffement climatique.  
FABRICE COFFRINI / AFP*

**Editorial du « Monde ».** Le 6 août 1945, avec le largage de la bombe atomique sur Hiroshima, l'humanité réalisait qu'elle disposait désormais de la capacité de s'autodétruire. Le fait que cette menace soit clairement identifiée nous a permis d'apprendre à la domestiquer en faisant émerger une conscience mondiale qui, depuis trois quarts de siècle, a réussi à éviter l'apocalypse.

Aujourd'hui, un péril tout aussi grand met en danger l'avenir de la planète : le changement climatique. Contrairement à la destruction nucléaire, il s'agit d'une bombe à retardement, dont les effets, plus diffus dans le temps, donnent le sentiment à certains que le danger est imaginaire et à d'autres que l'on a tout le temps pour s'atteler au sujet. L'immense majorité de l'humanité est ainsi plongée dans une sorte de déni, plus ou moins assumé, pour mieux différer la mise en œuvre de solutions qui heurtent frontalement nos modes de vie.

Pourtant, ceux-ci sont d'ores et déjà affectés. Une étude, publiée lundi 19 novembre dans la revue *Nature Climate Change*, apporte de nouveaux éléments sur l'inéluctabilité et l'ampleur du désastre. Une vingtaine de chercheurs internationaux démontrent le degré de vulnérabilité de l'humanité face au risque climatique en répertorient 467 formes d'impacts sur nos vies quotidiennes, qu'il s'agisse de santé, d'alimentation, d'accès à l'eau, d'économie, d'infrastructures ou de sécurité.

Son originalité consiste à mettre en perspective l'aspect cumulatif des fléaux entraînés par le dérèglement climatique à partir de milliers de données sociales, économiques ou géographiques publiées depuis les années 1980. Jusqu'à présent, beaucoup de travaux se sont contentés d'examiner séparément les conséquences de chaque aléa. Cette étude a le mérite de mettre en exergue la concomitance et la combinaison des risques auxquels nous sommes confrontés à travers une approche pluridisciplinaire.

De notre capacité à réduire les émissions de gaz à effet de serre dépend notre avenir.

Malheureusement, la prise de conscience se heurte à un climatoscepticisme entretenu pendant de nombreuses années par les industries liées aux énergies fossiles. Le phénomène a fini par se diffuser dans l'opinion au travers de courants politiques qui ont fait de la contestation de la réalité scientifique un marqueur idéologique.

## **Un déni permanent**

Mais croire que le climatosceptique, c'est toujours l'autre, est une facilité qui empêche d'appréhender pleinement la difficulté de la tâche qui nous attend. Comme le dit le philosophe australien Clive Hamilton, nous sommes tous climatosceptiques à des degrés divers, dans la mesure où nous n'acceptons ni « *la vérité sur ce que nous avons fait subir à la Terre* » ni le changement de vie radical qu'impose le réchauffement climatique, et encore moins la remise en cause du principe de modernité et d'un progrès linéaire qui tend vers le toujours plus.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [« Nous sommes tous des climatosceptiques »](#)

C'est ce déni permanent qui a conduit Nicolas Hulot à annoncer sa démission le 28 août de son poste de ministre de l'écologie, estimant que la stratégie « *des petits pas* », pour préserver coûte que coûte « *un modèle économique cause de tous les désordres climatiques* », conduit à une impasse mortifère.

Combien faudra-t-il d'études comme celle publiée dans *Nature Climate Change* et de catastrophes aux effets dévastateurs pour se rendre compte que le coût de l'inaction reste très supérieur à celui de la lutte contre les changements climatiques ? Il est pourtant urgent qu'émerge enfin une prise de conscience identique à celle qui s'est forgée autour de la menace nucléaire : l'humanité est à l'origine de ce qui peut la détruire. La Conférence des Nations unies (COP24), qui débute le 2 décembre à Katowice, en Pologne, constituera une nouvelle occasion pour tenter de reprendre en main notre destin et éviter l'irréversible. Une de plus.

## **« Nous sommes tous des climatosceptiques »**

**Le Monde.fr 21 novembre 2018**

Clive Hamilton est philosophe, professeur d'éthique publique et ancien membre du conseil australien sur le changement climatique. L'auteur de *Requiem pour l'espèce humaine. Faire face à la réalité du changement climatique* (Presses de Sciences Po, 2013) considère que les individus ne parviennent pas à accepter la totalité du message des scientifiques sur le climat, car cela « *signifierait abandonner le principe fondamental de la modernité, c'est-à-dire l'idée d'un progrès* ».

### **Que pensez-vous des résultats de l'étude publiée dans « Nature Climate Change » ?**

Elle montre que nous sommes en train de vivre un changement dans le fonctionnement global du système terrestre, qui va entraîner des effets à la fois divers et graves sur la vie humaine. Ce sont maintenant tous les aspects de la Terre qui sont transformés par les émissions de gaz à effet de serre humaines, et plus seulement le climat et le fonctionnement de l'atmosphère : les océans voient leur composition changer, les mers se réchauffent, les glaciers fondent et le cycle de l'eau est altéré. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère géologique, l'anthropocène, et il

n'y a aucun retour en arrière possible.

**Quelles sont les conséquences pour les sociétés ?**

**[Le reste de l'article est réservé aux abonnés.]**

\*\*\*\*\*

**Pour le philosophe australien Clive Hamilton, il est « presque impossible d'accepter toute la vérité sur ce que nous avons fait subir à la Terre ».**

Pour ceux qui ne sont pas abonnés au monde, j'ai fait un résumé si vous voulez. A mes yeux c'est un juste milieu entre tipiaquer complètement l'article avec une capture d'écran et vous laisser vous demander ce qu'il y est écrit. Mais si vous pouvez le journal Le Monde mérite bien le prix, c'est grâce à nos abos qu'on a des articles comme ça :)

Bref.

"On se dirige vers un monde plus chaud de 4 degrés, ce qui va provoquer" (suit la liste prévisible de ce que moi j'appelle des symptômes d'effondrement, avec conclusion que ça va augmenter le ressentiment contre les pays riches qui se replient sur eux-mêmes)

Question : "L'humanité court-elle à sa perte ?"

"Nous vivons déjà une crise majeure, mais si nous continuons ainsi, il y a un risque d'effondrement de la société" (suit une liste dont on peut retenir qu'il y a une série de points faibles, si plus d'un nous lâche c'est le chaos, situation ingérable, etc)

Question "De quelle façon pouvons-nous éviter une crise globale ?"

(grosso modo, on est trop interconnectés et interdépendants, on peut pas)

Question "Pourquoi est-il si compliqué d'agir contre le changement climatique ?"

(mon résumé: déni réalité scientifique, intégré dans guerre culturelle stupide, pour beaucoup de conservateurs américains rejeter la science fait désormais partie de leur identité. Combattre progrès de la science au même titre que les progrès survenus en même temps sur le plan social. Pas possible changer sa propre identité de nouveau.)

Question "Le problème vient donc surtout des climatosceptiques américains ?")

(résumé : non, on est tous climatosceptiques)

Là, obligé de citer pleinement :

"Il est presque impossible d'accepter toute la vérité sur ce que nous avons fait subir à la Terre. C'est si radical, si choquant, qu'il est très difficile de vivre avec tous les jours, cela nous en demande trop d'un point de vue émotionnel. J'ai vu des gens vivre avec cette idée au quotidien, ils ont développé une forme de folie."

"Accepter la totalité du message des scientifiques sur le climat signifierait abandonner le principe fondamental de la modernité, c'est-à-dire l'idée d'un progrès. Cela signifie renoncer à l'idée selon laquelle le futur est toujours une version améliorée du présent, ce qu'il ne sera plus à l'avenir. Il faudrait au contraire se résigner à un changement de vie radical. Or même ceux qui critiquent le capitalisme en sont dépendants. C'est profondément déprimant et cela demande trop d'efforts pour la plupart des gens, comme de faire un deuil. C'est pourquoi on a tant de mal à se préparer à vivre avec les dérèglements climatiques : on veut résister à cette nouvelle réalité aussi longtemps que possible."

Question : "Comment favoriser la mobilisation des citoyens ?"

(là, est élaborée une liste d'exemples qui montrerait que la prise de conscience prend peut-être une dimension globale, mais c'est pas trop sûr encore.)

## [Psychanalyse du changement climatique: comment faire le deuil de la planète que nous connaissons](#)

[Michel Alberganti](#) — 2 décembre 2013 [Slate.fr](#)

*Un philosophe australien établit un parallèle entre le blocage psychologique de notre rapport à la mort et nos réactions face au changement climatique.*



*Barrière de corail au large de Belize en 2010. REUTERS/Lou Dematteis/*

Plusieurs raisons expliquent nos difficultés à admettre qu'un changement climatique est en cours et que l'humanité en subira les conséquences. L'intérêt du livre que vient de publier le philosophe australien Clive Hamilton, *Requiem pour l'espèce humaine*, réside dans son analyse psychologique et même psychanalytique de notre façon de réagir face à un phénomène qui n'est pas immédiatement perceptible et dont les effets se produisent à la fois à long terme et de façon très variables selon les régions du monde.

Prendre conscience d'un changement profond de notre planète sur plusieurs décennies, voire sur plusieurs siècles, ne fait pas, à l'évidence, partie des aptitudes naturelles de notre cerveau. Pas plus que notre capacité à concevoir la mort, celle de nos proches comme la nôtre. Clive Hamilton établit justement un parallèle avec le blocage psychologique qui nous touche dans de telles situations. Avec au moins trois des fameuses cinq phases du deuil: le déni, la dépression et l'acceptation. Mais on pourrait aussi trouver des correspondances avec les deux autres étapes qui, entre le déni et la dépression, sont la colère et le marchandage.

Voyons si l'on peut analyser les réactions au changement climatique à l'aide d'un tel prisme qui rappelle les principes appliqués dans les entreprises par les spécialistes de la «conduite du changement»:

## **1. Le déni**

Pas de doute, nous y sommes... En tête, les scientifiques climatosceptiques personnifient parfaitement cette stratégie. Mais ils ne sont pas les seuls. Une bonne partie de l'opinion publique n'a pas dépassé cette étape. Plus d'un tiers des français (35%) déclarent que le changement climatique n'est pas prouvé (13%) ou que rien ne démontre qu'il est lié aux activités humaines (22%), selon le [baromètre](#) du Commissariat général au développement durable (août 2013). Il est toutefois notable que 61% des français considèrent que le changement climatique est une réalité et qu'il est dû à l'homme. Une forte majorité est donc sortie du déni.

## **2. La colère**

Les écologistes se trouvent dans cette phase de révolte. Ils accusent les véritables coupables, c'est-à-dire les gouvernements mais, surtout, nous tous qui n'avons guère envie de changer de vie. Un piège subtil. Une grande partie de la population française est acquise à l'écologie. Mais elle ne vote pas pour les Verts lors des élections. Toutes les entreprises se déclarent engagées dans la protection de la planète. Mais elles font tout pour éviter les surcoûts qui pourraient réduire leurs bénéfices. Tous les partis politiques se disent écologiques. Mais ils sont incapables d'adopter et d'imposer de véritables mesures pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre lorsqu'ils sont au pouvoir. Tous les Etats, peu ou prou, adhèrent à la volonté de lutter contre le réchauffement climatique. Mais lorsque leurs représentants se rendent par milliers en avion à Copenhague ou à Doha, ils n'accouchent que de projets de mesures. Ils repoussent l'échéance des décisions contraignantes de sommets en sommets. D'où la juste colère de ceux

qui voudraient que l'on fasse enfin quelque chose...

### **3. Le marchandage**

C'est ce qui se passe, littéralement, dans les négociations internationales sur le climat. Chacun tente de s'en sortir au mieux, c'est à dire sans dépenser trop d'argent ni imposer à sa population des contraintes qui pourraient brider une croissance économique déjà atone. L'échec de la bourse du carbone, de la taxe carbone ou de l'écotaxe. Réduire les émissions de CO2, d'accord, mais sans que cela coûte. De l'argent, du confort, des loisirs...

### **4. La dépression**

Nous n'y sommes pas encore. C'est justement l'objet du livre de Clive Hamilton. Le philosophe plaide ouvertement pour qu'advienne cette phase de désespoir profond. Non pas pour s'y noyer, mais parce qu'elle est, selon lui, incontournable dans le processus de deuil. Comme face à la mort d'un être, la douleur de la perte est renforcée par le sentiment d'impuissance, d'absurdité. Nous vivons dans l'ignorance volontaire de la mort, la plupart du temps. Quand elle frappe, nous n'y sommes pas préparés et le choc nous plonge dans une dépression plus ou moins profonde.

Avec le changement climatique, il est plus difficile de parvenir au désespoir profond que Clive Hamilton appelle de ses vœux. Contrairement à la mort des êtres humains, le phénomène climatique n'est pas brutal. Il s'étale au contraire sur des décennies, voire des siècles. La Terre meurt lentement. Si lentement que nous ne sommes pas sûrs d'être les témoins de son dernier souffle. Ni même nos enfants. Difficile, psychologiquement, de souffrir pour une descendance qui n'est peut-être pas encore née. Justement, c'est à cet effort d'empathie pour notre postérité que Clive Hamilton nous invite.

Pas évident qu'il soit largement suivi. Comme le soulignent habilement les climatosceptiques, il existe, aujourd'hui même, d'immenses problèmes sur Terre. Avant de se projeter dans un futur dont il reste difficile de se persuader qu'il soit absolument certain (voir le déni ci-dessus), ne vaut-il pas mieux concentrer nos efforts sur les 842 millions de personnes qui souffrent encore de la faim? Sur les 3,6 millions de personnes qui meurent chaque année par manque d'eau potable et sur les 780 millions qui sont exclues de son approvisionnement? Sur les 225 millions de malades du paludisme dont 780.000 meurent chaque année?

Toutes ces calamités sur lesquelles il est possible d'agir immédiatement et contre lesquelles nous ne faisons pas assez ne nous plongent pas particulièrement dans le désespoir et la dépression. Elles ne vont nous gâcher ni le prochain week-end ni les prochaines fêtes de fin d'année.

Pour nous convaincre, Clive Hamilton noircit le tableau. Même si, au cours de l'émission Science publique du 22 novembre 2013 que j'ai animée sur France Culture, il a affirmé que le scénario d'apocalypse qu'il décrit dans son ouvrage a été construit à l'aide des dires des

scientifiques eux-mêmes. Néanmoins, selon lui, les climatologues du Giec n'osent pas dire publiquement la vraie vérité. Par prudence et par peur d'être taxés de Cassandre, ils minimiseraient leurs prédictions. Clive Hamilton, lui, les a interrogés dans les couloirs des conférences et il assure que, dans le privé, leur discours est bien différent. Et qu'il fait froid dans le dos...

Pour le philosophe, la Terre ne va pas subir une simple augmentation de la température moyenne de 2°C (il plaide pour 4°C au moins). Notre planète va, selon lui, être transfigurée par ce changement de climat. Le désordre, les tensions, les émigrations massives et les impacts économiques vont ravager notre monde. Et c'est inéluctable, fatal et irrémédiable. Quelles que soient les mesures, qui plus est improbables, que nous pourrions prendre. L'humanité pour être réduite à un milliard d'individus, peut-être moins... Il ne s'agit plus de préserver notre petit confort matériel. Mais de penser l'apocalypse...

D'où la nécessité du deuil du monde tel qu'il est, celui que nous connaissons aujourd'hui. Une phase de profond désespoir indispensable pour passer à l'étape suivante.

## **5. L'acceptation et l'action**

Clive Hamilton se distingue des catastrophistes par le fait que le désespoir qu'il prône n'est qu'une étape intermédiaire. Le fond de la piscine, en somme. Pour lui, il débouche sur l'apaisement que procure l'acceptation. Le monde va changer. Celui que nous connaissons et que nous aimons, dans la mesure où il est assez clément ou que nous avons appris à supporter sa rudesse, disparaîtra d'ici la fin du siècle. Pour Clive Hamilton, c'est un fait accepté. *So what?*

Au terme de ce deuil, comme à celui de tous les autres, une évidence apparaît. Telle la lumière au bout du tunnel ou l'éclat du soleil à la surface de la piscine. La vie continue. Nous allons devoir vivre dans ce nouveau monde, comme si nous débarquions sur une autre planète.

Le maître mot, en la circonstance, est une faculté qui, contrairement à l'aptitude à se projeter dans le lointain, fait partie intégrante du logiciel humain depuis qu'il existe sur Terre: sa capacité d'adaptation. L'homme fait partie des champions, dans ce domaine. Contrairement à certains organismes qui ne peuvent survivre que dans des conditions climatiques très précises, l'être humain supporte une grande variété d'environnement. Pour preuve, sa colonisation de la presque totalité de la planète.

Dès lors, notre perception du futur change. Il ne s'agit plus de nous battre en vain pour sauver le monde actuel. Situation stressante, anxiogène et stérile. Clive Hamilton nous enjoint de nous préparer à changer de monde. Il aborde l'une des options de cette phase d'action, la géo-ingénierie. Il vient d'ailleurs de consacrer un ouvrage entier à ce thème. Pour l'essentiel, il dénonce les «apprentis-sorciers» qui espèrent réduire le réchauffement climatique en dispersant des particules réfléchissantes dans l'atmosphère. Ou en traitant chimiquement l'eau des mers.

Le changement de point de vue que propose Clive Hamilton est donc radical. Ses conséquences apparaissent tout à fait originales par rapport au discours écologique actuel. En effet, à partir du moment où l'on accepte cette fin de notre monde, il devient possible de penser le prochain monde. D'étudier les difficultés que l'humanité va rencontrer. Les migrations climatiques, par

exemple, devront être prises en charge. Sinon, des conflits meurtriers éclateront lorsque les habitants des nouvelles zones défavorisées (150 millions de personnes vivent aujourd'hui au Bangladesh, par exemple) déferleront sur les pays qui tirent un meilleur profit du changement climatique.

Par rapport à nos ancêtres, nous disposons d'un atout important: nous sommes prévenus. Ce qui double nos chances... [Nyouz2dés : petit rappel de math élémentaire  $2x0=0$ ]

## En Angleterre, le mouvement Extinction Rebellion lance l'insurrection pour le climat

17 novembre 2018 / Corinne Morel Darleux

[NYOUZ2DÉS : pas très bon.]



En lançant le mouvement Extinction Rebellion, des activistes anglais s'engagent avec détermination dans la lutte contre le changement climatique et la disparition des espèces, raconte notre chroniqueuse. Alors que le changement est possible et urgent, disent-ils, les politiques ne font rien. Aux citoyens de reprendre la main en se soulevant pour inverser le rapport de force.

*Corinne Morel Darleux est secrétaire nationale à l'écosocialisme du Parti de gauche et conseillère régionale Auvergne - Rhône-Alpes.*

\*\*\*\*\*

On devrait plus souvent regarder ce qui se passe ailleurs. Pendant qu'en France on marche pour le climat sous le slogan « *il est encore temps* », en Angleterre on prépare des opérations de blocage en scandant « *We don't have time* » (« *on n'a plus le temps* »). Il y aurait là matière à faire des parallèles intéressants avec le [blocage récent d'une mine de charbon en Allemagne](#), d'un [sommet pétrolier à Pau](#) ou encore avec les principes d'action non violente d'[Alternatiba en France](#). Mais pour l'instant, peu de choses ont filtré en France sur la naissance de ce mouvement pourtant destiné à s'internationaliser.

Mercredi 31 octobre à Londres, plusieurs centaines de personnes se sont regroupées devant le Parlement, à Westminster, munies de panneaux sur lesquels figure un étrange motif : un sablier

enfermé dans un rond. Ce rond, c'est notre planète. Le sablier, le compte à rebours de l'extinction. Leur bannière : [Extinction Rebellion](#).



**Le 31 octobre, à Londres.**

On apprend sur les réseaux qu'il y a eu une quinzaine d'arrestations à Londres, avec la présence remarquée du chroniqueur écologiste du *Guardian*, [George Monbiot](#), de la députée Caroline Lucas ou encore de Greta Thunberg, cette jeune Suédoise de 15 ans qui a lancé une grève scolaire et marqué les esprits en disant : « *Les faits n'ont plus d'importance aujourd'hui, les politiques n'écoutent plus les scientifiques, alors pourquoi devrais-je apprendre ? (...)* Puisque les adultes se fichent de notre futur, et bien, moi aussi. » [1]

### **Chacun peut trouver un rôle à sa mesure**

Pour en savoir plus il faut donc aller sur le site d'[Extinction Rebellion](#) (XR), au graphisme simple et efficace, où trois panneaux successifs guident le visiteur des principes à l'action. Une vidéo de 50 minutes permet de vérifier dès la deuxième page qu'on est bien sur les mêmes positions. Gail Bradbrook, de l'organisation « mère » de XR, Rising Up, y présente une sélection de données scientifiques récentes sur le réchauffement climatique, explique la fonte des pôles et la perte d'[albédo](#), le risque de retour du fascisme et les mécanismes de sécession de l'oligarchie. La première partie s'achève sur cette conclusion : **le changement est urgent, il est techniquement et économiquement possible, les politiques ne font rien [2] : il faut donc établir un rapport de forces et prendre la main.**

Et ce rapport de forces est éminemment politique. XR revendique une approche systémique qui prend le contre-pied du sentimentalisme ordinaire, et n'hésite pas à se qualifier de révolutionnaire. Vu de France, il peut sembler paradoxal d'en appeler au soulèvement populaire et de parler de situation de guerre [3] tout en se disant non violent, tant on a essayé de nous

fouerrer dans le crâne que les insurrections étaient forcément sanguinaires. Il suffit pourtant de se souvenir de la marche du sel de Gandhi ou de la dissidence de militants — noirs *et* blancs — contre la ségrégation raciale dans les bus des années 1950 aux États-Unis [4].



« Nous ne pouvons pas sauver la Terre en jouant selon les règles. Il est temps de se rebeller pour sauver l'avenir ».

Autant de filiations dont se réclame XR en annonçant le chiffre de **500 personnes formées et prêtes à aller en prison**. Cette mise en avant peut poser question, soit qu'elle semble exagérément sacrificielle (mais la présentation des enjeux, non exagérée, rappelle sa légitimité), trop empreinte de romantisme révolutionnaire, ou qu'elle apparaisse comme un luxe de privilégiés. Et c'est vrai : les mères célibataires, les réfugiés, les salariés les plus précaires ne peuvent pas se permettre une arrestation. Mais précisément : **que celles et ceux qui le peuvent soient devant, en première ligne !** Et ne faisons pas non plus comme si c'était facile pour eux. Ce choix n'est jamais simple, pour personne. Il doit être fait de manière délibérée et planifié. Or, préparée, l'opération l'est : dans tout le pays, que ce soit via des réunions physiques, des [webinaires](#) sur leur site ou des vidéos sur YouTube, des formations ont lieu depuis des semaines pour mettre en perspective les enjeux scientifiques et politiques du climat, aborder la question de l'effondrement et apprendre à vivre avec, s'organiser concrètement pour bloquer une route ou encore acquérir les rudiments en vue d'une arrestation. Et chacun peut trouver un rôle à sa mesure : des groupes affinitaires existent, des rôles de soutien et de communication moins exposés aussi.

## « L'espoir meurt, l'action commence »

Face au risque d'épuisement militant à aller chercher les masses que l'on connaît, l'un des messages intéressants et à contre-courant que porte XR est qu'il n'y a pas besoin d'être des millions : à la culture du nombre qui préside aux pétitions, marches et manifestations, le mouvement veut aujourd'hui substituer des actions pas forcément massives mais « *disruptives* » [5], c'est-à-dire perturbatrices et subversives, sans violence contre-productive. Selon eux, commencer une grève de la faim ou se déclarer prêt à aller en prison indique combien l'affaire est sérieuse et montre une mise en danger qui force le respect et réveille l'opinion. En somme, « *plus l'enjeu est fort, moins il y a besoin d'être nombreux* ». Cette idée fait référence à la « fenêtre d'Overton » un concept qui théorise un espace fluctuant, sous la forme d'une fenêtre dans laquelle se situe ce qui est politiquement acceptable par le public. Donald Trump, par exemple, a rendu le racisme politiquement acceptable aux États-Unis. XR, lui, veut rendre l'inaction face à l'effondrement inacceptable.

Leurs actions ne visent pas à influencer l'orientation du gouvernement ou à lui demander d'agir : cela déjà été fait et a largement échoué. Leurs actions visent à obtenir que la vérité scientifique sur les risques d'effondrement soit dite au grand public (l'idée selon laquelle des chiffres aussi alarmants devraient faire la « *une* » chaque jour revient souvent dans leurs propos), la mise en place d'une économie zéro carbone d'ici 2025, et que celle-ci soit placée sous le contrôle d'une assemblée de citoyens [6].



**Loin d'apparaître comme un mouvement marginal ou gauchiste, on compte parmi les soutiens d'Extinction Rebellion une centaine d'universitaires d'Oxford, de Cambridge, d'Édimbourg, d'Exeter, de Bristol ou encore du King's College de Londres, rejoints par l'ancien archevêque de Cantorbéry Rowan Williams, qui fut à la tête de l'Église d'Angleterre de 2003 à 2012. Le journal *The Guardian* assure le relais médiatique. On trouve également dans leurs sources des figures comme Joachim Schnellhuber, fondateur de l'Institut Potsdam sur la recherche climatique, ou Kate Marvel, chercheuse associée à l'Institut d'études spatiales Goddard de la Nasa. Comme beaucoup de ses collègues dont on voit circuler depuis six mois les témoignages sur les réseaux sociaux, Kate Marvel a décidé de sortir de l'injonction de**

« *neutralité scientifique* ». Elle déclare avoir le sentiment d'assister à un « *film d'horreur au ralenti* » et affirme que ce dont on a besoin aujourd'hui n'est pas d'espoir, mais de courage : « *En tant que climatologue, on me demande régulièrement de donner des raisons d'espérer. L'opinion veut qu'on lui dise que tout finira bien. Le problème, c'est que je ne le peux absolument pas.* » C'est un des slogans d'Extinction Rebellion : « *Hope dies, action begins* » (« *L'espoir meurt, l'action commence* »).

**Le courage, « la détermination à faire bien, sans certitude de victoire »**

**Tout ceci sonne comme un retour sur Terre et signe peut-être la fin des « *discours rose bonbon* » [7].** À rebours de la « *positive attitude* », de l'injonction de livrer à chacun sa dose de bonnes nouvelles, de plus en plus d'auteurs et de praticiens le disent : le contraire de l'espoir n'est pas le désespoir, mais la douleur. Et face à elle, on trouve le courage, qui peut se définir selon Kate Marvel comme « *la détermination à faire bien, sans certitude de victoire* ». Comme une réponse à tous ceux qui craignent que la vérité ne démobilise les énergies militantes, comme un écho à mes propres réflexions sur [la « dignité du présent »](#)... **Il ne s'agit pas de désespérer Billancourt mais de lui donner le courage du combat : celui qui vient avec la perte de ce à quoi on tient.**



Des Clash sous Margaret Thatcher à Occupy London en passant par [le mouvement contre le fracking](#) [8], les Anglais n'en sont pas à leur coup d'essai. Cette opération de désobéissance civique va s'intensifier graduellement sur plusieurs mois : ce qui s'est passé le 31 octobre à

Westminster n'en était que la préfiguration, une sorte d'entraînement. **Le point d'orgue de cette première semaine d'actions en Angleterre aura lieu le 17 novembre.** Ce sera aussi la date d'ouverture de la COP sur la biodiversité, à Charm el-Cheik, en Égypte : la secrétaire exécutive de la commission biodiversité des Nations unies vient d'annoncer qu'il ne nous restait que deux petites années pour réagir drastiquement, sous peine de devenir la première espèce à recenser sa propre extinction.

## **L'énergie contrainte rend la démocratie impossible**

**Michel Sourrouille, Biosphere, 21 novembre 2018**

**[NYOUZ2DÉS : voilà un sujet très important à comprendre.]**

Pour cette journée de manifestation contre la hausse du prix des carburants, il est utile de (re)lire ce texte de JANCOVICI qui remet les pendules à l'heure : la démocratie est un système fragile qui s'effondre quand l'énergie vient à manquer.

*« La démocratie commence à buter sur le monde fini (à cause du plafonnement énergétique), alors qu'elle a essentiellement vu le jour et prospéré dans le monde en croissance. La généralisation à toute l'Europe de ce régime politique, qui laisse à la population une large voix au chapitre pour dire par qui elle veut être gouvernée, provoque mécaniquement l'apparition de candidats surenchérissant de promesses de monde meilleur. L'énergie abondante permet d'augmenter la production de tout et n'importe quoi, elle a donc permis d'augmenter la redistribution. La démocratie correspond de fait à ce système qui permet aux plus nombreux d'exiger la plus grosse part du gâteau.*

*Il est des libertés « démocratiques » qui ne peuvent plus s'exercer dans le monde fini. Dans un monde en expansion, votre liberté d'avoir un logement plus grand, voire un logement tout court, ne gêne pas l'exercice de la même liberté par votre voisin. Par contre dans un monde en contraction, ce n'est plus la même chanson. Comment décider « démocratiquement » que la surface de logement par personne doit rester stable, ou, pire, être réduite ? Comment gérer cela quand, au surplus, la liberté de se séparer après avoir fait des enfants (autrement dit le divorce ou ce qui y ressemble) fait mécaniquement augmenter la surface de logement par personne ? Il est facile de voir que, dès qu'une assemblée élue est appelée à se prononcer, elle sait mieux s'accorder sur la manière de donner plus que sur la manière de donner moins. Dans le second cas, les débats sont longs, souvent pleins de malentendus, et tout le monde se voile la face sur la réalité de l'obstacle à franchir. Mais avant que la classe politique, et la classe médiatique qui lui donne la réplique, ne comprennent qu'à cause de la raréfaction des combustibles fossiles il faut arrêter les promesses du toujours plus, il risque hélas de couler encore un peu d'eau sous les ponts.*

*Plus nous chercherons la « démocratie parfaite » à court terme, celle où tout le monde a le droit de tout faire, et moins nous serons efficaces face au défi à relever, courant alors le risque maximum que le problème se règle d'une manière qui ne nous aura rien demandé, puisque les lois de la physique seront de toute façon respectées. Quel prix sommes-nous prêts à payer pour éviter de déclencher, bien avant la fin de ce siècle, le retour à la barbarie généralisée sur une planète irréversiblement appauvrie ? Certes il y avait encore des tickets de rationnement en France après la seconde guerre mondiale, mais le système avait été instauré à un moment où la démocratie n'était plus vraiment de mise. Quand nous sommes dans un monde où il n'y a plus à espérer davantage demain qu'aujourd'hui, il est plus facile de se contenter de l'ordre*

établi.«

Jean Marc Jancovici ([Dormez tranquilles jusqu'en 2100](#), réédition 2017 en livre de poche)

## **PAROLES DE LECTEURS..**

**21 Novembre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND**

*"Le refus de la paupérisation : Oui, c'est clair que c'est ça. Mais la paupérisation est inéluctable, et Macron n'y est pour pas grand chose. On le remplacera par un autre, et ça ne changera rien au problème. "*

Si. Cela s'appelle la répartition des sacrifices. Et les gros consommateurs, et gros consommateurs d'énergies, ce sont les riches. Là, les sacrifices sont très mal répartis, entre ceux que le gouvernement gorge de caviars, et ceux qui sont à 1500 euros par moins.

*" autre explication possible : macron ou les gilets jaunes c'est fachos riches contre fachos pauvre... "*

Comme je l'ai dit, le fascisme ou le nazisme, ce sont des épouvantails à gogos. Le Parti national fasciste est mort en 1943, quand les éboueurs italiens balayaient les insignes du PNF dans les égouts, le parti nazi, un an plus tard. Les structures militaires ont duré un peu plus longtemps.

Comme je l'ai dit, le ventre du nazisme, ce sont les 5 enfants par femme de l'époque Wilhelmiennne. 1915 + 20 ça donne 1935. Après, l'indice de fécondité s'effondre brutalement en Allemagne et remonte un peu, à l'époque hitlérienne. Les 1.9 enfants par femme allemande des années 1920, ça donne la déroute allemande en URSS.

Il faut arrêter de faire référence à une époque que désormais presque plus personne n'a connu. Et si on y fait référence, voir le rôle tout à fait nuisible des crétins friands d'équilibre budgétaire à tout prix, justement, ceux qui ont amenés Hitler au pouvoir.

*"Le populisme nationaliste est là pour rester mais la gauche ne le comprend pas."*

C'est même les partis traditionnels qui sont en train de disparaître, comme l'a fait le parti communiste, le parti gaulliste et le parti socialiste. L'adhérent de base, est totalement manquant. Qui se souvient de l'époque où le PCF voulait avoir son million d'adhérent ? Et de fait, n'en était pas loin. Les gaullistes étaient moins nombreux, seulement 600 000 à 800 000. Je vous fiche mon billet qu'ils ne sont pas 100 000 à LREM. Les partis sont désormais des partis d'élus. Des gamellards.

D'ailleurs, les partis nationalistes sont devenus forts pour les tranches d'âges jeunes.

Les dépenses contraintes des français s'envolent. Et ce sont des fachos ? Et si on remettait en cause l'envolée de ces dépenses ? Là, je me fais l'avocat du diable...

Et si, les ruraux recevaient autant de subventions aux transports que les parisiens ? De l'ordre de 200 euros par an, par tête de pipe. Et encore, c'est le minimum du minimum, mais le vrai montant est bien plus élevé, notamment l'abondement de la carte orange. On peut compter plus honnêtement le montant à 1000 euros par an et par habitant. Sans compter, bien sûr, le coût délirant des infrastructures parisiennes et largement subventionnées par le reste du pays.

Sans doute les nippons connaissaient depuis bien longtemps les frasques monétaires de Ghosn.

Mais, vous savez ce que c'est. On fait tomber la tête quand ça arrange. Les dirigeants sont bien niais quelque part. [Gollnisch](#) est candidat à la succession.

Bizarrement, d'ailleurs, avec des "blocages" près de chez moi, je trouve que la fluidité a beaucoup gagné...

[Le pouvoir panique](#) en voulant interdire les gilets jaunes. Donnez moi le texte de loi ??? On veut mettre les morts sur le compte des gilets jaunes, alors qu'une était un gilet jaune, et l'autre un motard voulant faire demi tour. Il n'y avait jamais de morts sur les routes avant les gilets jaunes ?

[Jean Lassalle](#) vient d'assurer sa réélection au prix de 1500 euros. C'est donné.

[Les RG frissonnent](#) de la présence de cocktail molotov et de barres de fer. C'est pas encore le moment de frissonner. Il sera là quand les kalachs seront sorties. Non pas que j'appelle à leur sortie. Mais quand un gouvernement où le crétinisme règne en maître, ouvre la boîte de pandore, on sait que cela va aller au pire.

## SECTION ÉCONOMIE



### **Début de panique sur le NYSE ? La dette sur marge (actions achetées à crédit) a fondu de plus de 40,4 milliards \$ en 1 mois**

Publié le 21 novembre 2018 à 18:57:03 / 5 commentaires / 1 559 vues

La dette sur marge (Margin Debt: Actions achetées à crédit) sur le New York Stock Exchange (NYSE) correspond au montant d'argent que les investisseurs

empruntent pour... Lire la suite



### **Marchés: cette bombe en puissance des crédits adossés aux actions**

Publié le 22 novembre 2018 à 09:00:46 / 1 commentaire / 569 vues

Emprunter en apportant comme garantie des actions : le système du "pledge share" s'est beaucoup développé en Chine l'an dernier. Quels pourraient... Lire la suite



### **En ce début de semaine, c'est l'angoisse à Wall Street ! L'indice CNN de la peur tutoie toujours des sommets**

Publié le 20 novembre 2018 à 22:30:54 / 0 commentaire / 595 vues

En ce début de semaine, c'est à nouveau le sentiment d'angoisse qui semble dominer à Wall street. N'oubliez pas non plus que la dette sur marge(actions... Lire la suite



## **Philippe Béchade: USA: "Sur le 21ème siècle, je ne me souviens pas avoir vu le secteur de la distribution chuter de 5 à 10% la semaine de Thanksgiving"**

Publié le 21 novembre 2018 à 17:54:35 / 5 commentaires / 1 549 vues

Le face à face a opposé Philippe Béchade, rédacteur en chef de la Bourse au quotidien, de la Chronique Agora, membre des Econoclastes, et Mourtaza

Asad-Syed, directeur... Lire la suite



## **Philippe Béchade – Séance du Mercredi 21 Novembre 2018: "Un baril qui n'a plus de fond ..."**

Publié le 21 novembre 2018 à 17:23:27 / 5 commentaires / 1 066 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière du... Lire la suite



## **L'Italie maintient son budget et joue la montre... Explications**

Publié le 21 novembre 2018 à 17:00:01 / 2 commentaires / 1 092 vues

L'Italie refuse de changer son budget et elle n'a aucune raison de le faire. Explications trouvées dans cet article d'Euractiv.fr qui revient sur les rapports de force... Lire la suite



## **Selon la BCE, il y a un... ralentissement de la croissance**

Publié le 21 novembre 2018 à 13:00:53 / 4 commentaires / 343 vues

C'est l'agence Reuters qui se fait écho des derniers propos tenus par Peter Praet, l'économiste en chef de la Banque centrale européenne, pour qui les... Lire la suite



## **Le rendement à 3 mois US vient d'atteindre 2,39%, soit son plus haut niveau depuis Janvier 2008.**

Publié le 21 novembre 2018 à 10:00:33 / 0 commentaire / 176 vues

Le rendement à 3 mois US vient d'atteindre 2,39%, soit son plus haut niveau depuis 10 ans. Observez sa progression depuis 2009: Nov '08: 0.15%, Nov '09: 0.06%,... Lire la suite

# **La fin des FAANG ?**

Rédigé le 22 novembre 2018 par [Bill Bonner](#)

*Les FAANG sont entrés en marché baissier mais même aux prix actuels, il y a plus de marge*

*de baisse que de hausse.*

Les marchés sont de mauvaise humeur.

Les célèbres FAANG — Facebook, Apple, Amazon, Netflix et Google-Alphabet — sont désormais en phase baissière, chacun ayant perdu plus de 20% par rapport à leurs sommets d'un an.

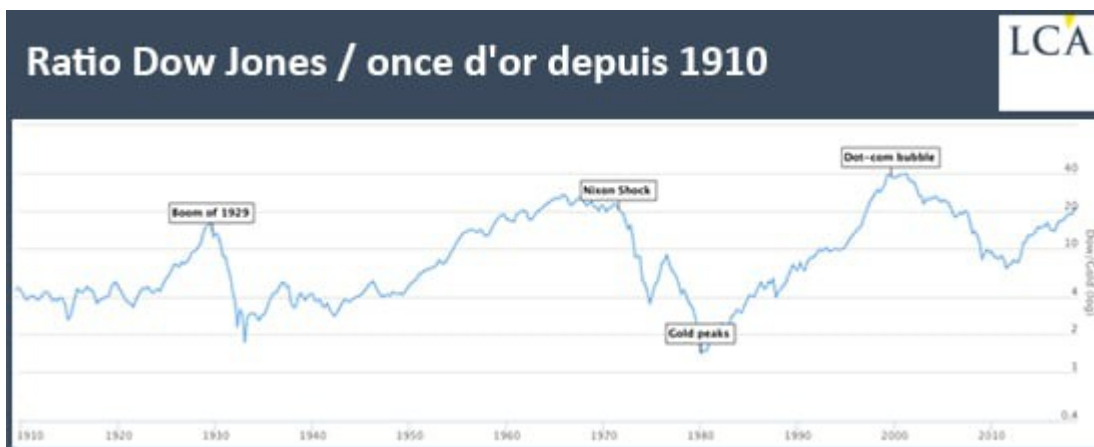
« Il va falloir une reprise des valeurs technos pour qu'il se passe quelque chose », a déclaré Greg Luken, le PDG de Luken Investment Analytics. « Je pense que là où nous en sommes, dans le secteur, nous allons avoir du mal vers la fin de l'année. Je pense que des actions en baisse verront encore plus de pression à la baisse ».

Nous n'avons aucun moyen de savoir ce qui va se passer ensuite. Heureusement, nous n'avons pas besoin de le savoir. Nous n'avons pas besoin de nous baisser lorsque M. le Marché commencera à jeter la vaisselle à la tête des investisseurs.

Nous ne sommes même pas dans la pièce !

### Les actions sont trop chères

Avec un Dow à 25 000 points, les actions sont trop chères. Le ratio Dow/or est désormais de 21. En d'autres termes, il faut 21 onces d'or pour acheter le Dow. Ce ratio n'a été plus élevé qu'à deux reprises ces 100 dernières années — à chaque fois, une chute de 85%-90% s'en est suivi.



*Le ratio Dow/Gold indique le nombre d'onces d'or nécessaire pour acheter les actions de l'indice Dow Jones Industrial Average qui comprend 30 grandes entreprises américaines cotées. Le DJIA est le plus vieil indice boursier.*

Les actions FAANG sont particulièrement chères. Nous achetons une bouteille de vin à 60 \$ de temps en temps. A l'occasion, nous logeons dans un hôtel à 400 \$ la nuit, et il nous arrive parfois de dîner dans des restaurants où il y a des nappes sur les tables.

Mais nous n'achetons pas d'actions coûteuses. A quoi cela servirait-il ?

On n'achète pas d'actions pour le plaisir. On achète des actions pour gagner de l'argent, pas pour s'en débarrasser. Le principe même est d'acheter bon marché et de revendre plus cher. Acheter lorsque les prix sont élevés, c'est partir du mauvais pied.

Pour Netflix, par exemple, le PER frôle les 100. Le PER moyen pour le S&P 500 actuellement est de 21.

Vous investissez 100 \$... et vous attendez 100 ans (aux niveaux actuels) pour que l'entreprise encaisse une quantité de revenus équivalente. Cela ne vous sert pas à grand-chose !

Netflix ne verse pas de dividendes. L'entreprise affirme qu'elle se concentre sur la « croissance ». Mais la croissance ne paie pas le loyer. Le temps qu'elle se produise, ses fruits iront probablement à quelqu'un d'autre.

Pour chaque nouvelle technologie, une autre technologie encore plus nouvelle est à venir... et elle apparaît généralement pendant que vous attendez que votre valeur de « croissance » se transforme en valeur profitable. Vous vous retrouvez alors avec un Palm Pilot, Atari, Hitachi, Compaq... ou un Polaroid, alors que tout le monde est à l'iPhone !

### **La rivière Amazon sera sans retour pendant 387 ans**

Amazon est une autre de ces entreprises de la Big Tech qui n'ont jamais versé de dividendes. Même si ses fans affirment qu'elle va commencer à gagner de l'argent incessamment, son modèle de vente — réduire les prix pour obtenir des parts de marché — reste la « Rivière sans Retour ».

Elle le restera sans doute. Parce qu'il est très difficile de générer des bénéfices lorsque votre *business model* est basé sur le fait de ne pas avoir de marge bénéficiaire.

Si l'on se base sur les revenus de l'année passée, il faudrait attendre 387 ans pour récupérer sa mise sur AMZN. Les revenus ont été maigres... alors que le prix était élevé.

Dans la mesure où les situations déséquilibrées tendent à revenir à la moyenne... et dans la mesure où il est extrêmement improbable que les revenus puissent augmenter assez pour justifier une valorisation aussi élevée... le prix devra chuter pour atteindre un PER plus raisonnable.

En d'autres termes, les investisseurs perdront de l'argent.

Même si la technologie des FAANG survit, ces derniers ne rapporteront probablement pas beaucoup aux investisseurs.

Lorsqu'une nouvelle techno devient le chouchou des marchés, son prix atteint des niveaux qui n'ont pas vraiment de sens. Ces entreprises, même si elles prospèrent, ne peuvent jamais gagner assez pour offrir aux investisseurs un bon retour sur investissement.

C'est ce qui est arrivé aux actions américaines dites « Nifty Fifty » entre la fin des années 1960 et le début des années 1970. Il s'agissait de bonnes entreprises — dont Coca-Cola, Sears et General Electric. Elles avaient aussi des technologies de pointe — Polaroid, Xerox et Texas Instruments, par exemple.

Les investisseurs de l'époque avaient le sentiment que, pour réussir en Bourse, il suffisait d'acheter ces 50 actions en pleine ascension. L'investissement s'en trouvait simplifié. Il suffisait de prendre « une seule décision », et l'on était paré à vie.

Naturellement, les Nifty Fifty grimpèrent... jusqu'à atteindre le double du niveau du S&P 500.

A leur sommet, elles s'échangeaient 42 fois les revenus, à peu près la même chose qu'Alphabet (maison-mère de Google) aujourd'hui.

Sauf que les investisseurs n'étaient pas parés à vie. Ces 50 valeurs étaient peut-être de bonnes entreprises, mais aux prix de 1972, rares furent celles qui se révélèrent être de bons investissements. Si vous les aviez achetées à leur sommet en 1972, vous auriez perdu deux tiers de votre argent dès 1975. Aujourd'hui, vous auriez encore perdu une bonne partie du reste.

Une seule des Nifty Fifty s'avéra être un excellent investissement — ce bon vieux Philip Morris. Enlevez les clopes et le portefeuille entier était perdant.

Arrivera-t-il la même chose aux FAANG ? Facebook, Apple, Amazon, Netflix et Google seront-ils bientôt « les technologies d'hier » ?

Nous n'en savons rien. Mais aux prix de 2018, il y a probablement bien plus de marge de baisse que de marge de hausse.

## **L'Italie vs l'UE et les méchant spéculateurs**

*Rédigé le 22 novembre 2018 par [Simone Wapler](#)*

*Le budget italien est critiqué par la Commission et l'Italie a déjà du mal à trouver des prêteurs. Si les taux montent, la situation va devenir incontrôlable.*

« La Commission retoque le budget italien », titre *Le Figaro* du jour.

L'article est illustré d'un Pierre Moscovici, commissaire européen aux Affaires économiques, planté telle une vigie soucieuse scrutant le ciel et d'un Matteo Salvini, vice-président du Conseil italien, au regard de taureau hésitant à charger une cible invisible.

# La Commission retoque le budget italien

Bruxelles ouvre la voie d'une procédure disciplinaire. En cause: un déficit excessif qui ne réduira pas la dette

colossale du pays.

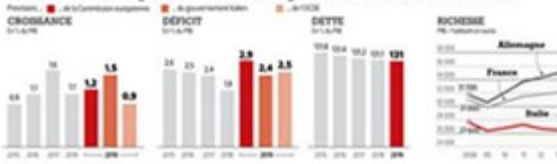


**Pierre Moscovici**, vice-président de la Commission européenne

**ANNIE KRISTOF** / *Commission européenne*

«L'objectif de la Commission européenne est de garantir que le budget italien respecte les règles de l'Union européenne. Nous sommes prêts à travailler avec le gouvernement italien pour atteindre cet objectif».

## Des indicateurs qui traduisent la fragilité de l'économie italienne



## Rome plus sensible aux taux d'intérêt de la dette qu'aux injonctions de l'Europe

**VALÉRIE MARINI** / *Le Monde*

«L'Union européenne a été très ferme sur les injonctions de l'Union européenne. Mais, en Italie, les taux d'intérêt de la dette ont augmenté de manière spectaculaire, ce qui a entraîné une dégradation de la situation économique».

«Le budget ne change pas et c'est la réponse nationale à des problèmes qui ne sont pas abordés au niveau européen».

«L'Union européenne a été très ferme sur les injonctions de l'Union européenne. Mais, en Italie, les taux d'intérêt de la dette ont augmenté de manière spectaculaire, ce qui a entraîné une dégradation de la situation économique».

«L'Union européenne a été très ferme sur les injonctions de l'Union européenne. Mais, en Italie, les taux d'intérêt de la dette ont augmenté de manière spectaculaire, ce qui a entraîné une dégradation de la situation économique».

## Les faiblesses françaises pointées du doigt

**ANNIE KRISTOF** / *Commission européenne*

«L'Union européenne a été très ferme sur les injonctions de l'Union européenne. Mais, en Italie, les taux d'intérêt de la dette ont augmenté de manière spectaculaire, ce qui a entraîné une dégradation de la situation économique».

«L'Union européenne a été très ferme sur les injonctions de l'Union européenne. Mais, en Italie, les taux d'intérêt de la dette ont augmenté de manière spectaculaire, ce qui a entraîné une dégradation de la situation économique».

## La croissance de la zone euro revue en baisse

**ANNIE KRISTOF** / *Commission européenne*

«L'Union européenne a été très ferme sur les injonctions de l'Union européenne. Mais, en Italie, les taux d'intérêt de la dette ont augmenté de manière spectaculaire, ce qui a entraîné une dégradation de la situation économique».

**Mattia Salvin**, vice-président de la Commission européenne

«L'Union européenne a été très ferme sur les injonctions de l'Union européenne. Mais, en Italie, les taux d'intérêt de la dette ont augmenté de manière spectaculaire, ce qui a entraîné une dégradation de la situation économique».

«L'Union européenne a été très ferme sur les injonctions de l'Union européenne. Mais, en Italie, les taux d'intérêt de la dette ont augmenté de manière spectaculaire, ce qui a entraîné une dégradation de la situation économique».

## RICHESSE



## de l'Europe

**ANNIE KRISTOF** / *Commission européenne*

«L'Union européenne a été très ferme sur les injonctions de l'Union européenne. Mais, en Italie, les taux d'intérêt de la dette ont augmenté de manière spectaculaire, ce qui a entraîné une dégradation de la situation économique».

## UNE LONGUE PROCÉDURE

La Commission confirme le rejet du budget italien, ce qui ouvre la voie au déclenchement de la procédure d'infraction.

## 5 DÉCEMBRE

Le conseil européen et le conseil de l'Union européenne ont adopté la décision de la Commission européenne de déclencher la procédure d'infraction contre l'Italie.

## 10 DÉCEMBRE

Le conseil de l'Union européenne a adopté la décision de la Commission européenne de déclencher la procédure d'infraction contre l'Italie.

## 15 DÉCEMBRE

Le conseil de l'Union européenne a adopté la décision de la Commission européenne de déclencher la procédure d'infraction contre l'Italie.

D'humeur peu charitable, et avec une perversité assumée, j'aimerais rappeler que Moscovici, ex-ministre de l'Economie et des Finances de 2012 à 2014, n'est pas franchement l'homme de la vertu budgétaire.

Sous son ministère, entre 2012 et 2014, notre dette nationale est passée de 89,5% du PIB à 94,9% du PIB. Pour réduire le déficit, qui est dans le même temps passé de -5% à -3,9%, Pierre Moscovici a appliqué un électrochoc fiscal qui a laissé des traces dans les mémoires de tous les contribuables.

Mais les beautés de la parasitocratie font qu'après avoir détérioré les finances publiques de votre pays et mis ses contribuables sur les rotules, vous pouvez vous pencher sur les turpitudes budgétaires des autres et être grassement payé (25 950 € brut par mois soit 19 909 € net en franchise d'impôt) pour accomplir cette délicate mission.

Instant de cruauté terminée, revenons à l'Italie et à son budget.

Il va falloir que l'Italie emprunte pour couvrir le déficit, et il va falloir trouver des emprunteurs

qui acceptent de prêter au taux le plus faible possible.

Ces derniers temps, cela ne se passe pas trop bien, si l'on en croit Reuters (1).

*« Titubant sous un ratio d'endettement de 130% de son économie et avec un des plus gros programmes d'émission d'emprunt obligataire du monde, l'Italie doit emprunter à bas coût mais aussi sur des maturités longues ; en général plus la durée de la dette est longue plus le risque d'être confronté à des difficultés de remboursement baisse ».*

Vous remarquerez la précaution de Reuters : « en général ». Car quand on est en faillite, en réalité, peu importe la durée de la dette. Elle ne sera pas remboursée.

*« Jusqu'à récemment, elle y parvenait – la maturité moyenne de la dette souveraine italienne a atteint 6,96 ans en février, la plus élevée en cinq ans. Mais depuis, elle chute et est maintenant à 6,79 ans, un plus bas de 18 mois selon l'analyse BBVA des données du Trésor Italien.*

*La raison tient au fait que l'Italie n'a pas réussi récemment des syndication de dette – des contrats selon lesquels les emprunteurs appointent des banques pour placer directement la dette à des investisseurs internationaux plutôt que de tenir localement une vente aux enchères.*

*De tels accords donnent accès à un éventail bien plus large d'investisseurs aux poches profondes et permettent aux emprunteurs de lever de l'argent d'un coup sur des durées plus longues ».*

Donc vous l'avez compris : ça ne se bouscule pas pour prendre de la dette italienne (heureusement d'ailleurs car nos banques françaises en sont déjà gorgées).

Et que pensent ces investisseurs aux poches profondes ? Là encore, Reuters (2) nous donne la réponse. Andrew Balls, un cadre chevronné de Pimco, le plus gros fonds obligataire au monde sur lequel s'appuient de nombreux fonds de pension, donne franchement le fond de sa pensée :

*« La possibilité d'un défaut de l'Italie sur sa dette est improbable mais ne peut pas être exclue (...)*

*l'émission d'une devise parallèle ou la redénomination en lire italienne sont des scénarios plus plausibles ».*

Voilà.

Lorsque dès 2009, nous avons écrit que la Grèce ferait faillite personne ne nous croyait.

Aujourd'hui, nous écrivons que l'Italie va faire faillite et que les jours de l'euro sous sa forme actuelle sont comptés.

Quant à la France... Eh bien, la France est en marche pour rejoindre l'Italie et la « périphérie » de la Zone euro [comme vous l'explique Nicolas Perrin](#).

Mario Draghi va évidemment s'employer à faire « tout ce qu'il faudra » pour sauver ses amis, c'est-à-dire à soigneusement saborder le pouvoir d'achat de l'euro en faisant surchauffer la planche à billets (ou carte de crédit, c'est la même chose).

Un conseil gratuit : assurez votre assurance-vie en euro avec un peu d'or (10%). Il n'est pas cher et il devrait vite retrouver son cours de 2012.



Source : <https://www.goldbroker.fr/>

Rendez-vous à la prochaine étape : le 5 décembre prochain, date à laquelle le comité économique et financier du Conseil rend un avis sur le rapport de la Commission portant sur la dette de l'Italie.

Mais évidemment, si vous pensez que la dette italienne sera payée par les récipiendaires du revenu universel ou les « riches » Italiens, vous pouvez vaquer à vos occupations comme d'habitude.

Le risque, c'est qu'à force de croire que demain on raserait gratis (grâce à l'Etat), vous voilà tondu jusqu'à l'os (par l'Etat).

(1) <https://www.reuters.com/article/us-italy-bonds-analysis/dearth-of-italian-bond-deals-flashes-long-term-debt-danger-idUSKCN1NP1W6?il=0>

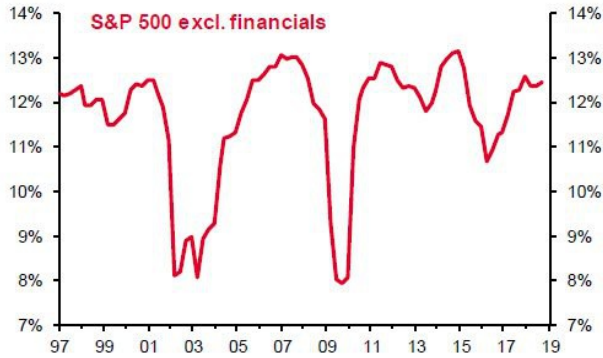
(2) <https://www.reuters.com/article/italy-bonds-pimco/corrected-pimcos-bond-chief-balls-says-italy-default-cannot-be-ruled-out-idUSL8N1XW3PT>

## **Thanksgiving Day, le rebond fait faux bond!**

**Bruno Bertez 22 novembre 2018**

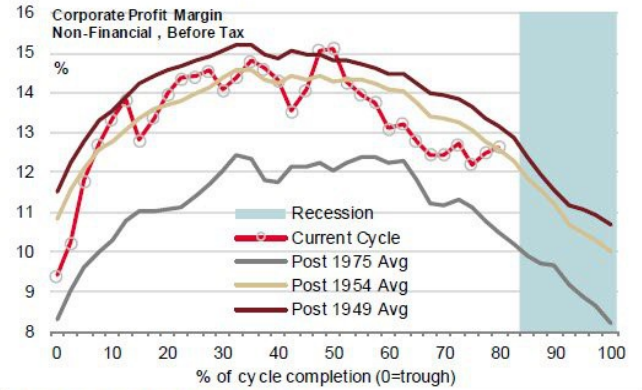
En termes de comptabilité nationale, la profitabilité du capital US a clairement recommencé à baisser, mais il n'y a pas que la profitabilité, les marges bénéficiaires également sont en érosion. Et cela va s'accroître avec la hausse des coûts salariaux et des coûts financiers. Par ailleurs les astuces comptables et les buy backs vont avoir plus de difficulté à dissimuler la situation. Le reporting, les bénéfices déclarés vont décevoir.

Toppish US EBIT margin (S&P 500 excluding financials)



Based on historical constituents excluding financials.  
Source: Worldscope, Datastream, SG Cross Asset Research/Fruity Strategy

US profit margin through a cycle



Source: SG Cross Asset Research/Economics

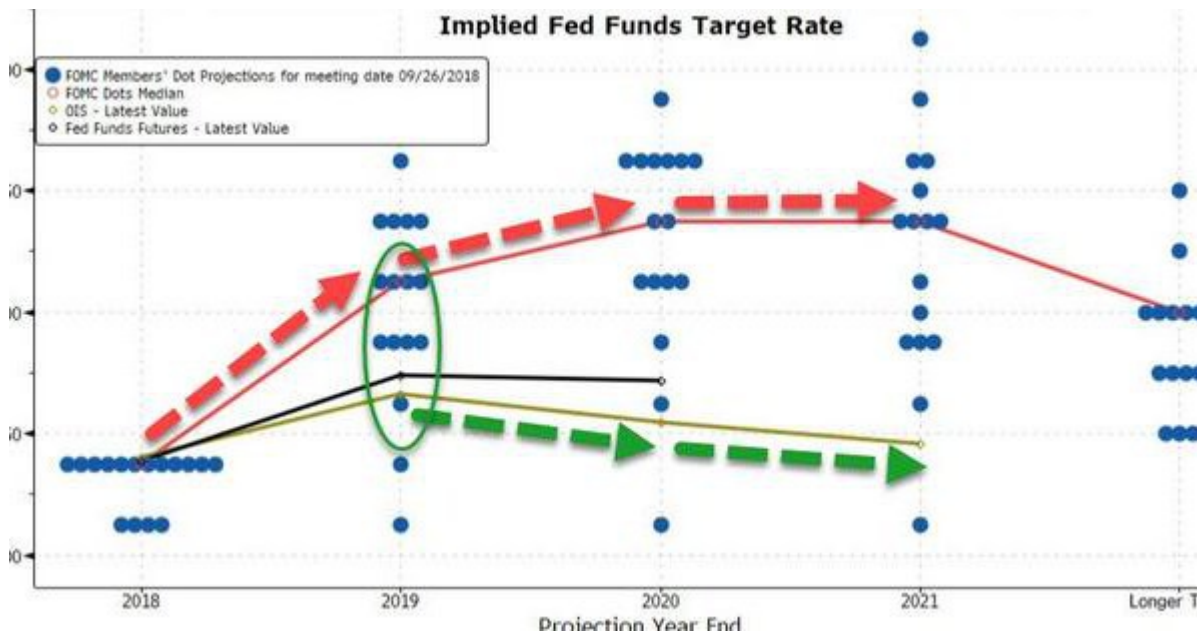
Les rumeurs intéressées disent que la Fed va stopper ses hausses de taux dès le printemps.

Rien ne justifie à ce jour ces rumeurs si ce n'est le souci de manipuler les marchés.

A mon sens avant d'aller dans cette direction et de stopper la normalisation, Powell donnera un ou des signaux. N'oubliez pas qu'en octobre il nous a dit que nous étions encore loin des taux neutres. A mon avis un jour il dira que nous en approchons mais d'une façon indirecte, il dira par exemple que dorénavant les hausses de taux seront data dépendantes, elles dépendront des nouvelles statistiques économiques.

Quand ce sera le moment, les marchés connaîtront un rebond, peut être même un beau rebond, mais ce sera épidermique car toute la question sera de savoir si il n'est pas trop tard: il y a si longtemps que la Fed a commis son erreur majeure de politique que l'arrêt de la normalisation pourrait très bien n'avoir aucune incidence réelle.

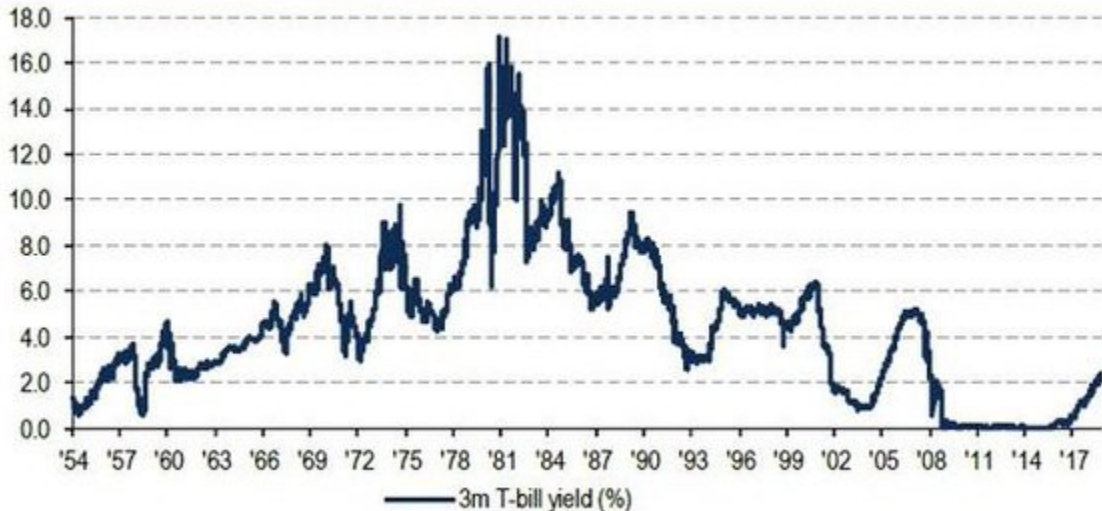
Goldman Sachs ne croit que la situation justifiera un changement de politique de la Fed dans un avenir proche: les spreads sont encore étroits et la croissance est encore au dessus du potentiel.



La BofA pense que les marchés ont fait leur top en 2018, elle fait remarquer qu'avec la hausse

des taux courts il y a maintenant une alternative aux actions; on peut se mettre au parking et gagner un rendement décent. Les actions rapportent 1,9% , les taux courts sont nettement au dessus de 2% et ils vont encore monter.

**Chart 1: Cash yields are now higher than the dividend yield of 1.9% of S&P 500 stocks  
3-month US Treasury bill yield (%), 1954-present**

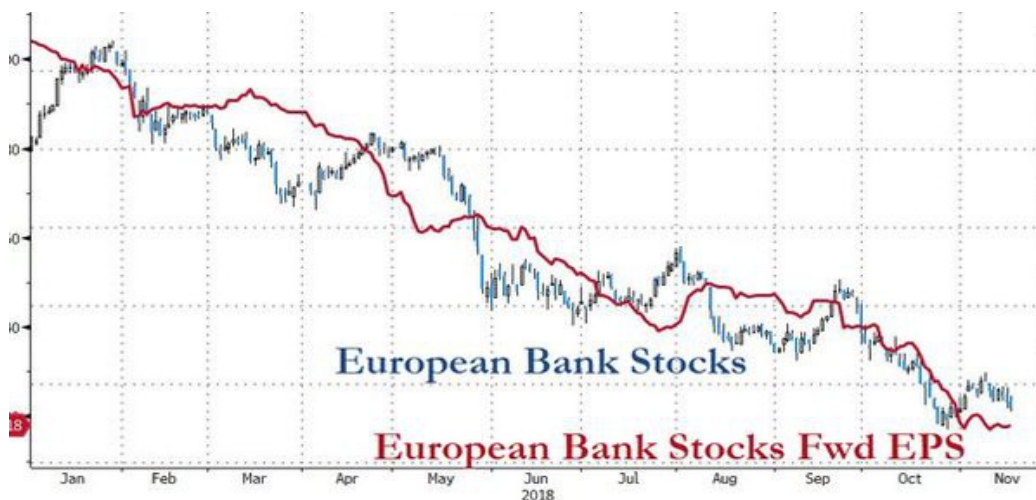


Source: Federal Reserve/Bloomberg US Equity & US Quant Strategy

Beaucoup de commentateurs considèrent que le marché européen est à acheter. nous nous sommes élevés contre cette idée depuis 2016 et nous maintenons cette position. Pourquoi? Parce que tout est artificiel en Europe et que l'on ne sait pas où se trouvent les points d'équilibre. Les marchés obligataires sont une catastrophe en attente d'arriver en raison des interventions de la BCE. Ou trouvera-t-on les acheteurs le jour où la BCE stoppera ses interventions.

Je n'aborde pas ici la question des risques politiques car elle est très complexe.

Les banques sont en très mauvais état, on ment et on triche: les marchés eux ne se trompent pas, regardez les graphiques.



Si nous avons un pari d'investissement à faire pour le vrai long terme, nous le ferions sur la Grande Bretagne.

# **« Le vrai courage du patron de PSA qui ose dénoncer la supercherie du véhicule électrique. Les gilets jaunes vont être contents ! »**

par [Charles Sannat](#) | 22 Nov 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Les « mamamouchis », généralement, pour ne pas dire presque tout le temps, ne brillent pas par l'originalité de leurs pensées toujours convenues et nécessairement dans le spectre « moyen » de la « moyenne » souhaitée et admise par le système dont ils ne sont que des serviteurs extrêmement bien payés.

Être un « mamamouchi », c'est être un servile collaborateur. Un « salarié » presque comme les autres. C'est le prix de la paye et de la compromission qui change.

On est « meilleur », ce qui veut dire que l'on a nettement moins de problèmes moraux quand le chèque comporte plusieurs zéros.

Dans ce monde affligeant qu'est celui de la politique ou des « grands patrons », qui n'ont rien de grand et ne raisonnent plus qu'en management de la peur et par la peur pour l'asservissement total de tous les salariés qui leur sont confiés, une exception assez remarquable est à noter.

C'est le patron de PSA, Carlos Tavares, qui a eu le courage immense et l'honnêteté intellectuelle de tenir des propos très critiques sur la pertinence de la voiture électrique.

La transition énergétique est une vaste fumisterie. Nos aimables politiciens se lancent dans une voie qui nous mène à un mur ou à un précipice. Il n'est en aucun possible, ni souhaitable en termes environnementaux, d'équiper tous les possesseurs de véhicules thermiques classiques par des véhicules électriques. Cela ne peut pas fonctionner. Laissons la parole à Carlos Tavares, le patron de PSA.

## **Carlos Tavares, président de PSA, propos critiques sur la voiture électrique...**

« Le monde est fou.

Le fait que les autorités nous ordonnent d'aller dans une direction technologique, celle du véhicule électrique, est un gros tournant.

Je ne voudrais pas que dans 30 ans on découvre quelque chose qui n'est pas aussi beau que ça en a l'air, sur le recyclage des batteries, l'utilisation des matières rares de la planète, sur les émissions électromagnétiques de la batterie en situation de recharge ? »

« Comment est-ce que nous allons produire plus d'énergie électrique propre ?

Comment faire pour que l'empreinte carbone de fabrication d'une batterie du véhicule électrique ne soit pas un désastre écologique ?

Comment faire en sorte que le recyclage d'une batterie ne soit pas un désastre écologique ?

Je m'inquiète en tant que citoyen, parce qu'en tant que constructeur automobile, je ne suis pas

audible. »

« [...] On est en train d'évoluer d'un monde où la technologie était neutre vers un monde où on nous instruit d'aller dans la direction du véhicule électrique. [...]

Simplement, si on nous donne l'instruction de faire des véhicules électriques, il faut aussi que les administrations et les autorités [...] assument la responsabilité scientifique du fait qu'ils nous ont instruits de faire des véhicules électriques. »

Depuis cette intervention, Carlos Tavares a réitéré à plusieurs reprises son scepticisme, notamment le 1er septembre dernier, comme le rapportait alors *Ouest-France* : « L'alerte que j'ai voulu donner il y a quelques mois est qu'il n'y a pas [...] d'études d'impact, ni d'études à 360 degrés de ce que signifie une mobilité 100 % électrique. Les gouvernements et les responsables politiques de l'Union européenne sont en train de prendre la responsabilité scientifique du choix de la technologie. »

***Les propos hallucinants sur les autres dirigeants qui sont plus légalistes !***

**Voici comment le journaliste vient relativiser et amoindrir la portée des propos de Carlos Tavares.**

« Avis sincère ou effet d'annonce ? Difficile de trancher, selon Florence Lagarde : «C'est un peu inattendu, car il est le seul dirigeant de constructeur automobile à tenir ce discours anti-électrique et anti-réglementation, les autres sont plus légalistes et moins dans l'avis personnel. [...] C'est peut-être réellement ce qu'il pense, car il en est persuadé, mais ça peut aussi être une posture alarmiste pour frapper les esprits.» »

Vous rendez-vous compte du niveau d'incapacité collective de penser dans laquelle nous sommes tombés ?

Si un individu, et il s'agit tout de même du patron de l'un de nos plus gros groupes, émet des « réserves » somme toute très « polies », on indique implicitement qu'il n'est pas « légaliste ».

Je ne sais pas vous, mais moi je trouve que Carlos Tavares est un révisionniste climatique. Certainement. Il doit bien être aussi un « phobe ». Oui, c'est ça, c'est un « électricophobe ».

Je pense même que pour dire des choses pareilles, il doit être un peu fasciste et raciste... Avec un prénom comme Carlos, je suis persuadé que c'est un raciste anti-électrique.

**N'oublions jamais que quand tout le monde pense pareil, plus personne ne pense.**

Encenser la diversité c'est très bien, mais cela implique aussi... une diversité de pensée, et les sociétés ne se développent et ne s'épanouissent que lorsque les opinions peuvent s'exprimer.

Bravo donc au courageux Tavares pour sa liberté de ton précieuse dans ce secteur, où il n'est plus autorisé de penser. Le réchauffement climatique ne se discute pas. La politique écologiste ne se discute pas. La politique nucléaire de la France ne se discute pas. La transition énergétique ne se discute pas... La fiscalité ne se discute pas.

Quoique pour ce dernier point, les prochaines semaines pourraient bien faire évoluer les choses.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

## **Pierre Moscovici attaque l'Italie : « Les dérapages italiens sont considérables »**

« Dans une interview aux «Échos», le commissaire européen explique pourquoi la Commission a décidé d'aller au clash avec Rome sur ses finances publiques. Il met en garde contre un projet de budget qui va à l'encontre de l'intérêt de la population italienne, et insiste sur la nécessité de jouer collectif pour la survie de la zone euro.

### **Est-il raisonnable d'ouvrir les hostilités face à un gouvernement italien qui pilonne la Commission ?**

« Nos analyses des projets de budget des pays de la zone euro doivent être lues à la lumière du contexte macroéconomique : des fondamentaux solides, mais des incertitudes mondiales à la hausse et de fortes divergences entre États-membres. Dans ce contexte, la Commission n'agit pas au nom d'une règle rigide ou arbitraire, mais parce qu'il est plus que jamais nécessaire de coordonner les politiques économiques pour la croissance et l'emploi. La zone euro ne peut pas exister, progresser, se renforcer si chacun fait cavalier seul.

Dans le cas italien, notre proposition est la conséquence logique de la décision des autorités italiennes de ne pas modifier leur projet de budget. Dès lors, nous ne pouvons pas changer notre analyse ni nos conclusions. Nous continuons de penser que ce projet de budget présente des risques pour l'économie italienne, ses entreprises, ses épargnants et ses contribuables, tout simplement parce qu'il risque d'accroître la dette. Une dette dont le service représente déjà 65 milliards d'euros par an ! C'est l'équivalent du budget de l'éducation nationale en Italie, et cela représente 1 000 euros par Italien. Contrairement à ce que certains prétendent, un tel budget ne peut pas être «bon pour le peuple». Il risque juste d'obérer l'avenir. Nous prenons donc nos responsabilités, sachant que la Commission n'agit pas seule, mais selon des règles décidées par tous, et sous le contrôle des autres États membres. »

Voilà donc la position de l'Europe.

Ce sera la guerre avec l'Italie.

L'idée ? Faire plier l'Italie.

Négociations ?

Aucune.

Obéir.

Pour les gilets jaunes, c'est la même chose.

Vous n'êtes pas contents ? On vous entend, mais on s'en fiche !

Négociations ?

Aucune.

Obéissez.

Soumettez-vous.

Il n'y a pas d'alternative.

Le projet européen tel qu'ils l'ont conçu ne se discute pas.

Ce qui ne se discute pas c'est notre géographie. Pour tout le reste, heureusement, il y a tellement de façons différentes de traiter un sujet !

N'oubliez pas cette citation de JFK que je porte au bas de chacun de mes éditos : « **À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes.** »

Nous y sommes, et Bruxelles et la Commission vont embraser l'Italie. Ils n'ont pas idée du ressentiment des peuples méprisés.

*Charles SANNAT*

## **Les GAFAs ont perdu près de 1 000 milliards de dollars de valeur depuis cet été**

Par Arnaud Leparmentier Le Monde.fr 21 novembre 2018

*La dépression qui frappe Wall Street s'est aggravée mardi avec un plongeon d'Apple. Après avoir tiré la cote depuis des mois, les technologies accélèrent sa chute*



*Un trader de Wall Street, le 26 octobre. Richard Drew / AP*

Les gains de 2018 sont désormais effacés. Les trois principaux indices de Wall Street – Dow Jones, S&P 500 et Nasdaq – ont poursuivi leur chute, mardi 20 novembre, perdant respectivement 2,2 %, 1,8 % et 1,7 %, entraînés par la déroute des valeurs technologiques. Le Nasdaq enregistre un recul de 15 % depuis le plus haut niveau atteint fin août.

En cause, la conviction des investisseurs que « les arbres ne montent pas jusqu'au ciel » et que la croissance, même dans ce secteur, ne sera pas éternelle. La correction a certes des causes macroéconomiques – hausse des taux par la Réserve fédérale (Fed, banque centrale américaine), fin du stimulus fiscal, guerre froide commerciale avec la Chine —, mais les causes sont le plus souvent microéconomiques. Et c'est ce qui inquiète les investisseurs.

Apple, l'entreprise qui valait 1 000 milliards de dollars (880 milliards d'euros) cet été, a perdu un quart de sa valeur depuis le plus haut du 3 octobre. Ses fournisseurs ont fait part de la baisse des commandes de microprocesseurs, tandis que la firme de Cupertino, en Californie, a fait savoir qu'elle ne préciserait plus les ventes de ses iPhone, signe que le marché commence à saturer et que la vache à lait ne le serait peut-être pas éternellement.

### **Croissance décevante pour Amazon, scandale pour Facebook**

Il en va de même pour Amazon, seconde entreprise à franchir le cap des 1 000 milliards de dollars de capitalisation, qui a perdu 27 % depuis début septembre. La firme fondée par Jeff Bezos a présenté un chiffre d'affaires en croissance décevante, et c'est cet indicateur que les opérateurs ont décidé de prendre en compte. Depuis des mois, ils saluaient l'entreprise qui parvenait enfin à augmenter ses profits.

Deuxième sujet, la régulation. Facebook est, depuis longtemps, pris dans le scandale des comptes manipulés pendant la campagne présidentielle américaine de 2016, et son patron Mark Zuckerberg, qui « bunkerise » son entreprise, est toujours plus contesté. Le réseau social a perdu 40 % de sa valeur depuis juillet.

C'est au tour d'Alphabet, la maison mère de Google, d'être mise en cause : l'entreprise est soupçonnée d'avoir voulu biaiser son moteur de recherche. Explication, lorsque Donald Trump a décidé, à l'hiver 2017, d'interdire l'accès au territoire américain à des ressortissants de pays à majorité musulmane, des employés de Google ont débattu pour savoir s'il fallait inclure un biais pro-immigration dans leur moteur de recherche. La direction du groupe a nié toute mise en œuvre de ce biais politique. Il n'empêche, le soupçon est instillé. S'y ajoute la mise en cause des pratiques commerciales de Google qui lui ont valu, [en Europe, une amende de 4,34 milliards d'euros](#). L'entreprise a perdu un cinquième de sa valeur.

### **« Le marché ne fonctionne pas »**

Ensemble, ces quatre sociétés (regroupées sous le nom de « GAFA » pour Google, Apple, Facebook et Amazon) ont perdu, depuis leurs plus hauts respectifs, près de 1 000 milliards de dollars de valeur (979 milliards, exactement).

Les marchés craignent que la technologie ne soit l'objet d'une régulation plus forte. Tim Cook, patron d'Apple, l'a jugée « *inévitable* », dimanche 18 novembre. « *Je crois fondamentalement dans le marché, mais nous devons admettre que [celui-ci] ne fonctionne pas. Je pense que le Congrès ou l'administration légiféreront à un moment ou à un autre.* » L'administration Trump souhaite une politique antitrust plus dure. L'attitude de la Chambre des représentants, à majorité démocrate, est incertaine – la gauche devrait hésiter à s'attaquer à son fief de la Silicon Valley.

La chute boursière a des explications techniques : des investisseurs ont acheté des valeurs technologiques depuis le creux d'octobre, croyant faire de bonnes affaires. Engrangeant des pertes, ils sont forcés de remettre leurs titres sur les marchés, accroissant la baisse. Celle-ci se généralise, avec la dette de General Electric, en passe d'être traitée comme un *junk bond* (« obligation pourrie »), l'affaire Carlos Ghosn chez Renault-Nissan ou l'effondrement des

cours du pétrole, qui ont perdu 30 % depuis début octobre.

Arnaud Leparmentier (New York, correspondant)

## Notre gouvernement cache-t-il intentionnellement 21 000 milliards de dollars de dépenses ?

Par [Laurence Kotlikoff](#) – Le 21 juin 2018 – Sources [Forbes](#)



*Des pièces de dix cents fraîchement frappées sont déversées dans un contenant avant d'être comptées et emballées au Colorado, U.S. Photographe : Luke Sharrett/Bloomberg*

Dans notre [chronique précédente](#), Mark Skidmore et moi avons écrit au sujet d'environ 21 000 milliards de dollars en transactions gouvernementales non comptabilisées, principalement dans le domaine de la défense. Les bureaux de l'Inspecteur général (OIG) du département de la Défense (DOD) et du département du Logement et de l'Urbanisme (HUD) font référence à ces transactions comme étant des « ajustements non justifiés de pièces de livres de comptes ». C'est un langage de comptabilité poli pour parler d'argent perdu, caché ou volé. Si de tels « ajustements » étaient minimes, ce serait une chose. Mais ils ont totalisé quelque 21 000 milliards de dollars entre 1998 et 2015 !

L'origine de notre chronique était [un rapport](#), publié il y a environ neuf mois, par Mark Skidmore et Catherine Austin Fitts. Catherine est une ancienne secrétaire adjointe (sous Bush 1) du département du Logement et du Développement urbain (HUD). Des milliards de dollars de transactions gouvernementales non comptabilisées (278,5 milliards de dollars pour la seule année 2015 !) émanant du HUD ont initialement attiré l'attention de Catherine en 2000 dans le cadre de ses responsabilités ultérieures de conseillère financière principale de l'Administration fédérale du logement (FHA). Catherine n'a pas été en mesure d'obtenir une explication pour l'argent perdu du HUD et s'est inquiétée que quelque chose de terriblement inapproprié puisse se produire au HUD et au DOD et sur les marchés financiers connexes sans que le public le sache. Elle est restée préoccupée pendant des années et a fait part de ses préoccupations au professeur Skidmore il y a plus d'un an. Depuis lors, Fitts et Skidmore ont demandé à plusieurs reprises à l'OIG de la Défense d'expliquer pourquoi il ne peut pas expliquer des milliards de dollars de dépenses apparemment irrégulières, sinon illégales. Ils n'ont reçu aucune réponse, à

part un accusé de réception des demandes.

Récemment, un enregistrement vidéo sur C-Span a été porté à notre attention, dans lequel [David Norquist](#), contrôleur de gestion au département de la Défense, a expliqué au député Walter Jones la nature des 6 500 milliards de dollars d'ajustements non justifiés pour l'Armée en 2015. Vous pouvez [voir son témoignage ici](#). En résumé, Norquist dit que les ajustements non justifiés sont le résultat de changements dans le « livre de propriété » qui peuvent s'élever à des centaines de milliards de dollars. Selon Norquist, étant donné que le système de suivi du livre des biens n'est pas intégré au système de suivi du grand livre des fonds généraux, d'importants ajustements non justifiés sont nécessaires pour le rapprochement. Bien que son témoignage ne soit pas tout à fait clair, il semble que M. Norquist laisse entendre que les changements dans l'évaluation des immobilisations corporelles attribuables à l'amortissement, aux fermetures de bases, à l'équipement devenu désuet, etc. entraînent d'énormes ajustements qu'il n'est pas possible de documenter.

Si nous avons été présents à l'audience, nous aurions posé les questions suivantes à M. Norquist. Le [rapport](#) mettant en évidence des ajustements non justifiés de 6 500 milliards de dollars indique en effet que 164 milliards de dollars d'ajustements difficiles à documenter étaient nécessaires pour régler les problèmes liés à la « propriété » (voir page 27 du rapport). De toute évidence, 164 milliards de dollars en rajustements, c'est substantiel. Pourtant, rien n'indique pourquoi les propriétés, l'équipement, etc. ont nécessité des changements d'évaluation aussi importants. De plus, les 164 milliards de dollars représentent moins de 2% des 6 500 milliards de dollars. Pourquoi a-t-on eu besoin de 6 300 milliards de dollars supplémentaires en ajustements non justifiés ? À notre connaissance, il n'existe pas de rapport public contenant des explications détaillées ou des données supplémentaires. De plus, le fait que le Bureau de l'Inspecteur général du ministère de la Défense n'ait pas répondu aux demandes de renseignements raisonnables et que M. Norquist n'ait pas fourni d'explications suffisantes donne à penser que nos comptables gouvernementaux ne peuvent pas comprendre ce qui s'est passé autour de ces milliers de milliards de dollars en dépenses ou transactions « non justifiées ».

Rappelons qu'il ne s'agit pas simplement d'une comptabilité ennuyeuse. Des milliers de milliards de dollars en dépenses non justifiées, si c'est ce qui est en cause ici, ce sont des milliers de milliards de dollars de nos impôts qui sont dépensés à notre insu. Si c'est le cas, il s'agit de la plus grande tromperie financière gouvernementale de l'histoire du pays.

Bien que la description par Norquist des ajustements non justifiés ne soit pas la seule à avoir été proposée, il est possible de procéder à une certaine analyse pour évaluer la véracité de cette explication. Prenons le cas de l'Armée, pour laquelle nous avons trouvé 11 500 milliards de dollars d'ajustements non justifiés au cours de la période 1998-2015. Au cours de cette période, les dépenses autorisées du fonds général de l'Armée se sont élevées à environ 2 000 milliards de dollars. Nous savons d'autres sources qu'environ 40% du budget de l'Armée est affecté aux frais de personnel et n'a donc pas été utilisé pour l'achat de biens immobiliers, d'équipement, etc. Aux fins du présent exercice, supposons que le montant restant (60% des 2 000 milliards de dollars, soit 1 200 milliards de dollars) a été utilisé pour acheter des biens, de l'équipement, etc. et supposons que toutes ces dépenses soient entièrement amorties à 100%. Pendant combien d'années l'armée pourrait-elle radier toutes les dépenses non liées au personnel et les qualifier

ensuite d'ajustement non justifiés ? Entre 1998 et 2015, le budget annuel moyen de l'Armée s'élevait à environ 118 milliards de dollars, dont environ 71 milliards de dollars par année pour les dépenses non liées au personnel. En divisant 11 500 milliards de dollars par 71 milliards de dollars, on constate que l'Armée aurait pu radier entièrement toutes les dépenses non liées au personnel au cours des 163 dernières années (en supposant une allocation budgétaire stable en termes réels), et qu'elle aurait ensuite qualifié cet ajustement de non justifié. D'après cette évaluation, il semble que l'explication de M. Norquist ne passe pas le test du doigt mouillé.

Fin mai 2018, un étudiant diplômé de Mark Skidmore à l'Université de l'État du Michigan a trouvé le rapport le plus récent pour le DOD sur le site Web de l'OIG. Il résume les ajustements non justifiés pour l'année fiscale 2017. Toutefois, le présent document diffère de tous les rapports précédents en ce sens que tous les chiffres relatifs aux ajustements non justifiés ont été expurgés. En d'autres termes, toutes les informations pertinentes ont été masquées. Le rapport peut être [consulté ici](#). Nous croyons que les expurgations sont le résultat direct du fait que nous avons exposé cette question. Cette exposition était importante. Notre [chronique précédente](#) est devenue virale avec plus de 129 000 visites.

Malgré les rapports du bureau de l'Inspecteur général qui font état de milliers de milliards d'ajustements non justifiés, le Congrès continue d'affecter des fonds sans exiger d'améliorations significatives en matière de transparence et de responsabilité. La devise du Washington Post est « La Démocratie meurt dans l'obscurité ». C'est bien vrai. Il est temps pour le Congrès et son organe de vérification, le General Accountability Office (GAO), d'allumer la lumière – d'enquêter et d'expliquer au public américain ces ajustements massifs et non documentés qui peuvent signaler des malversations gouvernementales et des violations légales à grande échelle. Contrairement aux documents fondateurs de certains pays, notre Constitution n'admet pas de perdre de l'argent, de cacher de l'argent ou de voler de l'argent. En effet, l'abus de biens est un délit passible d'une mise en accusation.

Cela dit, les 21 000 milliards de dollars d'ajustements financiers non documentés pourraient avoir une explication innocente. Dans l'affirmative, pourquoi personne ne peut les fournir ? Et pourquoi notre gouvernement cache-t-il maintenant systématiquement ces ajustements aux yeux du public ? Je ne suis pas du genre à voir une conspiration sous chaque buisson, mais l'histoire de nos pays comprend un bon nombre de conspirations gouvernementales bien documentées, la conspiration du Watergate étant peut-être la plus connue.

---

**Laurence Kotlikoff** est professeur d'économie à l'Université de Boston, membre de l'American Academy, associé de recherche au NBER et président de Economic Security Planning, Inc. qui commercialise des outils de planification financière personnelle sur [maxifiplanner.com](http://maxifiplanner.com).

*Cette chronique est rédigée en collaboration avec Mark Skidmore, professeur d'économie à la Michigan State University.*

## **Gilets jaunes et vendredi noir**

*Rédigé le 21 novembre 2018 par [Simone Wapler](#)*

*La monnaie est de nos jours de la dette. Les garants en dernier ressort de cette dette sont les contribuables, qui commencent à être exaspérés.*

Hier encore, la gravité est revenue se rappeler au bon souvenir de la pomme : elle tombe de son arbre qui ne montera pas jusqu'au ciel.

Apple a encore chuté, les FAANG continuent à être vendues sur les marchés actions ; il semble bien que le sommet ait été atteint.

Malgré la chute récente, le prix des actions – notamment américaines – reste toutefois à des niveaux historiquement anormaux si on le rapporte au rendement, c'est-à-dire aux dividendes.



Mais – comme je m'use à l'écrire presque quotidiennement – ce qui se passe sur les marchés actions n'est pas sérieux. Le plus important pour vos investissements se passe sur le marché obligataire.

La hausse artificielle des actions a été obtenue par la baisse artificielle du coût du crédit, ce qui a multiplié la monnaie.

Car la monnaie d'aujourd'hui est à 90% de la dette, depuis le solde créditeur de votre compte en banque à votre future pension de retraite en passant par votre assurance-vie. La banque vous doit quelque chose, votre organisme de retraite aussi, votre assureur aussi.

La monnaie suprême – les dettes publiques – est garantie par une banque centrale. Mais les vrais garants, ce sont les contribuables. Les banques centrales ont créé une somme astronomique de dettes en rendant le crédit quasi-gratuit. Seulement, les banques centrales ne peuvent pas créer des contribuables solvables.

Ce qui m'amène aux gilets jaunes et à la révolte fiscale qui couve.

Je vais vous faire une confidence, cher lecteur. J'ai fait deux vœux depuis bien longtemps :

-1- ne jamais écouter des hommes politiques qui prétendent baisser les impôts sans avoir même expliqué comment ils baissent *au préalable* les dépenses du gouvernement, et donc la taille de l'État.

-2- ne jamais prêter attention aux gens qui se plaignent de *leurs* impôts tout en en réclamant plus pour les autres.

La conséquence du premier vœu est que la vie politique ne m'intéresse pas.

Lorsque les grands médias ont relayé l'égérie de ce mouvement, Jacline Mouraud, j'ai immédiatement catalogué les gilets jaunes en 2.

« La seule chose qui pourrait aujourd'hui apaiser la colère immense qu'il y a dans ce pays, c'est qu'ils rétablissent l'ISF. Il n'y a que ça », expliquait le 6 novembre Jacline Mouraud sur le plateau de *C à vous*.

Conformément à mon vœu, j'avais donc décidé de me désintéresser de cette affaire.

Il faut se méfier des grands médias, de la représentation qu'ils donnent.

J'étais ces derniers jours en province, dans le centre, là où les gens pour travailler roulent quotidiennement en voiture sur des routes transversales. J'ai vu des barrages où se côtoyaient des gens très variés. Pour une infirmière libérale, un commerçant, un artisan, un salarié d'une petite entreprise, qui travaillent ensemble tous les jours, l'ennemi n'est pas le « patron ».

L'ennemi commun qui pourrit la vie est l'Etat, ses règlements, ses formulaires, ses oukases et bien sûr, ses impôts.

## La taxation du carburant n'est pas le seul problème !

(et Macron n'est pas le seul fautif)



Votre plein à 70 € ?

28 € de carburant

42 € pour l'État !



2800 € : votre vrai salaire en CDI ou en CDD ?

1700 € net pour vous

1100 € pour l'État !

Pas si vite, il y a encore l'impôt sur le revenu et 20% de TVA sur tout ce que vous achetez !



Une visite chez le médecin à 25 € ?

12 € pour lui

13 € pour l'État !



Vous avez un bas de laine ?

Chaque jour, l'État vous en vole un peu en créant de la monnaie *ex-nihilo* !

Euro ou Franc, aucune différence ! Si vous les conservez, vous êtes volés !



Vous mourrez ? Pas de bol ! Votre patrimoine de 300 000 € ira à...

240 000 € pour vos enfants

60000€ pour l'État !

Minute ! Ici, on ne compte pas la taxe carburant, la taxe foncière ni les centaines d'autres, ni l'inflation artificielle des prix, ni tous les trucs obligatoires qui coûtent des sous et qui ne servent à rien !



En définitive, un salarié moyen se fait voler environ 70% de ses revenus. Elle est pas belle, la vie ?

30% pour lui

70 % pour l'État !

Youtube : **Radio Volontarisme**  
Facebook : **Jean-David NAU**

## La taxation du carburant n'est pas le seul problème !

(et Macron n'est pas le seul fautif)

Nous sommes accablés de taxes supposées servir, nous dit-on, à la bonne marche du pays, à l'organisation de services publics et même, depuis peu, à faire la pluie et le beau temps, littéralement, puisque nos gouvernements successifs se sont mis en tête de contrôler le climat. Rien que ça !

Mais comment cet État manifestement incapable de réaliser une chose aussi simple qu'équilibrer un budget pourrait-il être en mesure d'accomplir des tâches aussi infiniment complexes qu'organiser la santé, les retraites, les transports, l'école, l'énergie, et tout le reste ?

Voyons la réalité en face : **aucun programme du gouvernement ne fonctionne de mieux en mieux**. Au contraire, tous, sans aucune exception, vont de mal en pis. Tous de plus en plus déficitaires, ils se révèlent incapables de remplir leur mission initiale sur le long terme.

La Sécurité sociale (que le monde nous envie paraît-il), lancée sur les chapeaux de roues après la dernière guerre est déficitaire et rembourse chaque année de moins en moins bien.

Le système de retraites par répartition n'est rien d'autre qu'une pyramide de Ponzi : une vulgaire arnaque exigeant une croissance exponentielle des cotisants, jusqu'à l'effondrement inévitable.

La justice est lourde, lente et si abominablement hors de prix que les particuliers en sont littéralement exclus car ils risquent de tout y perdre.

Quant à la police et à l'armée... Deux institutions incapables de mater les bandes de voyous qui sévissent dans toutes les villes de France, mais implacables contre le contribuable moyen.

Face à ces échecs, la réponse des gouvernements successifs est toujours la même : **plus de taxes pour renflouer un système vicié à son origine** ! À un moment, il n'y aura plus d'argent à prendre chez les Français. Tout s'effondrera alors et ce sera le chaos.

**Pour éviter ce chaos,  
l'État obèse DOIT faire un régime.  
Nous devons l'y contraindre !**

Ne jetez pas ce papier sur la voie publique. Montrez-le plutôt à vos amis !

Le prélèvement à la source – qui entrera en vigueur en 2019 – devrait encore rajouter de l'huile sur le feu.

Et à propos de feu...

Dans le centre, beaucoup de gens se chauffent au bois en complément de l'électricité ou du fioul (les canalisations de gaz sont assez rares en milieu rural).

Le plus souvent, le combustible choisi n'est pas des pellets, ces granulés qu'on achète à la grande surface du coin en payant la TVA, mais le bois qu'on coupe soi-même en aidant un voisin à abattre un arbre malade, en dégagant un chemin.

Il est maintenant question de rendre obligatoire l'équipement des poêles avec des filtres à particules et catalytiques. Encore un tribut à l'Etat, de la paperasse, des contrôles, des contraintes. Une conversation entre un commerçant et un quidam venu rechercher une tronçonneuse en réparation entendue samedi était édifiante. Après la limitation rabaissée à 80 km/h, le renforcement du contrôle technique, l'augmentation de l'électricité et du gaz, l'exaspération monte.

### Où mène l'exaspération fiscale...

Les Etats-Unis sont nés en leur temps d'une révolte fiscale : ne pas payer l'impôt à l'Angleterre.

En 1775, le colonel Gadsden crée ce signe de ralliement des libéraux-libertariens dont la devise pourrait être traduite par « ne me marche pas dessus » ou « bas les pattes ».



Benjamin Franklin lui-même aurait choisi le serpent à sonnette car c'est un animal inoffensif, tant qu'on ne lui marche pas sur la queue !

Ce drapeau tend à devenir un signe qu'on retrouve de plus en plus dans des manifestations antifiscales à travers le monde.

Il est vrai que c'est un symbole plus parlant que notre « arbre de la liberté » né à la Révolution. Car même avec le lyrisme de Victor Hugo, cela reste peu intuitif :

*« C'est un beau et vrai symbole pour la liberté qu'un arbre ! La liberté a ses racines dans le cœur du peuple, comme l'arbre dans le cœur de la terre ; comme l'arbre, elle élève et déploie ses rameaux dans le ciel ; comme l'arbre, elle grandit sans cesse et couvre les générations de son ombre » .*

Le crotale, est, avouons-le, plus explicite.

En ce moment, le folklore américain que les grands médias essayent de nous vendre est le « vendredi noir », cette grand-messe consumériste des soldes post Thanksgiving fêtée le jeudi. Les gilets jaunes empêcheraient le commerce du vendredi noir de prospérer, s'inquiètent déjà certains rats des villes. Une inquiétude que ne partagent probablement pas les rats des champs. Entre les deux folklores importés, choisissez-vous le jaune ou le noir ?

## **En votre absence, la vie continue**

*Rédigé le 21 novembre 2018 par [Bill Bonner](#)*

*Notre absence ne crée pas le vide. Les événements s'empilent, dont certains pourront compter dans nos vies.*

Une semaine de plus s'achève... ralentie pour cause de Thanksgiving.

Mais on ne sait jamais.

Selon les vétérans de la finance, les jours qui précèdent un jour férié sont particulièrement révélateurs de l'humeur du marché.

Les traders n'aiment pas se mettre en danger alors qu'ils sont loin de leurs terminaux. C'est-à-dire que s'ils pensent qu'il y a une chance de krach, ils vendront en avance afin de pouvoir profiter de leur congé l'esprit en paix.

### **Quoi de neuf ?**

En attendant, nous sommes de retour chez nous, à Baltimore, après six mois à l'étranger.

« Quoi de neuf ? » avons-nous demandé.

« Le charme de la vie ordinaire », nous a répondu une voix familière.

Samedi dernier, nous avons assisté à une cérémonie en mémoire de l'un de nos cousins, Joe, décédé il y a deux semaines. Dimanche, on baptisait l'un de nos petits-enfants. Un part. Un autre arrive. Match nul.

« Les gens s'inquiètent du changement de politique commerciale de la Chine... ou de l'issue du match des Ravens. Ils passent leur temps sur leurs iPhones et leurs ordinateurs. La vraie vie continue autour d'eux... et ils ne s'en rendent même pas compte.

« Ils ne se concentrent sans doute pas sur les bonnes choses, les bons endroits et les bonnes personnes.

« Un homme gagne un milliard de dollars en Californie. Une femme gagne les élections en Arizona. Un transsexuel traîne un musée de New York devant la justice parce qu'il n'y avait pas les bonnes toilettes.

« Mais chez eux, juste sous leur nez, ils ne voient rien. Nous n'avons même jamais rencontré la femme de ton cousin ».

Nous n'avions pas beaucoup vu Joe ces 50 dernières années. Au début des années 1960, nous travaillions avec nos cousins dans les champs de tabac — réquisitionnés pour ce dur labeur par des oncles en quête désespérée de main-d'œuvre bon marché.

Mais en juin 1966, nous avons terminé le lycée. En septembre, nous nous étions tous dispersés — qui pour rejoindre l'armée... qui pour fonder un foyer et une carrière... qui pour partir à l'université... ou simplement disparaître.

En 1970, au moins trois de notre petit cercle d'amis étaient morts. L'un d'entre eux avait succombé à une overdose. Un autre avait été tué dans une rixe dans un bar. Le troisième est mort à la guerre.

Le reste d'entre nous tentait simplement de relever les défis de la vie ordinaire — gagner sa vie, se marier, avoir des enfants, et s'en tirer du mieux qu'on peut.

Et la vie a continué... pendant un demi-siècle.

### **Une vie en photos**

La cérémonie de samedi était la première de ce qui promet d'être une longue série. Notre cousin est décédé septuagénaire... d'une maladie « liée à l'âge ».

C'est-à-dire qu'il n'est pas mort prématurément d'une crise cardiaque, d'un accident de la route ou d'un accident médical.

Il est mort comme le reste d'entre nous le sera — d'une chose aggravée par une autre et mise en mouvement par l'usure du temps. Nous avons tous plus de 70 ans... et nous avons tous une main perdante.

Joe a déjà encaissé ses jetons.

Mais là, épinglée sur un tableau, se trouvait la vie que nous n'avons jamais vue.

Les photos montraient Joe en smoking à son mariage... avec ses frères, admirant une moto... à la plage avec ses deux sœurs... lors de la remise de diplôme de sa fille... sur un tracteur... chez lui... en vacances... durant des mariages et des anniversaires...

Toute une vie en photos... et nous n'étions sur aucune d'entre elles.

Nous sommes allés en Europe et en Amérique du Sud. Joe est resté aux Etats-Unis. Nous avons étudié l'économie et la finance. Joe a distribué le courrier.

« Tant de gens passent tant de temps à s'inquiéter des élections et de l'économie », a continué la voix familière. « Ils manquent complètement ce qu'il se passe vraiment autour d'eux, dans leurs propres familles — les choses qui comptent vraiment. Nous passons à côté de beaucoup de choses... simplement parce que nous ne sommes pas là ».

### **En notre absence...**

Le baptême de notre petite-fille, le dimanche, a attiré autant de parents que l'enterrement, mais l'occasion était plus heureuse... le début d'une vie, non la fin.

Nous nous sommes rassemblés à l'église le matin, avons aspergé d'eau la tête de la petite, et sommes rentrés à la maison pour une réception. Là encore, nous avons renoué avec des gens que nous avions à peine vus ces trois dernières décennies.

Nombre d'entre eux avaient pris de l'âge depuis la dernière fois que nous les avons vus —

grisonnants, marchant légèrement penchés... comparant leurs séjours à l'hôpital.

Leurs enfants avaient grandi eux aussi. Ils parlaient désormais d'une nouvelle génération... dont les noms ne nous étaient pas familiers.

Eux aussi vivaient leur vie.

« Quand est-ce que c'est arrivé ? » avons-nous demandé à la voix familière.

« Pendant notre absence », fut la réponse. « La vie ordinaire ne s'arrête pas simplement parce que nous sommes en train de vagabonder ailleurs. Elle continue. Nous savons ce que nous gagnons de nos voyages... mais nous ne savons pas ce que nous perdons ».

## **Trump inébranlable ?**

*Rédigé le 21 novembre 2018 par [Jim Rickards](#)*

*Depuis deux ans, rien ne semble pouvoir ébranler Trump. Mais les choses pourraient changer dès janvier 2019, or les marchés détestent l'incertitude...*

En avril 2017, peu de temps après l'investiture de Donald Trump, j'avais écrit l'analyse suivante pour mes abonnés :

*« La politique américaine a atteint son plus haut niveau de dysfonctionnement depuis la Guerre de Sécession. Ce contexte ne va pas disparaître mais s'intensifier jusqu'à ce que le président Trump soit politiquement 'désactivé', ou que ses opposants soient politiquement mis sur la touche. Cette situation sans précédent a d'énormes conséquences sur les marchés et les investisseurs...*

*Après le discours d'investiture de Trump, puis celui qu'il a prononcé face au Congrès, lors d'une session conjointe, et ses '100 premiers jours', on aurait pu penser que la Maison Blanche se serait plongée dans une routine de travail et que l'opposition se serait apaisée. C'est totalement faux. Les premières attaques réussies, engagées contre la Maison Blanche, ont enhardi les opposants de Trump, et la Maison Blanche elle-même se remet péniblement de ces attaques tout en faisant avancer son programme de façon agressive. Les deux camps prennent fermement position pour une longue bataille.*

*En réalité, les Etats-Unis vivent une deuxième guerre de Sécession. Cette fois-ci, ce n'est pas le Nord contre le Sud. A présent, c'est le président Trump et son état-major contre les démocrates, l'élite internationale, les médias grand public, les républicains conventionnels, le gouvernement permanent, les personnes nommées par Obama et Obama lui-même.*

*Cette nouvelle guerre de sécession n'est ni aussi violente, ni aussi sanglante que la première, mais les enjeux sont tout aussi élevés. La première Guerre de Sécession (1861-1865) était motivée par des questions capitales concernant la succession, l'esclavage et les droits des Etats. Elle a résolu les questions laissées en suspens par la Révolution américaine et la Convention constitutionnelle, et engagé les Etats-Unis sur la voie des droits civils et de la gouvernance fédérale qu'ils ont toujours suivie depuis. Cette nouvelle guerre civile est largement motivée par des questions de nationalisme par opposition à la mondialisation, de frontières sécurisées par opposition à leur ouverture, mais également par des questions relatives au commerce, à une monnaie saine, à une production nationale et au soi-disant*

*progressisme par opposition à la tradition.*

*L'élection de Trump à la présidence a stupéfié les forces progressistes mondialistes qui se liguent désormais contre lui. Les progressistes considèrent que leur programme est irréversible, comme une sorte de 'cliquet social-libéral' qui tournerait toujours dans une direction et ne pourrait faire marche arrière. Sauf que, désormais, Trump fait reculer ce cliquet. Mais comme avec un vrai cliquet, la résistance est forte et quelque chose va céder avant que la situation ne soit résolue.*

*De leur côté, les opposants de Trump appellent ouvertement à sa destitution, ou cherchent à créer les conditions d'une démission forcée, dans un contexte où aussi bien les républicains que les démocrates s'en prennent au président. Il n'y a pas de juste milieu. Soit Trump parvient à réprimer les progressistes, soit il n'ira pas au bout de son mandat. Ces deux éventualités pourraient énormément perturber le fonctionnement normal de la politique et de l'économie aux Etats-Unis. »*

Dans ce même article, j'évoquais cinq méthodes auxquelles cette soi-disant « Résistance » pourrait recourir pour tenter de neutraliser Trump :

- La destitution ;
- Le recours au 25<sup>e</sup> Amendement, que l'on peut invoquer pour écarter le président en cas d'incapacité mentale, entre autres motifs ;
- Une démission forcée en raison du dysfonctionnement provoqué par un harcèlement continu ;
- L'assassinat (quatre de nos présidents ont été assassinés et plusieurs autres ont été victimes de tentatives ratées) ;
- L'incapacité d'agir en raison des sabotages orchestrés par le *Deep State*.

A présent, deux ans après l'élection de Trump, 18 mois après la publication de cet article, et avec le résultat des élections de la mi-mandat, il est temps de faire le point pour voir si mes analyses tenaient la route et pour prévoir ce qui nous attend, dans le contexte de la nouvelle Guerre de Sécession américaine, et plus particulièrement de la guerre contre Trump.

Heureusement, il n'y a eu aucune tentative d'assassinat, mais les quatre autres méthodes ont été utilisées et continuent de l'être.

### **La destitution, on en reparlera dès janvier 2019**

Les démocrates ont gagné la Chambre des Représentants le 6 novembre ; ils ne devraient donc pas tarder à enclencher les auditions de destitution – dès qu'ils auront prêté serment mi-janvier. La procédure de destitution prendra énormément de temps à la Chambre, au cours du premier semestre 2019 (ce qui n'altérera pas l'agenda politique des démocrates puisqu'il est déjà mort-né). Pour les investisseurs, cela signifiera encore plus d'incertitudes de marché et la probabilité d'une baisse du marché actions en raison de cette même incertitude.

### **Le président est écarté selon le 25<sup>e</sup> Amendement**

Cette hypothèse a été lancée, récemment, par des révélations selon lesquelles Rod Rosenstein, Procureur général adjoint (*Deputy Attorney General*), aurait proposé de porter un « micro

invisible » pour piéger le président Trump lorsqu'il fait des commentaires lors d'entretiens privés, et fournir des preuves de son incapacité mentale. Cette idée est ridicule et fournit aisément un motif justifiant le licenciement de Rosenstein et d'éventuelles poursuites à son encontre. Mais cela a ravivé les fantasmes nourris par les démocrates à l'égard du 25<sup>e</sup> Amendement.

### **Le harcèlement et le sabotage incessants orchestrés par le *Deep State***

Le harcèlement dont Trump fait l'objet, principalement de la part des médias, et le sabotage orchestré par le *Deep State*, principalement de la part du Département d'Etat, du Département de la Justice et de la communauté du Renseignement, s'est poursuivi tel que je l'avais prévu. Mais en vain, toutefois. En effet, rien ne prouve que cela ait « entamé » Trump, ni même qu'il songe à démissionner. En fait, on dirait plutôt que cela lui réussit, et qu'il puise de l'énergie à montrer du doigt ses opposants, auteurs de *fake news* et de « fuites ». Ce n'est pas que de la rhétorique.

La liste des erreurs journalistiques volontaires – et des négligences commises par le *Washington Post* et le *New York Times* – est si longue à ce stade, que c'en est embarrassant. Bon nombre d'agents du *Deep State* ont été arrêtés pour avoir organisé la fuite d'informations, ou bien ont plaidé coupable d'avoir menti aux enquêteurs. Il s'agit notamment de Nathalie Edwards (arrêtée), haut-fonctionnaire au Trésor, de James Baker (qui fait l'objet d'une enquête et a démissionné du FBI), d'Andrew McCabe (qui fait l'objet d'une enquête et a été licencié du FBI), de James Wolfe (membre du comité du Renseignement au Sénat, chargé d'organiser les fuites) et bien d'autres. Le *Deep State* n'est peut-être pas mort, mais il a été démasqué.

Ces harcèlements et sabotages incessants n'ont pas freiné les projets de Trump. Il a renégocié le NAFTA, réduit les impôts, nommé deux juges conservateurs à la Cour Suprême (Neil Gorsuch et Brett Kavanaugh), partiellement révoqué l'Obamacare, resserré la sécurité aux frontières, révoqué certaines réglementations, etc. Peu de présidents ont accompli autant de choses en si peu de temps.



*Wilfred Michael Stark III (à droite), agent actif de la résistance, a été arrêté le 16 octobre 2018 pour avoir agressé une directrice de campagne républicaine, dans le Nevada. Il avait déjà été*

*arrêté et accusé d'avoir harcelé et agressé d'autres femmes républicaines.*

Donc voilà pour le palmarès de la Résistance.

Aucune tentative d'assassinat n'a eu lieu, et espérons que cela n'arrivera jamais. La destitution et le 25<sup>e</sup> Amendement ne sont que des sujets de discussion, au sein de l'extrême-gauche, pour l'instant, mais la destitution pourrait occuper le devant de la scène dès le mois de janvier. Le sabotage orchestré par le *Deep State* et le harcèlement des médias ont été démasqués mais n'ont pas ralenti les projets de Trump.

## **Quelle menace pour le monde émane des dettes chinoises en dollars ?**

Par [Or-Argent](#)- Nov 21, 2018



**La dette privée en dollars, d'environ 230% du PIB chinois, risque de provoquer une crise mondiale d'envergure, prévient Kevin Lai, chef économiste nippon pour l'Asie hors Japon chez Daiwa Capital Markets, ajoutant que la baisse du yuan compliquait le désendettement de la Chine. Un analyste chinois commente la situation pour [Sputnik](#).**

Le total des dettes en dollars dans le monde s'élève à 12.000 milliards, dont 3.000 milliards reviennent à la Chine qui n'a, selon Kevin Lai, chef économiste nippon pour l'Asie hors Japon chez Daiwa Capital Markets, aucun moyen «de relancer proprement son économie si elle ne parvient pas à réduire sa dette de manière significative et, pour l'instant, toutes ses annonces concernant le désendettement ne produisent aucun résultat».

Cette situation est effectivement préoccupante et comporte de gros risques, a admis dans un entretien accordé à Sputnik Bai Ming, chercheur du département d'étude des marchés internationaux de l'Institut de recherche sur la coopération économique internationale auprès du ministère chinois du Commerce.

« Néanmoins, le fait que la Chine limite le mouvement des capitaux peut aider à prévenir un effondrement désastreux. [...] Peu importe qu'il s'agisse d'une dette en dollars ou en euros. Somme toute, le problème n'échappe pas à la gestion, la Chine contrôlant le mouvement des capitaux », a expliqué l'interlocuteur de l'agence.

Il a toutefois reconnu que les autorités étaient sérieusement préoccupées par ce problème.

*« Un contrôle serré tant sur l'afflux que sur l'exode des capitaux est notre tâche prioritaire à ce jour. [...] Les prêts internationaux doivent aller aux projets dans le secteur réel et non à des spéculations sur le marché de l'immobilier ou ailleurs. Il faut couper court aux opérations spéculatives pour que les prêts soient employés à des projets effectivement prometteurs », a résumé le Chinois.*

De son côté, Kevin Lai pointe l'inflation en Chine en raison d'un tassement de la demande intérieure et d'une moindre vigueur de l'activité manufacturière. Selon le Japonais, le principal consiste à présent à ne pas admettre la chute ultérieure de la monnaie chinoise pour éviter une crise de la dette en Chine, susceptible de dégénérer en désastre mondial.

## **Le grand coup d'accordéon. La vraie vocation des marchés est de ruiner le maximum de gens.**

**Bruno Bertez 21 novembre 2018**

*« Leur idée pour sortir de la crise était de disséminer le risque sur les plus faibles, sur les classes moyennes. » (Bruno Bertez)*

Je vous conseille de relire tous les textes que j'ai maintenus en « UNE »

La chute des marchés financiers n'est pas la faute à pas de chance.

Elle était inéluctable, de l'ordre de la Nécessité. C'est la raison pour laquelle considérant que la chute n'allait rien devoir au hasard nous avons d'abord dissuadé d'investir et ensuite dès le 1 er Aout donné le Conseil du Siècle, clair, sans ambiguïté et sans réticence d'aucune sorte; **vendez tout**. Et ne regardez plus rien avant longtemps.

Je suis revenu quelques jours plus tard pour confirmer pour ceux qui auraient eu un doute. Et encore il y a peu j'ai expliqué que **les bonnes reprises faisaient les bonnes baisses. Pour bien chuter il faut qu'il y ait des reprises intercalaires**, ce qui s'est passé.

Au moment du Brexit j'ai donné un conseil du même type conseillant de vendre les fonds d'état longs, le 10 ans US était exactement à son plus haut et donc au plus bas des taux à 1,35%. les taux ont plus que doublé depuis et on est au dessus des 3%.

**Je n'ai eu de cesse de répéter que la diversification était un piège, une illusion. « no place to hide »** car le sous-jacent de tous les actifs traités sur les marchés est le même et c'est la liquidité, les taux bas et la politique monétaire non conventionnelle.

**La politique monétaire non conventionnelle a produit la hausse, la normalisation produit la baisse.**

L'arrêt probable de la normalisation produira-telle la reprise ce n'est pas sûr, cela dépendra du contexte et des dégâts. Hussman défend l'idée que les baisses de taux ne stoppent ni les baisses des marchés ni les récessions.

On verra, quand ce sera le moment d'aviser.

Les prix des actifs financiers sont entre 50 et 60% trop chers sur la base historique normalisée,

sachez le .

**Sachez aussi que cette baisse était prévue sinon voulue par les élites:** depuis le départ elles savent que le public va perdre beaucoup d'argent. Leur idée pour sortir de la crise était de disséminer le risque sur les plus faibles, sur les classes moyennes. Greenspan l'a dit très clairement et je l'ai en son temps souligné.

Le sinistre Bernanke a répondu, quand on le lui a fait observer: « il faut bien que tout le papier émis soit détenu », sous entendu il faut bien que certains perdent.

L'essentiel étant que les institutions systémiques, elles, ne perdent pas, ne se fassent pas piéger.

Il faut disséminer, spolier, surtout ceux qui ont le moins vocation à prendre des risques n'est ce pas!



Quand la surévaluation rencontre l'aversion pour le risque , cela fait :

## **Bain de sang à Wall Street, chapitre je-ne-sais-plus-combien**

**Thomas Veillet Investir.ch 21.11.2018**

Je ne sais pas si nous étions complètement débiles lorsque le marché était au plus haut de tous les temps le 3 octobre, mais je crois pouvoir dire sans me tromper que là, on n'est pas loin de perdre les pédales.

Je vais vous faire la version courte et la version simple : « on s'est encore cassé la gueule hier et rien ne va plus ». Les raisons sont multiples et variées, mais une chose est certaine, on a l'impression que l'on aura mis quand même un maximum de temps pour trouver « normal » de tout vendre après une baisse de plus de 30% sur certaines actions dites « technologiques ».

Le meilleur exemple c'est le coup de Goldman Sachs sur Apple hier.

### **Petit retour en arrière**

Le 3 octobre dernier, la firme de Cupertino est à 233\$, au plus haut de tous les temps. En ce temps là, Tim Cook aurait pu traverser le lac Léman en marchant sur l'eau, on aurait trouvé ça normal et il nous aurait annoncé que les iPhone's guérissaient le cancer, on n'aurait même pas posé de question.

Mais le 1er novembre Apple a publié des chiffres pas trop mal, mais pas extraordinaires qui montraient tout de même que les ventes d'iPhone's n'étaient pas au mieux et que les gens attendaient quand même de plus en plus que leur smartphone rende l'âme avant d'acheter le nouveau modèle – nouveau modèle qui commence quand même à coûter le prix d'un pot

d'échappement sur une Harley Davidson – il y a des choix qui donnent quand même à réfléchir. Cependant, au-dessus de tout cela, Apple a fait une connerie qui a fâché les analystes et autres bouffeurs de spreadsheet excel ; ils ont annoncé qu'ils ne donneraient plus les chiffres des ventes de smartphones !!!

Ben comment on va faire alors pour savoir si Apple va bien ou pas ???

Vous avez compris, va falloir creuser un peu plus et essayer de comparer avec autre chose que des simples chiffres de ventes. Depuis ce moment là, on sentait bien que certains avaient moyennement apprécié le fait que Tim Cook leur ferme la porte.

### **La techno c'est pas beau**

Depuis le titre a baissé avec le reste du marché puisque la techno c'est de la daube et plus personne ne va jamais acheter un smartphone, une tv, une machine à laver, une console de jeu ou une montre connectée.

C'est le retour à la vie en plein air. Dorénavant on va tous récupérer un vieux Nokia 6210 au fond d'un tiroir appeler Swisscom pour voir s'ils ont une carte SIM qui rentre encore là dedans, puis on ne va plus jouer à FIFA 2019, mais au Scrabble (ceux qui ont moins de 35 ans, tapez Scrabble sur Google, vous verrez... ah non, pas Google, c'est has been, allez voir dans le dictionnaire – oui, le dictionnaire... ce truc en papier très épais qui sert à caler le gros meuble de la cuisine depuis 14 ans)... et puis même des soirs à la place de jouer à Candy Crush, on va lire des livres.

Oui, des livres. Je sais ça paraît compliqué, mais c'est en tous les cas ce que le marché à l'air d'anticiper.

Bref, donc Apple c'est devenu de la daube et hier soir l'analyste de Goldman Sachs a baissé son objectif de prix à 12 mois, passant de 209\$ à 182\$. Le titre s'est donc fait déchirer de près de 5% – l'envoyant directement en zone de Bear Market – et finissait sa journée à 177\$ – soit déjà 5\$ EN-DESSOUS de l'objectif précité.

La classe.

Heureusement je suis pas analyste, comme ça je peux dire des choses pas sérieuses

Alors bon, moi je ne suis pas analyste – j'ai déjà largement assez de défauts comme ça – mais je me dis quand même que la raison pour laquelle on pense qu'Apple c'est de la merde (le fait qu'ils ne vendront plus jamais d'iPhone's – plus jamais-jamais), on la connaît depuis longtemps. En tous les cas depuis le 1er novembre.

Donc pourquoi ils viennent baisser les objectifs maintenant alors que le titre a déjà perdu plus de 10% DEPUIS les derniers chiffres et près de 20% depuis les plus hauts...

En gros, c'était tendance d'être long sur les FAANG's ces dernières années et ces derniers mois, mais là c'est tendance de dire « bon, moi ça me paraît normal, Apple c'est beaucoup trop cher depuis longtemps, ça ne pouvait pas durer et même s'ils ont des montagnes de cash, ils ne se renouvellent pas, ça peut encore baisser tranquille 25-30% »...

Ça, ce genre de déclaration, évidemment, personne ne l'a faite le 3 octobre à 233\$... c'est

beaucoup plus tendance de tirer sur l'ambulance 25% plus bas.

### **Apple, mais pas que**

Hier Goldman Sachs nous a donc gratifié d'un downgrade sur Apple histoire de bien l'inscrire en Bear Market et le reste du marché s'est péte la gueule parce que, je cite : « les intervenants craignent que les facteurs macroéconomiques actuels fassent ralentir l'économie »... On a très peu disserté sur ce que sont exactement ces « facteurs macroéconomiques », mais il n'est pas difficile d'imaginer que la guerre Chine-USA, la hausse des taux aux USA, le BREXIT et l'Italie doivent en faire partie.

En conclusion, si nous étions débiles de penser que ça irait encore plus haut le 3 octobre 2018, je me demande ce que nous sommes si l'on pense aujourd'hui que c'est évident que ça va aller encore beaucoup plus bas. À ce niveau, si le principe de la girouette et du tournage de veste pouvait générer de l'énergie, je crois que l'on pourrait arrêter le nucléaire définitivement.



### **ON LE SAVAIT POURTANT ! (même Nabilla)**

Nous sommes donc le 21 novembre 2018 – 50 jours après le plus haut de tous les temps sur le S&P500. Les gains de l'année aux USA sont définitivement effacés. En Europe on a largement pris de l'avance depuis un moment. Ce qui est bien c'est que TOUT LE MONDE LE SAVAIT et c'est un krach invisible, parce que LÀ encore, TOUT LE MONDE LE SAVAIT, même les médias ne s'excitent plus.

D'ailleurs je pense que les médias ne se sont même pas rendus compte que l'on est revenu là où ils en parlaient à fond y à trois semaines. On ne parle qu'à peine du Bitcoin et des autres Cryptomonnaies qui se font démonter. Le Bitcoin a tout de même frisé les 4'000\$ hier alors qu'il y a un an, la star de la finance qu'est cette gourde de Nabilla, recommandait d'acheter du Bitcoin à 19'000\$...

### **Tintin au pays de l'Or Noir**

Et puis y a le pétrole. Ce bon vieux baril qui devait aller à 100\$ il y a encore 2 mois. Ce truc ne

fait que baisser depuis – un Hedge Fund manager qui avait prédit les 100\$ pour Noël et même 300\$ l'an prochain, semble avoir totalement disparu de la circulation, son fonds étant en train de se faire désintégrer.

Hier encore l'or noir s'est fait défoncer de 7% dans la journée. La raison est simple : il paraît que les stocks sont trop élevés, que l'impact de l'Iran a été exagéré et Trump veut un pétrole encore plus bas.

Et puis ce matin, les « experts » pensent que le prix du baril est un frein pour l'économie, pas forcément pour la consommation, mais pour les industries qui sont liées au prix du brut qui vont devoir se serrer la ceinture et réduire les investissements.

En gros il y a 10 jours on flippait parce que l'inflation était trop forte, dix jours plus tard on se rend compte que le baril a perdu 30% depuis que les chiffres de l'inflation ont été calculé et que, du coup, ce n'est plus un risque d'inflation, mais un risque de ralentissement que nous avons...

## **QDB**

Je dois dire que c'est assez agréable de vivre dans un marché qui a une mémoire qui ne dépasse pas les 15 minutes et des visions qui ne dépassent pas la fin de la semaine et encore, ça c'est pour ceux qui font du « long term investment ».

Ce qui est génial dans tout ça, c'est que le marché se fait défoncer, tout le monde se tire en courant pour aller se planquer aux abris et l'or ne fout rien. Personne n'en achète pour « rester riche ». Etrange tout de même.

Aujourd'hui je ne vous parlerai pas des nouvelles du jour, parce que franchement, c'est toujours la même cuisine à deux balles, à savoir : correction, bear market, fin du bull market de la techno, inflation, pas inflation, BREXIT, pas BREXIT, ITALEXIT, TrumpXiJinping et puis surtout : Apple c'est trop nul et Warren Buffet n'a rien compris.

Bref...

## **Bilan de ma vie – suis déjà mort plusieurs fois**

Ça fait depuis 1992 que je passe mes journées devant des écrans de trading. Je me suis tapé la crise asiatique en 1997 où le Crédit Suisse devait faire faillite 3 fois au moins selon les rumeurs et où on allait tous mourir. La crise Russe en 1998 où le Crédit Suisse devait faire faillite 5 fois et où on allait tous mourir.

En 1998 c'était le début de la bulle internet où t'étais un tocard si t'avais pas de l'Amazon. En 2000 c'était le dégonflement de la bulle internet et on allait tous mourir et t'étais un tocard si t'avais de l'Amazon.

En 2003 plus personne ne voulait des actions. En 2007 t'étais un abruti si t'avais raté la hausse de 2004 à 2007 et surtout si t'avais pas des produits structurés GARANTIS sur le marché immobilier américain. En 2008, t'étais un débile si t'avais des produits structurés GARANTIS sur le marché immobilier américain ou du Lehman Brothers et on allait tous mourir et l'UBS devait faire faillite.

En septembre 2018 il fallait être idiot pour ne pas avoir de « FAANG's » dans ses portefeuilles et en novembre 2018 : « QUOI T'AVAIS DES FAANG'S ???? MAIS T'ES CON OU BIEN ???? – si ça se trouve c'est GE qui va faire faillite cette fois... ou la Deutsche Bank.

BREF... J'ai comme l'impression d'avoir déjà vu le film.

Passez un excellente journée quand même, parce que je suis certain que dans 3 ans on vous dira : QUOI T'AS PAS ACHETÉ APPLE en 2018 ?????

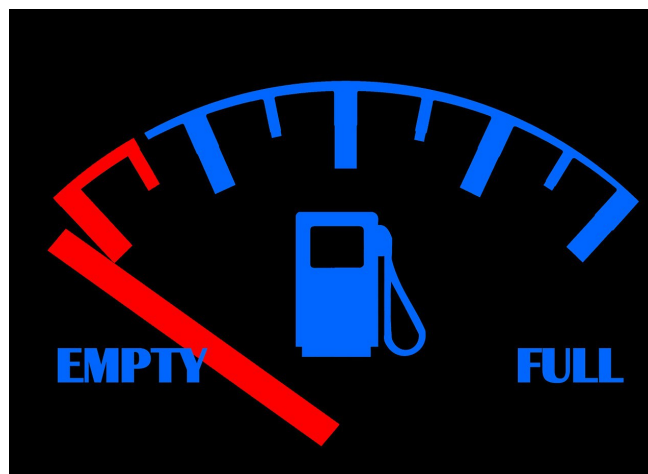
Thomas Veillet  
Investir.ch

“The United States have developed a new weapon that destroys people but it leaves buildings standing. It's called the stock market.” – Jay Leno

## L'essence deux fois moins chère qu'en 1980 ? C'est faux !

### Démonstration

par [Philippe Herlin](#) 19/11/2018



En 1980, le SMIC net mensuel s'élève à 317 euros, en 2015 il est de 1 135 euros, soit une multiplication par 3,5 et non 4,5.

Dans [mon livre sur le pouvoir d'achat](#), j'examine notamment le carburant. Revenons-y afin de dénoncer une contre-vérité que l'on entend en ce moment.

**Non, l'essence ne coûte pas moins chère qu'en 1980**

Depuis que la colère sur les prix du carburant a débuté, des éditorialistes, **des journalistes ou responsables politiques affirment que les Français payent leur essence « deux fois moins chère qu'en 1980 »**, sous-entendu, « arrêtez de vous plaindre, votre situation s'améliore nettement sur le long terme. » Cette affirmation cite comme source l'UFIP (Union Française des Industries Pétrolières), mais nous allons montrer qu'elle est fausse.

**Il ne s'agit en réalité même pas d'une étude de l'UFIP** puisque dans sa rubrique [FAQ](#) (Faire

un plein de carburant aujourd'hui coûte-t-il plus cher qu'en 1980 ?), elle renvoie sur le site de XERFI, sur lequel on peut trouver cette vidéo : [Le coût réel du plein d'essence n'a cessé de baisser depuis 35 ans.](#)

Alors regardons et analysons cette vidéo. Aucune source n'est citée, ce qui ne fait pas très sérieux, mais prenons les chiffres tels quels. **Entre 1980 et 2015, le SMIC horaire est multiplié par 4,5, soit une hausse de 4,3% par an** (en francs puis en euros courants, c'est-à-dire le chiffre réel de l'époque). Dans le même temps, le prix du Super augmente, selon XERFI, de 2,2% par an, ce qui fait une multiplication de 2,2 sur la période (1,022 exposant 36, pour les 36 années de 1980 à 2015 inclus). Avec ces chiffres, effectivement, le SMIC augmente deux fois plus vite que le prix de l'essence, en prix réel, il coûte donc deux fois moins cher.

### **Le SMIC horaire a augmenté au passage aux 35 heures, mais...**

Maintenant prenons les chiffres de notre [livre](#). **En 1980, le SMIC net mensuel s'élève à 2085 francs (soit 317 euros, source INSEE), en 2015 il est de 1135 euros, soit une multiplication par 3,5, et non pas 4,5 comme l'affirme XERFI...** Pourquoi cette différence ? Parce que XERFI fait l'erreur de prendre le SMIC horaire, qui a été nettement augmenté lors du passage aux 35 heures, pour compenser la baisse du temps de travail. Cette hausse était purement comptable, l'objectif du gouvernement était de garder un SMIC mensuel net stable ou en légère augmentation, c'était lui l'objectif, le SMIC net mensuel, la feuille de paye, et pas le taux horaire.

Ensuite nous avons pris le gazole, pour avoir un produit homogène sur la période (1965-2015 dans notre ouvrage). Notre source est le [ministère du développement durable](#) et, pour les années antérieures à 1985, le Centre des archives économiques et financières ([CAEF](#)) à Savigny-le-Temple. Chacun peut donc vérifier ces données. Entre 1980 et 2015, il passe de 2,24 francs (0,34 euros) le litre à 1,21 euros, soit une multiplication par 3,5. Comme le SMIC, il n'y a donc aucune amélioration entre 1980 et 2015 ! Et dans notre [note sur le carburant](#) que nous avons étendue à 2018, nous constatons une forte dégradation après 2015.

**En conclusion, le pouvoir d'achat des Français dans le domaine du carburant ne s'est aucunement amélioré depuis 1980, et il se dégrade sérieusement depuis 2015.**

## **Un petit coup de cinéma**

**François Leclerc 21 novembre 2018**

L'affaire Ghosn fait penser à un scénario de cinéma décrivant la chute vertigineuse d'un grand patron, cueilli à la descente de son jet privé par la police. Cela ne rappelle-t-il pas une autre déchéance dont nous assisterions au remake ?

Pour être dans l'air du temps, comme tout bon scénario qui se respecte, un lanceur d'alerte a été présenté comme ayant été à l'origine d'une enquête interne au groupe Nissan. Et le pot aux roses a été découvert sans qu'il soit nécessaire d'identifier un Brutus. Hier adulé, le président honoraire de Nissan est traîné dans la boue. Et l'on en vient à soupçonner un règlement de compte visant sa politique et s'appuyant sur ses travers abondamment décrits. Il aurait eu la coupable intention de renforcer l'alliance entre Nissan et Renault, suscitant en réaction un

véritable coup d'état des cadres supérieurs du groupe japonais, la soudaineté de leur réaction accreditant l'hypothèse d'une opération planifiée l'avance.

Sans doute en saurons-nous d'avantage prochainement. Mais comment ne pas être interloqué par le côté troublant du modus operandi de cette opération ? Les grands patrons nous ont habitués à régler leurs comptes dans le silence feutré de leurs bureaux à double porte et à ne pas exposer leurs différends sur la place publique. Ce n'est pas vraiment l'option retenue, Carlos Ghosn étant livré à l'impitoyable vindicte publique, pire que la justice des hommes.

Confirmée, une telle opération alimenterait le plus détestable des réflexes de l'opinion, désignant une victime expiatoire et l'exposant dans l'arène médiatique de notre temps avec l'intention cachée de réorienter l'entreprise. Cela aussi rappelle quelque chose, quand un haut dirigeant chinois tombe pour corruption pour ne pas appartenir au bon clan. Tout cela se résout par un petit coup de cinéma.